

● correspondance de presse internationale

# inprecor

# NON !

## UN AUTRE MONDE

## EST INDISPENSABLE !



**DOSSIER GUERRE : États-Unis, Afghanistan, Pakistan, Asie centrale, Amérique latine, Mouvement anti-globalisation...**

- ÉCONOMIE : LE GRAND RETOURNEMENT CONJONCTUREL
- ITALIE : Le PRC lance son congrès de refondation
- POLOGNE & NORVÈGE : Ce que dévoilent les élections
- MEXIQUE : La loi indigène et la guerre au Chiapas
- GRÈCE : Débat sur la recomposition de l'extrême gauche

## Guerre

<i>Guerre, terrorisme... un autre monde devient indispensable</i>	Salvatore Cannavò	3
<i>États-Unis — Politique de « guerre anti-terroriste »</i>	Phil Hearse	6
<i>États-Unis — De l'Afghanistan à l'Asie centrale</i>	Charles-André Udry	13
<i>États-Unis — Propagande guerrière et émergence d'un mouvement anti-guerre</i>	Steeve Bloom	15
<i>Afghanistan — La tragédie sans fin d'un peuple</i>	Antonio Moscato	17
<i>Pakistan — En tenailles entre impérialisme et fondamentalisme</i>	Farook Tariq	21
<i>Pakistan — Femmes pour la paix</i>	Rizwan Atta	22
<i>Pakistan — Bombes sur l'Afghanistan, fondamentalistes au Pakistan</i>	Farook Tariq	24
<i>Pakistan — Un appel du Labour Party Pakistan</i>	document	25
<i>Amérique Latine — Tentatives de rétablissement de l'ordre</i>	Ernesto Herrera	26
<i>Déclaration du Bureau du Secrétariat Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale</i>	document	52

## Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale & Lectures

<i>Brésil — Élections internes du Parti des travailleurs</i>	(réd.)	28
<i>Michel Warschawski, Israël-Palestine, le défi binational</i>	Jean-Michel Krivine	28

## Économie

<i>2001, ou le grand retournement conjoncturel</i>	Michel Husson	29
--	---------------	----

## Italie : Le PRC lance son congrès de refondation

<i>Ouverture et innovation, Changer nous-mêmes pour transformer la société</i>	document	35
<i>Contre le terrorisme et la guerre qui nous menace (extraits)</i>	Rapport de Fausto Bertinotii	38

## Pologne

<i>Comment a chuté la « Pologne d'Août 1980 »</i>	Zbigniew Kowalewski	39
---	---------------------	----

## Norvège

<i>Un nouveau paysage politique prend forme</i>	Anders Ekeland	42
---	----------------	----

## Débat Grèce

<i>Les problèmes de la recomposition de l'extrême gauche</i>	OKDE - Spartakos	44
--	------------------	----

## Mexique

<i>La loi indigène et la guerre au Chiapas</i>	Maria Dolores París	47
--	---------------------	----

## Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.  
Éditée par la PECCI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

### Rédaction et administration :

PECCI, BP 85,  
75522 PARIS Cedex 11, France.  
Tél. : 33/0 1 49 28 54 88  
Fax : 33/0 1 49 28 54 87  
E-mail :  
100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :  
Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine  
Commission Paritaire n° 59117.  
ISSN 1 0294-8516

**Imprimé** par Rotographie  
2, rue Richard-Lenoir, 93106  
Montreuil Cedex, France.

**Diffusé** dans les librairies par  
DIF' POP' SARL, 21<sup>me</sup> rue Voltaire,  
75011 PARIS, France.  
Tél. : 01 40 24 21 31,  
Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

« Encore un numéro double ! » allez-vous vous exclamer à la vue de ce, troisième de suite, numéro bimestriel de votre mensuel préféré. C'est qu'une fois de plus nous avons voulu vous livrer des réflexions et des informations aussi amples que possible sur la guerre qui vient de commencer, sans pour autant vous priver des analyses de l'actualité qui vous font apprécier *Inprecor*. Mais notre budget et notre capacité de travail ne nous permettent pas d'augmenter la pagination à souhait ; si nous le faisons dans un numéro, nous devons le compenser dans l'autre — voilà la raison de ces numéros doubles à l'occasion des mobilisations de Gênes (qui, comme nous l'avions pressenti, ont modifié la situation internationale) ou de la guerre. Mais le propre d'un mensuel étant de paraître... chaque mois, *Inprecor* reprendra son rythme en décembre. C'est promis\* !

\* Sauf si, une fois encore, un cas de force majeure nous conduit à... Mais non ! Pas cette fois-ci !

## Abonnement

(11 numéros)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord** 190 FF (6 mois)  360 FF (1 an)
- **Autres destinations** 240 FF (6 mois)  460 FF (1 an)
- **PLI FERMÉ (toutes destinations)** 300 FF (6 mois)  580 FF (1 an)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (lecteurs multiples, toutes destinations; 600 FF, 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 400 FF, 1 an)
- **Découvrir *Inprecor*** (réservé aux nouveaux abonné(e)s; 75 FF, 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; 150 FF)

Nom - Prénom : .....  
Rue : .....  
Commune / Code postal : .....  
Ville : .....  
Pays : .....  
Tél./Fax/E-mail : .....

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

# Guerre, terrorisme... un autre monde devient indispensable !

Par  
Salvatore Cannavò\*

Après les attentats de Manhattan et en présence d'une guerre qui s'annonce dure, longue et terrifiante, le mouvement contre la mondialisation capitaliste peut-il continuer comme avant ? Son identité, ses perspectives, ses priorités peuvent-elles rester inchangées ou doivent-elles subir une transformation en profondeur ? Un des sanctuaires du marché, le quotidien britannique *Financial Times*, a tenté de répondre à ces questions. Son édition du 10 octobre y a consacré une page entière. L'argumentation est directe : « Jusqu'à il y a un mois — écrit James Harding — le mouvement antimondialisation se préparait pour la plus grande protestation de son histoire [la manifestation contre le sommet du FMI et de la Banque mondiale à Washington]. Or, le 11 septembre lui a volé ce moment et l'obligera à se réinventer ».

## Rien ne sera plus comme avant

Le journaliste anglais a longuement questionné des militants des États-Unis, qui confirment qu'effectivement l'esprit qui motivait les protestations s'est affaibli, que la plupart des efforts sont maintenant orientés en direction du mouvement anti-guerre, mais que celui-ci mobilise beaucoup moins de gens que les contestations de l'OMC ou du FMI. « Le mouvement s'est transformé en une structure d'auto-éducation, comme en témoigne le fait que les *teach-in* [assemblées d'auto-éducation] ont remplacé les mobilisations de rue ». Le mouvement, poursuit le *Financial Times*, « ne sera plus comme avant ». Quel impact pourra avoir aux États-Unis, par exemple, la contestation des multinationales et de leurs profits dans une période où « l'ouverture de Wall Street est un acte de défense nationale et l'achat des actions, un acte patriotique ? ». C'est un fait que le mouvement, qui a sérieusement mis en question le capitalisme occidental, « est en retrait » dans une phase où « l'Amérique est à l'offensive ». Il y a aussi le poids de la

peur qu'on fasse l'amalgame avec le terrorisme. « Si en public, ajoute le *Financial Times*, tous parlent d'une pause nécessaire au vu de ce qui s'est passé, en privé les dirigeants du mouvement ne cachent pas qu'ils se sentent parmi les victimes des attentats ».



Cela, par exemple, réduit l'action de rue, un des traits distinctifs des mobilisations, et sans la place publique et la contestation le mouvement ne peut pas exister. « Il n'a pas en effet — explique Georges Monbiot, un intellectuel anglais qui fait partie du camp anticapitaliste — une dimension et une identité comparables à celles d'un parti ou d'un syndicat : sans action il n'y a pas de mouvement ». Malheureusement, malgré le fait que « l'opposition à la guerre soit complémentaire et non contraire à son éthique le conflit militaire approfondit les divergences

et les différences, ce que la dynamique antimondialisation ne faisait pas ». « Qu'on pense à l'AFL-CIO, dit un militant Vert américain, qui a pris la rue à Seattle à côté des environnementalistes, bien qu'avec des réserves et des motivations autres alors que, face à la guerre, cette centrale avait serré les rangs autour du drapeau ». Il s'agit donc, conclut Danhaer, militant du *Global Exchange*, de « se réinventer, parce que nous sommes certainement atteints, mais pas mortellement ».

Les difficultés décrites par le quotidien anglais sont visibles et se retrouvent un peu partout, même dans la préparation tumultueuse de la marche pour la paix Pérouse-Assise (1). Dans une large mesure, ces difficultés rendent difficile la simple "transcroissance" du mouvement contre la mondialisation capitaliste en une lutte sans ambages contre la guerre, sans des "mais" et sans des "si" comme on dit dans le mouvement, mais avec les mêmes caractéristiques de masse qui ont marqué Gênes, Seattle, Göteborg. Car une telle évolution dépend de l'analyse que l'on peut faire de la guerre actuelle, de son rapport avec la dynamique de la mondialisation capitaliste et des orientations, des chemins que l'on saura parcourir.

## Le retour de la géopolitique

Une des suggestions les plus souvent entendues — surtout à partir de la presse économique, à commencer par le *Financial*

\* Salvatore Cannavò est directeur-adjoint de *Liberazione*, quotidien du Parti de la refondation communiste (PRC) d'Italie, et collaborateur régulier de *Bandiera Rossa*, mensuel publié par les camarades du PRC liés à la IV<sup>e</sup> Internationale.

1. La marche pour la paix entre les villes de Pérouse et d'Assise en Ombrie (Italie centrale) se

déroule tous les ans depuis 1960, au mois d'octobre. Cette année, en regroupant entre 200 000 et 300 000 personnes le 13 octobre, elle a pris des dimensions jamais vues auparavant. Sa préparation et son déroulement ont fait apparaître des tensions parmi les organisateurs : ainsi l'opposition de centre-gauche, en particuliers les Démocrates de gauche (DS),

qui accordent un soutien à la « guerre contre le terrorisme » se sont opposés aux militants du mouvement contre la mondialisation capitaliste carrément opposés à l'action militaire anglo-américaine contre l'Afghanistan. En fin de compte, les dirigeants de DS, sifflés par la manifestation, ont dû la quitter précipitamment.

## Guerre / Mouvement contre la mondialisation capitaliste

*Times* lui-même — est que le processus de mondialisation, tel qu'il s'est exprimé au cours des années 1990, est terminé ou bien est entré en crise profonde. Beaucoup d'économistes s'efforcent de démontrer cette thèse, confirmée aussi par la phase récessive qui touche toute la planète : la contraction du commerce, la limitation des échanges financiers, les projections de développement très prudentes. En outre, la folie ultra-libérale a laissé la place à un nouvel interventionisme public, un retour du "keynésianisme" qui, bien qu'abâtardi par un mélange insensé de dépenses déficitaires et de réductions de l'État providence, constitue une revanche de l'État sur le privé.

En même temps, dans la foulée de la guerre et de l'alarme terroriste — bien synthétisé dans l'avertissement de Bush : « *ou avec nous ou contre nous* » — les relations et les hiérarchies internationales sont en train d'être redéfinies. Quelques exemples : à l'intérieur de l'OMC les États-Unis ont repris l'initiative en recherchant le soutien de ces pays tiers — de l'Inde au Pakistan et aux pays arabes — qui avaient contribué à la faillite de Seattle. Dans ce sillage, Washington peut compter sur un nouveau "round", qui s'ouvrira (peut-être) à partir du 9 novembre à Qatar, très avantageux pour ses propres intérêts commerciaux. La même politique déficitaire, épousée sans ménagement par la *Federal Reserve* — qui, souvenons-nous, est intervenue à deux reprises après le 11 septembre sur les taux d'intérêt — a donné une solide base de soutien au dollar qui, après les tourments de Wall Street, peut encore se présenter comme une monnaie de référence à l'échelle mondiale. Du côté européen de l'océan Atlantique, par contre, comme l'a noté Adriana Cerretelli dans *Il sole 24 Ore* du 12 octobre, « *la relation spéciale entre Londres et Washington en ce moment représente pour la construction européenne un choc analogue à celle provoquée par l'unification allemande : le seul véritable potentiel européen en dehors de l'euro — l'Europe de la défense — "se déchire"* ». Notons, par

ailleurs, que les États européens ont affronté la crise chacun en se fondant sur ses propres intérêts, ce qui n'a pas manqué d'être enregistré de l'autre côté de l'Océan : il suffit de voir la suffisance avec laquelle les États-Unis ont traité le zèle de l'OTAN.

Somme toute, après des années où le centre de l'attention était monopolisé par les dynamiques de l'économie globale, des fusions et intégrations des multinationales qui semblaient prendre la relève du rôle et de la fonction de l'État, en construisant une espèce de monolithe complètement intégré et indifférencié (l'Empire), la géopolitique redevient actuelle et avec elle, la politique extérieure nationale et macrorégionale. Cela signifierait-il que la mondialisation est morte et que la géopolitique est de nouveau la seule clé d'interprétation des processus mondiaux ? Bien sûr que non.

En réalité, au cours des vingt dernières années s'est affirmé un phénomène de superposition entre, d'une part, la croissance structurelle du capitalisme global et, de l'autre, le rôle et la fonction des États nationaux, où le premier a étouffé les seconds en les pliant à ses propres exigences, sans pour autant réussir à extirper toute leur fonction de service de l'accumulation du capital. Comme écrit Daniel Bensaïd « *l'ordre du capital repose donc encore sur une multiplicité d'États dont la coopération dans le cadre de la "gouvernance globale" ne remplace pas les fonctions. En revanche, le rôle de ces États est appelé à se transformer dans la mesure où ils ne sont plus seulement les garants de leurs marchés internes, mais doivent de plus en plus renforcer leurs moyens d'assurer la reproduction sociale et de garantir la propriété au-delà de leurs frontières* » (2)

La politique est restée la servante amène et nécessaire de l'économie. Sans doute, celle-là a été dans l'ombre de celle-ci, également à cause de la phase d'expansion, favorisée par le développement remarquable de la technologie, des rationalisations gigantesques de la production, des "politiques" insistantes de libéralisation et de privatisation. Avec l'arrivée de la récession, la phase

d'expansion a laissé la place à un repli sur la demande interne, sur le rôle de la dépense et des aides publiques et donc sur celui de "la politique". Aujourd'hui tout ce travail obscur tourne autour de la découverte de la centralité — même physique — de la Maison Blanche et du Pentagone, de Downing Street ou d'Islamabad et de la marginalité relative de Wall Street.

Pour utiliser une expression d'Andrea Fumagalli, la mondialisation a fini par représenter « *un miroir qui cache la redéfinition continue de la hiérarchie des pouvoirs économiques et militaires* » (3). La destruction des Tours jumelles et le déchaînement de l'opération « *Liberté immuable* » a brisé le « *miroir* » déformant, en révélant un rapport entre la géopolitique et la mondialisation, plus complexe et plus contradictoire.

### Mondialisation impériale

Mais le fait reste que la mondialisation est en crise et que cette crise dépend de sa contradiction principale — son incapacité de réaliser la promesse de bien-être répandu partout dans le monde — ne doit pas nous conduire à la considérer comme un phénomène accompli. Il est difficile de croire que la vocation internationale du capital soit une tendance épuisée ; reste plutôt à voir quelle sera la forme de son affirmation, même si la guerre actuelle nous indique que cette vocation suivra la route tracée par les bombes américaines et les lignes stratégiques élaborées par le Pentagone.

En effet, après des années de déclin apparent, les États-Unis tentent d'imposer de nouveau leur primauté. Ils le font en des termes à la fois traditionnels et inédits, avec une logique impériale inchangée, qui pourtant ne peut pas ne pas tenir compte des modifications internes qui ont eu lieu dans les rapports internationaux, précisément à cause des processus économiques. La mondialisation, avec la toile d'araignée de ses entrelacements globaux, rend cette domination impériale plus aléatoire et imbriquée avec les alliances transversales et les intégrations supranationales (et donc plus agressive et plus "méchante"). Mais si sur le plan économique la situation est incertaine et confuse, sur le plan politique et militaire, il n'y a aucun État ou même groupe d'États en mesure de concurrencer les États-Unis. Jamais, dans l'histoire récente, tant de pouvoirs n'ont été concentrés par un seul État et, symboliquement, entre les mains d'un seul homme — le président des États-Unis. L'offensive américaine vise essentiellement à ne pas perdre cette primauté ; ainsi, nous sommes en présence d'une nouvelle phase



2. Daniel Bensaïd, *Le nouveau désordre impérial*, revue *ContreTemps* n°2, 2001.

3. Cf. *La sfida al G8*, collectif, éd. Manifestolibri 2001.

## Mouvement contre la mondialisation capitaliste / Guerre

de la mondialisation, une mondialisation impériale, où la tendance à l'intégration se superpose encore à la réalité meurtrière de la concurrence inter-capitaliste, au développement inégal des contradictions — le renforcement de l'État américain, par exemple, s'associe à l'affaiblissement des États tiers, les États arabes en particulier. Qu'en sera-t-il de l'Europe ? Proposera-t-on encore la guerre comme issue inéluctable du conflit économique et social ?

Cette évolution exige une mise au point des analyses, en particulier dans le mouvement contre la mondialisation capitaliste, qui est appelé à une inflexion difficile, à forcer son propre rythme de croissance. Et s'il est vrai que jusqu'à maintenant les objectifs, l'identité, l'action et le parcours des mobilisations ont été calibrés sur un adversaire — la mondialisation économique — qui a représenté uniquement le miroir d'une réalité plus complexe et multiforme, le dévoilement de cette réalité (la politique impériale) exige un "saut" politique en avant. Le mouvement contre la mondialisation capitaliste, en devenant un mouvement contre la guerre est contraint de passer brusquement à une phase adulte, et donc de se doter d'un projet et d'une identité neuves. "Contraint" de devenir plus politique.

### Réinventer le mouvement.

Ce passage ne sera pas facile et ne se fera peut-être pas sans douleur. Certainement, il ne peut pas être simplifié. Penser recourir, par exemple, à la traditionnelle lutte anti-impérialiste n'aidera en rien (en aucun cas, on ne peut imaginer des alliances hypothétiques avec des pays où des modèles alternatifs au capitalisme). Et cela, pour au moins trois motifs.

Le premier, c'est que l'anti-impérialisme traditionnel, celui qui a animé les luttes après la Seconde guerre mondiale, que ce soit en Occident ou dans les pays ex-coloniaux, n'aurait pas été ce qu'il a été — avec certains mots d'ordre, certaines dynamiques, certains objectifs — sans l'existence de l'URSS. La présence d'un bloc alternatif — en faisant abstraction de ses erreurs et de ses horreurs — constituait une base arrière, un point d'appui qui donnait aux luttes anti-impérialistes une crédibilité et une perspective erronées, mais réelles. Aujourd'hui, non seulement il n'y a plus d'URSS, non seulement la Chine se pose comme un allié en concurrence avec les plus grandes puissances capitalistes, mais les États-Unis s'efforcent sur les plans propagandiste et culturel d'imposer un bloc alternatif imaginaire, le monde islamique, pour contraindre le reste

du monde à un réalignement global, mais aussi pour donner à un éventuel "front anti-impérialiste" une connotation répugnante et impraticable (pour nous).

La seconde difficulté provient de la définition même de la mondialisation impériale. L'entrelacement entre le pouvoir absolu du marché libre et le dessin inégal de la politique de domination, contraint à une plus grande "politisation" des objectifs : attaquer le FMI, l'OMC, sans poser le problème du mouvement plus profond qui se cache derrière ceux-ci, risque de rater son but. Les initiatives contre « *son propre* » État — et donc les initiatives sociales, par exemple à partir du budget — acquièrent une nouvelle centralité. Ainsi, il faut redessiner les objectifs.

La troisième difficulté, enfin, part d'un élément symbolique dont la portée ne fait pas de doute : la guerre chez les "Américains", à Manhattan, qui devient Beyrouth. Ce fait ne s'est jamais produit au cours de l'histoire des États-Unis (la référence à la Guerre civile est impropre et trop éloignée dans le temps) : au sommet de leur propre pouvoir militaire — mais non économique — les États-Unis sont frappés au cœur, d'agresseurs ils se découvrent victimes. C'est cette contradiction, par ailleurs, qui donne de la force et de la substance à la polémique sur l'antiaméricanisme avec laquelle ont tenté d'isoler le mouvement contre la mondialisation capitaliste. En outre, la violence et la terreur provoquées par les auteurs des attentats, et celle qui a été déclenchée par les États-Unis, visent à créer un climat de « guerre civile mondiale » où les peuples, les mouvements, les travailleurs, sont poussés les uns contre les autres. Dans l'ère de la mondialisation, le nationalisme risque encore d'avoir le dessus.

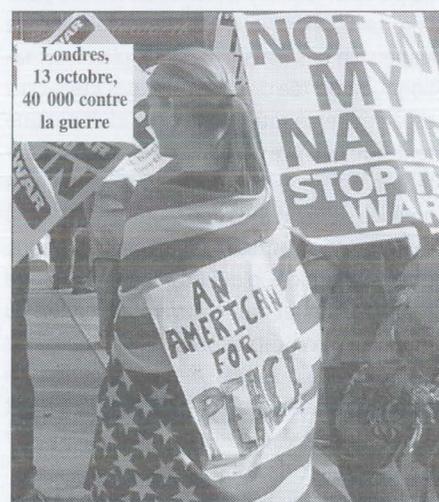
### L'antidote à la barbarie

Ces difficultés fournissent des indices du parcours à effectuer et somment le mouvement de révéler ses défenses naturelles, ses "anticorps", pour réagir.

La plus importante de celles-ci est sa dimension éthique : la capacité d'indignation, la révolte morale qui soulève des milliers, voire des millions de jeunes — aux premiers rangs dans les mobilisations contre la mondialisation capitaliste — constituent une force formidable dans la nouvelle phase qui s'ouvre. Comme disent les militants de *Global Exchange*, il y a une forte similitude entre la capacité de s'indigner devant la pauvreté dans le monde — qui a animé l'activité d'une myriade de groupes de jeunes aux États-Unis — et l'indignation devant les nou-

velles barbaries, la guerre comme le terrorisme. Cette disponibilité est en soi d'une grande portée politique : elle facilite la discussion, le débat d'idées, les confrontations, qui peuvent permettre au mouvement de réaliser un saut qualitatif.

Le deuxième anticorps est l'internationalisme. À l'antithèse des deux torts il est nécessaire d'opposer une autre rationalité. L'internationalisme, qui a animé les luttes de Seattle, Bangkok, Amsterdam, Nice et Gênes représente une rationalité sans égal. Le forum mondial de Porto Alegre constitue en soi une riposte immédiate à la guerre. Le dialogue et les luttes communes des mouvements du monde entier, y compris le monde arabo-musulman, sont le seul vrai antidote à la barbarie, la seule réponse possible à la guerre. Face à la menace nationaliste (qu'elle soit occidentale ou islamique), « *la mondialisation des luttes et des espérances* » — pour reprendre le mot d'ordre de *Via Campesina* — représente la seule alternative gagnante.



La troisième ressource est la démocratie. La guerre est la négation de la démocratie, la prise de décisions occultes, la réalité masquée. Se battre pour une démocratie meilleure, plus avancée, plus mûre, représente un antidote ultérieur contre la barbarie. La pratique de la démocratie — dans le mouvement comme dans la construction d'expériences exemplaires — constitue aussi la réponse pour une réaffirmation correcte et efficace de l'espace public, au moment où trop de néolibéraux redécouvrent le keynésianisme sous sa forme militaire. La démocratisation de l'intervention publique est justement l'unique garantie pour qu'il soit répondu aux besoins sociaux et non à la logique du profit. Là encore Porto Alegre, avec sa pratique du budget participatif, indique la voie. Cette année, plus que jamais, Porto Alegre signifiera la paix. ■

# Politique de « guerre anti-terroriste »

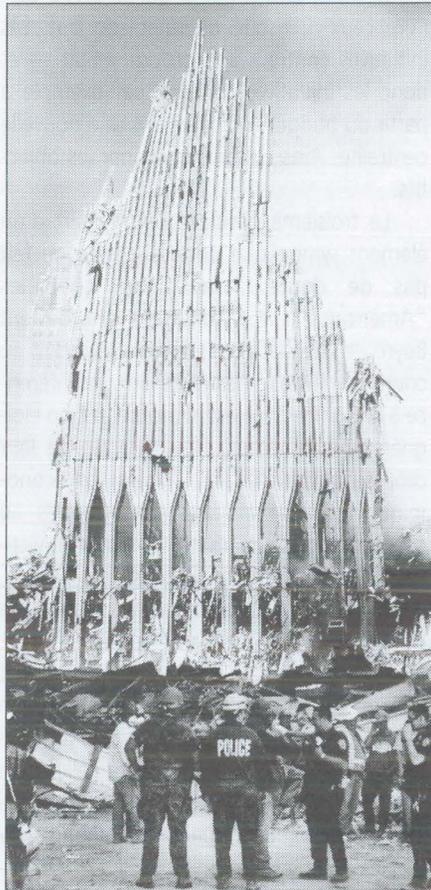
Par  
Phil Hearse\*

L'atroce tuerie à New York, à Washington et en Pennsylvanie a fait un cadeau monumental au gouvernement Bush : l'occasion de lancer une offensive politique contre tous ses opposants dans le pays et à l'étranger. Rappelons qu'avant le 11 septembre, ce gouvernement était assiégé sur les plans diplomatique et politique. Maintenant, tout naturellement de son point de vue, l'équipe Bush-Cheney a profité de la crise pour faire taire ses critiques et pour réaffirmer le leadership des États-Unis sur le plan international. La portée de l'offensive des États-Unis est à couper le souffle. Elle se traduit par une tentative décisive d'imposer un virage à droite à la politique mondiale, sous hégémonie américaine, et d'étouffer toute opposition à sa domination absolue sur les plans politique et économique. Ce qui pose un défi énorme à la gauche et au mouvement contre la mondialisation capitaliste (appelé aussi dans les pays anglo-saxons *mouvement pour la justice globale*), qui devra comprendre et affronter cette nouvelle donne ou s'exposer à des défaites dévastatrices.

Depuis l'arrivée de Bush à la Maison Blanche, son administration, dont le vice-président Dick Cheney semble davantage un co-président, met tout en œuvre pour impulser son ordre du jour réactionnaire. Ce qui a donné lieu à plusieurs conflits, notamment :

- la colère internationale devant le bouclier antimissiles, qui a occasionné des heurts avec l'Union européenne (UE), la Chine, la Russie et les Démocrates au Congrès ;
- un isolement international sur la question du retrait des accords de Kyoto sur les changements climatiques ;
- une critique de la politique dite de non-ingérence dans le conflit israélo-palestinien, qui a donné toute liberté aux Israéliens pour terroriser les Palestiniens ;
- un refroidissement avec la Chine à propos

\* Phil Hearse est rédacteur de la revue britannique *Red Shift*.



de l'incident de l'avion d'espionnage qui est un exemple de l'attitude plus dure à l'égard de la Chine et d'un soutien accru à Taiwan ; — des désaccords avec les Démocrates, qui avaient menacé de profiter de leur majorité au Sénat pour mettre leur veto aux projets de dépenses militaires du Congrès ; — un conflit latent avec l'UE sur le libre-échange et le projet d'une force de réaction rapide européenne.

Mis à part cette liste, le gouvernement et les sociétés américaines constituent une cible de choix pour le mouvement contre la mondialisation capitaliste, en plein essor. Maintenant, le massacre réactionnaire du 11 septembre a mêlé les cartes. Bush et Cheney ont lancé une véritable offensive politique qui vise le mouvement contre la mondialisation capitaliste. Cette offensive cherche la mise au pas de l'UE et est dirigée contre les mouvements de libération nationale et ceux

du Tiers-Monde. Elle atteint l'opposition interne, les droits de la personne aux États-Unis et sur le plan international (avec le renforcement de la coopération internationale de la police, des militaires et des services de renseignement), elle met en œuvre des méthodes plus dures face à l'immigration et aux demandeurs d'asile et réaffirme la domination diplomatique et économique des USA au Moyen-Orient et au Canada, tout en proclamant le droit des États-Unis de poster des militaires dans les anciennes républiques soviétiques et d'isoler la Chine. Tout cela se déroule dans le contexte général d'une offensive pour mettre en avant les objectifs économiques clés des États-Unis, surtout ceux qui ont trait au soit-disant libre-échange, c'est-à-dire la liberté d'accès à l'ensemble de la planète pour les sociétés américaines.

Les obstacles au succès global américain étaient redoutables : la portée et l'importance de ce qui était entrepris avaient donné lieu à des tensions énormes à l'intérieur de l'équipe Bush, et dans d'autres secteurs de l'élite politique et surtout économique des États-Unis.

## Une mobilisation réactionnaire

C'est sur le plan interne que le gouvernement Bush a engrangé le premier bénéfice. Les semaines ayant suivi les attentats ont vu la plus grande mobilisation réactionnaire aux États-Unis depuis l'époque du macarthysme des années 1950. Les chaînes nationales donnaient l'actualité 24 heures sur 24, ce qui a fouetté une frénésie patriotique, souvent accompagnée de relents racistes. Les sentiments humains naturels de sympathie envers les victimes et leurs proches, notamment le grand sentiment de solidarité avec plus de 300 pompiers morts au cours de leur mission, ont été exploités sans retenue par le gouvernement et les mass média puissants et unanimes pour créer une vague chauvine. Ici, la visibilité même des morts y a contribué. Les 200 000 personnes mortes en Iraq au cours des bombardements de la Guerre du Golfe et les victimes subséquen-

tes des bombardements et du blocus du pays n'avaient jamais figuré sur toutes les chaînes de télévision. Ainsi, comme le journaliste militant de gauche John Pilger l'a souligné, on a distingué les « *morts méritoires* » et ceux qui l'étaient moins.

Aux États-Unis et au Canada, on a vu des cérémonies, souvent avec une participation militaire, dans la plupart des villes. Les premiers matchs de base-ball et de football tenus après les attentats ont débuté avec l'hommage au drapeau et l'hymne *God Bless America*. Le Congrès s'est précipité pour donner carte blanche à une offensive militaire, une seule députée s'y est opposée... Ainsi, la cote de Bush a atteint 88 %, alors que Clinton, président au cours d'un boom économique, n'a jamais dépassé les 73 % de satisfaits. Tous les questionnements sur la légitimité du gouvernement, qui a accédé au pouvoir par une fraude électorale à peine dissimulée en Floride, ont été enterrés. Les Démocrates ont clairement indiqué qu'ils avaient l'intention de laisser tomber leurs objections antérieures sur le recours aux fonds de la sécurité sociale pour les dépenses militaires, leurs doutes quant à l'OMC et au coût du bouclier antimissiles... L'ancien vice-président Al Gore a tout résumé : « *Le Président est mon commandant en chef* ».

Les États-Unis n'étaient pas seuls dans cette frénésie réactionnaire. Avec quelques exceptions honorables, les mass média britanniques se sont alignés derrière les États-Unis, afin de préparer le terrain pour la participation britannique à la guerre, et pour la promulgation d'atteintes encore plus draconiennes aux droits civiques, notamment ceux des demandeurs d'asile et des réfugiés. Et cette mobilisation réactionnaire a été fouettée par une panique quant à la possibilité d'attentats terroristes ultérieurs et une paranoïa sur l'existence éventuelle de " cellules terroristes " à tous les coins de rue.

### Les objectifs globaux de l'Empire

Le capitalisme américain a une gamme de revendications pour sécuriser le monde au profit des sociétés US. Celles-ci tournent autour de plusieurs objectifs :

- la destruction du protectionnisme et des barrières commerciales, notamment des subventions étatiques aux industries nationales, pour ouvrir tous les pays du monde aux produits et institutions financières US ;
- le renforcement et l'extension des « droits de propriété intellectuelle » pour protéger les brevets des sociétés informatiques et pharmaceutiques US et breveter les produits

biologiques et les organismes tels que le génome humain et les plantes ; — le droit de poster des forces militaires dans toutes les régions du monde.

L'ordre du jour réactionnaire exigerait aussi que les autres pays capitalistes majeurs " libéralisent " leurs économies, en liquidant la protection sociale, la propriété étatique et l'intervention publique dans l'économie. Il impliquerait également un coup décisif contre le mouvement écologique, en rejetant les objections à l'utilisation de la lignite, abondante aux États-Unis, pour les nouvelles centrales thermiques, et en justifiant la production pétrolière dans le parc national d'Alaska.

La beauté de la « *guerre anti-terroriste* » est que celle-ci a l'avantage moral de présenter les États-Unis comme la victime, et peut exploiter les émotions suscitées par cette tuerie pour passer par-dessus les gouvernements nationaux, en renforçant les forces pro-américaines dans presque tous les pays. Il y a un an à peine, les commentateurs disaient que « *la politique étrangère US va à la dérive* ». Maintenant, il y a un projet global, de première d'importance pour prendre la relève de la guerre froide, et l'on peut mettre tout pays devant le défi suivant : « *Etes-vous avec nous ou avec les terroristes ?* »

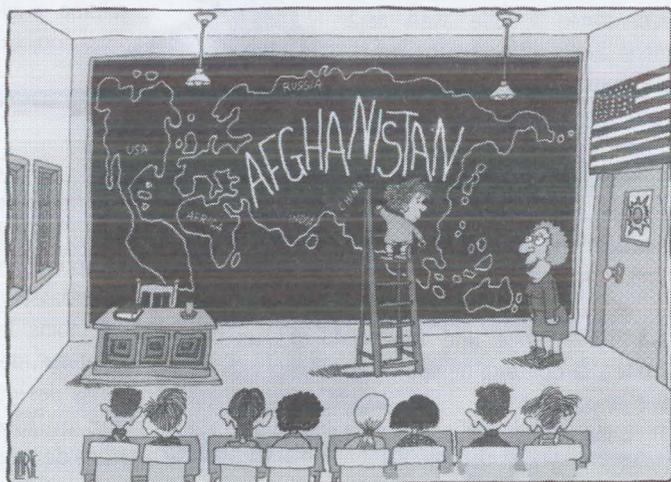
Les premiers résultats de l'opération commencent à se faire voir. Au lieu d'une manifestation mondiale gigantesque à Washington les 27-28 septembre, il n'y eut qu'une manifestation réduite (mais courageuse et importante) contre la guerre et le racisme. On a créé une large coalition "anti-terroriste", qui s'étend de la Grande-Bretagne à la Russie et de l'Arabie saoudite au Pakistan — bien qu'elle ne soit pas exempte des difficultés et contradictions qu'on abordera plus loin. À l'intérieur de l'Union européenne, le gouvernement Blair a encore démontré sa soumission totale aux États-Unis. Et le Congrès vient de signaler qu'il maintiendra le projet du fast-track pour les négociations de libre-échange, notamment en vue de la rencontre de l'OMC à Qatar au mois de novembre, pour progresser sur la fin des subventions et autres « *pratiques injustes* » bloquant l'accès aux marchandises américaines. En revanche, les États-Unis n'accepteront pas les revendi-

cations européennes et des pays du Tiers-Monde concernant la fin du *dumping* de marchandises à bon marché sur les pays les plus pauvres

### Conflits au sein de l'équipe Bush

Au-delà de ses projet à plus long terme, le gouvernement Bush réclame une réponse militaire sous une forme ou sous une autre, pour des raisons évidentes de prestige national. Quand Thatcher a lancé la guerre contre l'Argentine, une partie de son raisonnement était que le prestige du capitalisme britannique avait été lésé par la conquête d'un « *territoire souverain* » britannique, les îles Malouines. Ne pas répondre aurait signifié perdre la face et faire preuve de faiblesse.

L'étendue de la réponse américaine a été le sujet d'un débat vif au sein du gouvernement. Le plus belliciste fut Paul Wolfowitz, le vice-secrétaire de la Défense, qui se décrit



comme un « *personnage international majeur* » et menace « *d'en finir avec les États-voyous* ». Wolfowitz est un vieux guerrier de la Guerre froide ; il figurait déjà dans l'équipe de conseillers du président Gerald Ford, et prônait le recours accru à la force militaire. Au cours des jours qui ont suivi les attentats, comme l'a noté le journaliste britannique Ed Vuilliamy, Wolfowitz voulait écraser « *tous les serpents du marécage* » : « *Les projets furent conçus par Paul Wolfowitz, un homme de droite hautement intellectuel qui a gravi les rangs du Département d'État et du Pentagone sous Ronald Reagan pour devenir l'un des principaux architectes de la Guerre du Golfe de 1991. Élaborés à l'aide d'une petite coterie d'adjoints loyaux, dont la plupart étaient des fonctionnaires civils du Pentagone, les pro-*

## Guerre / États-Unis

*jets prônaient une guerre ouverte sans contrainte de temps ou de l'espace qui pourrait engloutir l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Asie centrale (...) Les projets présentés au président au cours des derniers jours comprennent l'expansion de la guerre au-delà de l'Afghanistan pour comprendre des incursions des forces d'élite — suivie de frappes aériennes par les bombardiers qu'elles guideraient — en Irak, en Syrie et dans la région de la vallée de Beqaa du Liban, où l'on trouve les bases des combattants Hezbollah (le Parti de Dieu) soutenus par les Syriens, qui harcèlent Israël » (1).*

Le projet s'est heurté à l'option sur le recours à la force militaire développée par le Secrétaire d'État Colin Powell. Selon Ed Vulliamy, la Doctrine Powell dit à peu près ceci : « ne pas se lancer dans l'intervention militaire sauf dans le cas des intérêts vitaux de la nation ; n'intervenir sur le plan militaire que lorsque les objectifs politiques sont clairs et réalisables ; n'utiliser qu'une force écrasante, bien échelonnée ». Elle avait déjà mené à des affrontements très durs entre Powell et l'ancienne secrétaire d'État Madeleine Albright qui voulait une intervention US en ex-Yougoslavie dès 1992. « À quoi ça sert d'avoir cette magnifique force militaire dont vous parlez toujours si on ne peut pas s'en servir ? » lui avait-elle lancé une fois. Wolfowitz doit être de son avis aujourd'hui.

Dans la crise actuelle, Wolfowitz a été dépassé par Powell, qui a d'abord convaincu la conseillère en Sécurité nationale Condoleezza Rice, ensuite, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, et enfin – ce qui fut décisif – le vice-président Dick Cheney. L'impératif de lancer une large alliance internationale s'est heurté de front à la logique des frappes aériennes étendues. En d'autres termes, les objectifs politiques à long terme d'affirmer le leadership politique américain indiqueraient, pour le moment, des frappes limitées contre des cibles qu'on peut raisonnablement mettre en rapport avec ceux à qui l'on attribue la responsabilité des attentats du 11 septembre. Selon Powell, un recours trop ambitieux à la force militaire nuirait aux autres fronts : « au système bancaire international, au travail policier, à la justice (sic) internationale, à la sécurité

publique, à l'espionnage et à la surveillance ».

### L'OTAN et l'Union européenne

La guerre anti-terroriste américaine vise notamment l'Union européenne, pour des raisons évidentes. La politique étrangère des États-Unis a toujours fait face à un dilemme en rapport avec l'UE. Au cours de la guerre froide les États-Unis ont favorisé la croissance économique européenne et les démarches vers l'unification, surtout comme rempart contre l'Union soviétique, et dans l'espoir que les Européens assumeraient une plus forte proportion des dépenses militaires pour la « défense » de l'Europe occidentale. Or, cette unification n'a pas uniquement créé une rivalité économique, mais égale-

ment, dans la période post-guerre froide, un modèle alternatif sur le plan socio-économique ; bien que l'UE ait beaucoup repris du néolibéralisme anglo-saxon, elle maintient toujours des résidus importants de l'État-providence keynésien. Elle

menace de constituer un bloc politique en mesure d'affronter les États-Unis sur la scène mondiale. Cette optique peut surprendre certains socialistes, surtout les Britanniques témoins de la quasi-destruction de l'État-providence dans leur pays (aux mains des gouvernements conservateurs ou travaillistes). Mais ce serait erroné de sous-estimer les éléments de l'État social et des subventions éta-

tiques qui existent toujours en Allemagne, en France, dans les pays du Bénélux, en Scandinavie et dans une certaine mesure en Italie. Selon George Szamuely : « L'Union européenne, autrefois un simple bloc commercial, ensuite un marché unique, évolue vers une fédération politique avec sa propre constitution et son président élu. Munie de sa propre politique étrangère et sécuritaire, l'UE pourrait, dans un avenir prévisible, émerger comme rival sérieux des États-Unis. Dans le cas où l'UE s'emparerait des grandes richesses énergétiques et géologiques, elle deviendrait une superpuissance continentale — le cauchemar des Américains ».(2)

En effet, cela semble avoir été l'ordre du jour établi par le Chancelier allemand Gerhard Schröder dans son discours du 7 mai 2001, où il a présenté un projet d'intégration politique européenne et répété son appel pour une constitution européenne. En réponse, le président français Jacques Chirac a prôné

une « Europe unie des États » et non pas des « États-Unis d'Europe » ; et le Premier ministre britannique Tony Blair a souhaité une « superpuissance européenne, mais non un super-État européen ». En tout cas, tout le monde semblait accepter l'inévitabilité d'une intégration politique croissante, même si celle-ci ne donne pas lieu à un État au sens propre C'est également l'implication de l'introduction, en janvier 2002, de l'euro comme monnaie unique de 13 États. Une monnaie unique signifie un taux d'intérêt unique, et de là le pas n'est plus si grand vers une fiscalité unique, attribués d'un État.

Selon George Szamuely, les États-Unis s'opposent fermement à l'unification européenne. « Depuis 1945, les gouvernements américains successifs ont prôné l'Union européenne sans prendre l'idée au sérieux. Pour les Américains, cette unité européenne ne signifiait pas grande chose à part un ensemble d'institutions pour faciliter l'obéissance aux diktats de Washington. Plutôt que de devoir joindre une dizaine de capitales, le Président des États-Unis pourrait tout simplement signifier sa volonté par un seul coup de téléphone à Bruxelles. On percevait la Communauté européenne comme un mécanisme pour s'assurer que les Européens assument leur part des dépenses de l'OTAN et ne s'éloignent pas de la réserve pour poursuivre des politiques étrangères distinctes. Une fois la guerre froide terminée, les conflits transatlantiques, supprimés pour le bien de l'unité des alliés, ont éclaté au grand jour. Les différends commerciaux entre l'Europe et les États-Unis se sont multipliés à un rythme infernal. Les Américains ont répondu en inventant de nouvelles missions pour l'OTAN — et ainsi, pour la domination américaine sur l'Europe. Les nouvelles missions de l'Otan l'amèneraient "hors région" dans des croisades "pour la paix", la "démocratie" ou les intérêts pétroliers dans le Caucase ou le Golfe. L'Europe devrait s'engager dans ces aventures impériales : elle ne disposait que de l'Otan, depuis toujours un spectacle américain » (3).

Ce qui explique l'hostilité des US à l'égard d'une force militaire européenne indépendante. Bush a dit « accepter » l'idée d'une Force européenne d'action rapide pourvu que « L'OTAN demeure la force principale de maintien de la paix en Europe », aussi longtemps qu'il y a un « commandement conjoint » (c'est-à-dire avec les États-Unis) et aussi longtemps que les membres de l'OTAN « augmentent leurs budgets de défense ».

Maintenant, la « nouvelle guerre anti-terroriste » fournit un prétexte pour lier les Européens à l'OTAN. Contrairement aux



1. *The Observer* du 30 septembre 2001.

2. *London Observer* du 25 février 2001.

3. *The Observer* du 30 septembre 2001.

attentes au début de la crise, les États-Unis ont invoqué l'alinéa 5 de la constitution de l'OTAN, qui oblige les États-membres à venir en aide à tout membre attaqué. Cet alinéa fut rédigé dans le dessein clair d'assurer une défense réciproque dans le cas d'une agression soviétique, et y recourir aujourd'hui n'est qu'un prétexte pour obliger les Européens à suivre la ligne américaine.

Au cours de la dernière période les Européens ont fait preuve d'une autonomie politique fâcheuse, la plupart ont été atterrés par l'élection de Bush, ont lancé des défis ouverts aux US sur la question du bouclier antimissiles, sur celle des accords de Kyoto sur les changements climatiques mondiaux, et se sont souvent montrés très critiques à l'égard d'Israël. Les États-Unis et l'UE ont adopté des positions très éloignées au sujet de la conférence de Durban sur le racisme. Qui plus est, l'Union européenne a démontré sa volonté d'aller jusqu'au bout contre les États-Unis sur certaines questions commerciales, ce qui a mené à certaines interdictions secondaires d'importations réciproques — n'oublions pas que le mouvement contre la « malbouffe » organisé par le

marré le commerce avec Bagdad, et dans la foulée du procès de Lockerbie, des relations normales ont été établies avec la Libye — dont des vols réguliers et une participation bancaire entre HSBC (fortement implantée en Grande-Bretagne) et une banque libyenne. La concurrence entre l'Europe et les États-Unis pour l'influence au Moyen-Orient va très loin. Maintenant, les États-Unis lieront certains États à leur « *alliance anti-terroriste* » et feront pression pour intimider d'autres, pour limiter l'influence de l'Europe.

L'équipe Bush dispose actuellement d'une stratégie politique en mesure de venir à bout de l'obstructionnisme européen — ceux qui ne sont pas avec nous sont du côté des terroristes. En ce sens, Bush bénéficie du soutien du gouvernement Blair, dont l'attitude simpliste pro-américaine frise la naïveté : un gouvernement pro-européen qui souhaite l'entrée de la Grande-Bretagne dans la zone euro donne un soutien a-critique à la principale force qui vise la destruction de cette zone. Du coup, les États-Unis rechercheront le soutien des forces de droite pro-américaines, notamment du nouveau dirigeant conservateur britannique Ian Duncan-Smith, qui prône l'entrée de la Grande-Bretagne à l'ALÉNA, et peut-être de l'italien Silvio Berlusconi, qui a même répété les âneries de Samuel Huntingdon sur une « *guerre de civilisations* » entre la chrétienté et l'Islam.

### Demandeurs d'asile, immigration et droits civiques

Ce qui doit être évident aux yeux de tout observateur sérieux, l'intégrisme islamique — et le terrorisme qui en découle parfois, mais pas toujours — provient du désespoir des centaines de millions d'opprimés dans les pays musulmans et de l'absence de forces politiques plus progressistes en mesure de faire avancer leur cause. Ce désespoir n'est pas limité à ces pays-là. Des décennies de néolibéralisme marquées par la dette des pays du Tiers-Monde, « *l'ajustement structurel* » et les « *conditions* » du FMI et de la Banque mondiale qui ont porté atteinte aux mesures de protection sociale, ont terriblement aggravé la pauvreté du Tiers-Monde. L'écroulement de l'Union soviétique et du bloc de l'Est a renforcé cette tendance, en assujettissant des millions d'autres humains à la misère et aux guerres dévastatrices.

Le résultat en est une vague énorme de réfugiés et de migrants économiques, dont un million de plus à la frontière afghano-pakistanaise. Tandis que des migrants d'un grand nombre de pays tentent d'atteindre l'Amérique du nord et l'Europe, les États-



Manifestants anti-guerre face à la police à New York

Unis sont la cible privilégiée de migrants en provenance du Mexique et de l'Amérique centrale. Les puissances impérialistes ont une attitude ambiguë sur cette question. D'une part, le travail des migrants est nécessaire — à des degrés différents selon les cas. C'est vrai notamment aux États-Unis, mais aussi dans certains pays européens, dont l'Allemagne et l'Italie, qui font face au déclin démographique et à une pénurie future de main d'œuvre. D'autre part, les forces politiques réactionnaires ont profité de la question de l'immigration pour nourrir le racisme. Les États impérialistes recherchent avant tout des contrôles accrus sur le flux migratoire et le renforcement des mesures réactionnaires.

On profite de la nouvelle « *guerre anti-terroriste* » pour renforcer les contrôles frontaliers et impulser un attirail de mesures pour restreindre les mouvements des citoyens et les droits des organisations politiques. On en a eu un avant-goût dans la loi anti-terroriste britannique, promulguée en 2000, qui a le pouvoir de criminaliser toute activité politique dissidente, et où figure déjà une liste d'organisations interdites. « *Ceux qui ne sont pas avec nous sont avec les terroristes* » est devenu un prétexte pour démoniser et délégitimer toute protestation politique. Les mesures en œuvre aux États-Unis et en Grande-Bretagne — d'une ressemblance suspecte — rendront possible l'extradition expéditive de « *suspects terroristes* », la détention illimitée et sans procès de demandeurs d'asile, voire de n'importe qui « *à l'air suspect* » qui tenterait de traverser une frontière, la saisie de comptes bancaires, l'interdiction d'organisations « *fronts* » de terrorisme et des pouvoirs illimités pour lancer la surveillance globale des communications. Ainsi, on renforce les pouvoirs répressifs de l'État. Il n'est pas surprenant que certains parlementaires américains disent que ces mesures vont à l'encontre de la Constitution de leur pays. On étrangle des éléments fondamentaux des droits démocratiques bourgeois « *normaux* ».

Plusieurs ethnies « *musulmanes* » et

New York, le 12 septembre : les attentats sont une occasion pour habituer la population à la présence de l'armée dans les rues...



dirigeant paysan français et militant anti-corporatif José Bové est parti d'une protestation contre l'interdiction des importations du fromage Roquefort aux États-Unis. Et surtout, l'UE refuse de céder sur sa politique agricole commune, que Washington voit comme une subvention injuste aux agriculteurs et un obstacle aux importations américaines.

D'autres questions économiques et politiques vitales sont également en jeu. Les Européens ont poussé la normalisation des rapports avec la Libye, l'Iran et l'Irak. Les sociétés françaises et allemandes ont redé-

## Guerre / États-Unis

d'autres minorités dans les pays capitalistes majeurs font face à une vague de racisme, y compris un grand nombre d'agressions physiques passées sous silence dans la grande presse. Des caricatures ouvertement racistes d'Arabes et d'autres peuples du Moyen-Orient figurent dans les journaux. Ce n'est pas un hasard si la première manifestation importante aux États-Unis contre la politique officielle s'opposait « à la guerre et au racisme ».

La dislocation sociale dans le Tiers-Monde n'a pas créé que des migrants, mais également, une instabilité massive, notamment le chaos permanent en Afghanistan, les guerres en ex-Yougoslavie, en Tchétchénie, au Congo et ailleurs. Les puissances impérialistes ont un besoin constant de disposer de forces militaires capables de tenir ces conflits en échec et de les repousser dans la mesure où ils menacent des intérêts économiques vitaux. Un bon exemple en est l'intervention militaire britannique en Sierra Leone. Face au chaos qui règne dans le Tiers-Monde, l'intervention impérialiste permanente devient la norme. On peut prévoir que l'action contre la guérilla de gauche en Colombie, autrefois justifiée sous couvert de « guerre contre les trafiquants de stupéfiants », tombera sous la coupe de la « guerre anti-terroriste ».

### La puissance militaire et le bouclier antimissiles

À la suite de la chute de l'Union soviétique et la fin de la « guerre froide », un dividende de paix (sous forme de réduction des dépenses militaires) avait été annoncé. Maintenant, les États-Unis cherchent à injecter des milliards de dollars additionnels à leur machine de guerre. Le gouvernement Bush écartera toutes les objections au bouclier antimissiles et au rééquipement des différentes forces armées. Assurer une puissance militaire qui semble démesurée est tout à fait logique, et répond à un objectif politico-stratégique précis. À partir de Reagan, les gouvernements US ont compris que la puissance militaire se traduisait par la puissance politique et économique. Malgré la facture, il y a un dividende énorme du fait d'être l'unique superpuissance. La capacité d'expédier des militaires partout et de frapper partout signifie que les États-Unis sont toujours un facteur sur l'échiquier politique ; et la domination politique donne lieu à l'accès économique.

Le bouclier antibalistique — « fils de la Guerre des étoiles » — vise à assurer une

domination militaire mondiale absolue à l'avenir. Au mois de juin, les États-Unis ont annoncé la mise en place des lasers, le volet « tir de descente » du système, en Alaska dès 2005 — bien plus tôt que prévu. Avec le bouclier antimissiles, les États-Unis développent un bombardier à longue portée — réalisé à partir de la technologie des navettes spatiales — en mesure de pénétrer l'espace et d'aboutir en tous points sur la surface de la terre dans les 30 minutes. Il n'est pas très sorcier de comprendre la signification de cet ensemble. En effet, les États-Unis s'apprêtent à pouvoir effectuer une première frappe nucléaire contre tout pays sans crainte de représailles. Ce qui en soi constitue une menace énorme pour toute nation rivale.

Par ailleurs, le pays que les États-Unis perçoivent comme rival à long terme ne fait pas beaucoup de doute — c'est la Chine. Avec la catastrophe économique qui sévit en Russie, il n'y a pas d'autre pays qui semble avoir la population et les ressources pour poser un défi à l'hégémonie US à long terme.

Selon Isobel Hilton : « *Le Parti républicain est divisé entre les partisans de la ligne dure qui perçoivent la Chine comme ennemi potentiel et les milieux d'affaires à la recherche de liens commerciaux coûte que coûte. (Le même dilemme, à plus petite échelle, se joue face à Cuba). Parmi les conseillers de Bush, il y a une différence perceptible entre le Département d'État plus conciliant et les militaires qui prônent la ligne dure* ». Malgré ces différences, Bush penche vers la ligne dure : « *Depuis l'arrivée de Bush au pouvoir, il a antagonisé les Chinois par son approche désinvolte des relations améliorées avec la Corée du nord, son enthousiasme pour le bouclier de missiles, son engagement à vendre des armements à Taiwan et sa décision de rechercher une résolution de Genève qui blâme les violations des droits humains en Chine... Mais la question devient plus sensible si on la met en lien avec les missiles antimissiles. Les Chinois perçoivent les anti-missiles américains comme une menace qui vise*

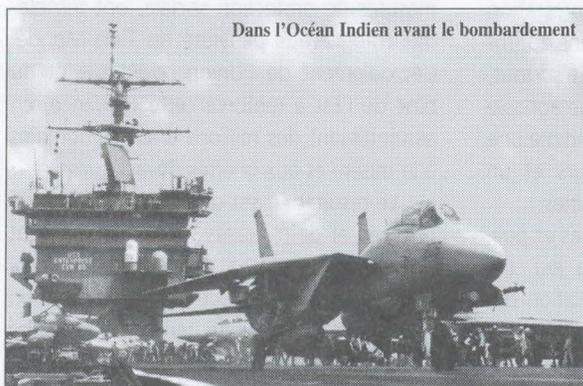
à neutraliser l'arsenal nucléaire à grande portée de la Chine, un système qui ne prétend pas encore être une menace directe pour les États-Unis ». (4). En d'autres mots, les missiles anti-missiles sont perçus comme une menace contre la capacité chinoise d'affronter Taiwan et l'Inde au moyen de missiles à petite portée.

Les gouvernements successifs ont développé une stratégie permettant d'être en mesure de mener deux guerres majeures de front — la plupart des modèles ont postulé des guerres contre la Russie et la Chine. Les réductions des dépenses militaires depuis 1990 ont remis cet objectif en question. Le Secrétaire à la Défense Rumsfeld s'est retrouvé dans un conflit aigu avec l'État major sur sa révision des dépenses militaires et sa décision d'abandonner le critère des deux guerres. L'augmentation des dépenses militaires prévue devait être pour l'essentiel absorbée par le projet de la guerre des étoiles... Maintenant, on lèvera le gel des dépenses militaires ; les États-Unis disposeront du bouclier anti-missiles et les crédits de matériel militaire pour les quatre principales forces armées américaines pourront connaître une forte augmentation.

Par ailleurs, on surmontera les objections des Démocrates devant une augmentation des dépenses militaires. Dans son témoignage en date du 18 juillet au comité du budget du Sénat, Paul Wolfowitz s'est fait cuisiner sur la décision d'augmenter les dépenses militaires à 329 milliards de dollars — 8 % de plus que l'année précédente. La décision était controversée car on avait projeté de prélever 21 milliards sur les fonds de Medicare et de la sécurité sociale. Le rapporteur du comité, le démocrate Kent Conrad, a dit qu'il bloquerait toute augmentation de dépenses militaires qui se traduirait par une réduction des fonds fédéraux de santé ou de sécurité sociale.. Les objections de Conrad sont aujourd'hui jetées aux orties.

### Les contradictions au sein de l'alliance

La construction d'une alliance durable en vue de la « guerre anti-terroriste » pose de graves problèmes. Hormi leur satrape britannique, les États-Unis ont recouru à la carotte et au bâton pour la construire. Le Pakistan, l'Iran et l'horrible Vladimir Poutine de Russie voient le soutien d'une frappe contre l'Afghanistan et les Talibans peu aimés comme le prix à



4. *The Guardian* du 3 avril 2001.

payer pour l'aide économique et le soutien politique des États-Unis. Il y a quelques semaines à peine, l'Irak et le Pakistan figuraient sur la liste du Département d'État comme pays qui soutenaient ou hébergeaient des terroristes, et la question du bouclier anti-ballistique tendait les rapports entre la Russie et les États-Unis. Maintenant, avec les dollars que l'on fait miroiter, ces pays sont des partenaires enthousiastes de l'alliance dirigée par les États-Unis. Bien entendu, Poutine est content de faire un marché quant à la sale guerre russe en Tchétchénie. Avec Grozny encore en décombres et la population tchétchène toujours terrorisée par l'Armée russe, l'Occident fera encore plus la sourde oreille et même présentera ces atrocités comme un volet de la guerre anti-terroriste.

En Europe, l'alignement devant les États-Unis, qui a même atteint le gouvernement allemand (malgré le mépris à peine voilé pour Schröder et son ministre de l'extérieur Oskar Fischer), ne survivra pas forcément à l'offensive militaire contre l'Afghanistan. Déjà, les tentatives US de calmer la répression anti-palestinienne d'Israël pour ne pas heurter les États arabes de l'alliance ont échoué — quoi qu'elles aient tout de même bloqué une offensive générale israélienne.

Après une frappe contre Ben Laden et les Talibans, la grande question refa surface : que signifie cette « guerre anti-terroriste » ? Qui sont les terroristes visés par l'Alliance ? L'Irak ? La Libye ? Le FARC colombien ? L'OLP ? Voilà le grand problème pour l'ensemble du projet. L'alliance a été construite autour d'un objectif à court terme, tandis que les objectifs des États-Unis visent le moyen ou le long terme. Il y a peu d'accords au sein de l'Alliance quant à savoir qui doit être déclaré « terroriste » demain.

Beaucoup dépendra de l'attitude des membres européens de l'OTAN. Pour le moment, tous disent qu'ils doivent demeurer au sein de l'alliance anti-terroriste, mais au cours de la réunion du 26 septembre de l'OTAN, ils ont mis en garde contre une action militaire générale et ont souligné le volet « sécuritaire » de l'action anti-terroriste. Reste à voir s'ils en viendront à résister. Ils n'ont pas toujours fait preuve de fermeté dans leurs relations avec les États-Unis. Comme le formule George Szamuely : « Le mépris américain n'est pas complètement immérité. L'Europe a raté plusieurs occasions de poursuivre une politique étrangère autonome. On peut compter sur la Grande-Bretagne pour suivre la ligne de Washington. Elle a allégrement participé au

*bombardement de Bagdad, sans la sanction du droit international ou d'une résolution de l'ONU. Après avoir rouspété quelque peu, les Allemands ont également embarqué. Les sanctions contre l'Irak ont été catastrophiques. L'ancien inspecteur des armements Scott Ritter a écrit que, dès 1997, l'Irak a été désarmé et ne possédait plus de quantité significative d'agents chimiques ou biologiques, s'il y en avait eu auparavant, et que les moyens industriels pour produire ces*



*agents avaient été, soit éliminés soit assujettis à des contrôles très stricts. Il en a été de même pour les capacités en missiles nucléaires et balistiques de ce pays, mais l'Union européenne n'a soulevé aucune objection sérieuse aux sanctions dirigées par les États-Unis. Les Européens ont rejeté à répétition les demandes des États-Unis de bombardier la Serbie, et prévoyaient le bordel actuel dans les Balkans. Or, après des années de cajoleries de Washington, ils ont fini par céder. La fermeture du Danube à la circulation commerciale a nui aux intérêts européens et pas à ceux des États-Unis. Les États-Unis veulent incorporer les États baltes dans l'OTAN. L'Europe s'y oppose, car elle ne veut pas éveiller l'hostilité de la Russie sans motif. Les Américains semblent être sur le point de gagner.»*

### Le Canada sous pression

Dans son allocution au Congrès du 16 septembre, Bush a visiblement omis le Canada de la liste des alliés fidèles des États-Unis. Cette omission visait à mettre de la pression sur le Premier ministre canadien Jean Chrétien, qui avait dit que le Canada refusait d'accorder un chèque en blanc à l'action militaire des États-Unis. Par ailleurs, les États-Unis recherchent un accord de souveraineté conjointe des frontières, ce qui signifierait la liberté de circulation entre les

deux pays, mais aussi un veto réel des États-Unis sur les entrées au Canada. Ce dernier vit depuis longtemps la domination économique des sociétés US, mais maintenant il fait face à la menace de son intégration politique graduelle aux États-Unis ; en effet, un État qui ne maîtrise pas ses frontières est en train de disparaître. De plus, la marginalisation politique du Canada renforce l'hégémonie absolue des États-Unis au sein de l'ALÉNA. Bien entendu, il n'y aura pas de libre-circulation à travers la frontière avec le Mexique, et aucune entente avec le Président Fox sur la régularisation de tous les immigrés mexicains aux États-Unis.

### Les implications économiques

L'économie mondiale avait plongé dans la récession avant le 11 septembre. Maintenant, la conséquence immédiate des attentats est l'approfondissement de ce processus. Déjà, le ministre des Finances britannique, Gordon Brown, s'inscrit, avec les dépenses militaires excédentaires provoquées par la guerre, pour annoncer une augmentation des impôts. Aux États-Unis, le gouvernement a rafflé les fonds de retraite, garantis comme sacro-saints au cours de la campagne électorale, pour financer des dépenses militaires grandement accrues. Bush fait face à un dilemme, qui mènera de toute manière à des difficultés. La tentation existe d'opter pour une nouvelle forme de keynésianisme militaire à la Reagan, une tentative de recourir à des fonds publics pour sortir les États-Unis de la récession et les conduire vers un nouveau boom digne des années 1980 ; Bush a déjà annoncé une injection de 75 milliards de dollars dans l'économie. Le 14 septembre, trois jours après les attentats, le Congrès a voté 40 milliards de crédits pour les dépenses d'urgence et ensuite, en un temps record, il a adopté un plan de sauvetage de 15 milliards pour les lignes aériennes. Le président de la Federal Reserve, Alan Greenspan, et plusieurs autres membres de l'élite financière américaine s'opposent à la généralisation des mesures de relance. Si l'on recourt à de telles mesures, le contexte sera fort différent des années 1980, quand on aura absorbé des prêts massifs, notamment du Japon, pour financer le déficit budgétaire. Ces ressources n'existent plus. Le keynésianisme militaire fait courir le risque d'une inflation gigantesque digne des années 1970, qui pourrait mener à des conséquences analogues, un krash comme celui de 1974. Cela dit, l'impact immédiat sera récessionniste et se soldera par la perte de milliers d'emplois, ce qui a déjà commen-

## Guerre / États-Unis

cé dans l'aviation. Le commerce mondial se ralentira et le tourisme sera miné. Le peuple travailleur en fera les frais, comme toujours.

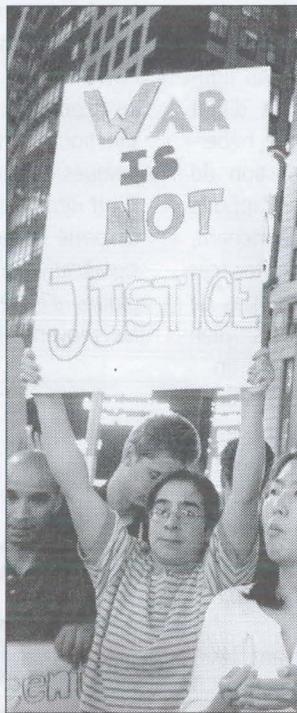
### Défis au mouvement pour la justice globale

Les attentats contre les États-Unis, et la « guerre anti-terroriste » déclarée par la suite, constituent des événements historiques qui montent les enjeux pour le mouvement contre la mondialisation capitaliste. Les dirigeants du monde capitaliste le craignent à cause de son large soutien, de la profondeur de ses revendications et de son évolution vers une orientation de plus en plus clairement anticapitaliste. Cependant, le processus de maturation et d'élargissement du mouvement court maintenant un risque de déraillement. Nous avons déjà évoqué l'exemple des manifestations prévues le 27 septembre à Washington. Une manifestation devant la conférence du Parti travailliste britannique devait également avoir lieu le 30 septembre, dont le mot d'ordre principal était l'opposition aux privatisations, appelée par la Socialist Alliance, le Parti vert et les syndicats. On avait prévu une manifestation massive, mais il fallait la réorienter contre la guerre, ce qui a contribué à une participation très réduite d'environ 6 000 personnes, bien que les pluies torrentielles toute la journée aient également joué un rôle.

Il est clair que l'opinion publique en dans les autres pays occidentaux, moins belliciste que celle des États-Unis, est facteur qui limite les envolées guerrières de l'administration américaine et de ses alliés. Les sondages indiquent qu'il n'y a pas de soutien public à la guerre totale. Une majorité en Grande-Bretagne est favorable à la fin de l'action militaire une fois Ben Laden saisi ou tué. Tony Blair s'est plié en quatre pour insister sur le fait que le peuple afghan n'est pas l'ennemi et ne sera pas ciblé. Certains parents de victimes new yorkaises ont pris la parole pour qu'on évite de faire d'autres victimes chez les gens ordinaires. Dans les deux semaines qui ont suivi les attentats, une large mobilisation anti-guerre s'est organisée dans les universités des États-Unis. Les étudiants ont tenu des dizaines de ralliements et de manifestations contre les menaces de guerre. Le journaliste britannique Matthew Engel, dans un reportage de l'université Oberlin dans l'État d'Ohio, les a décrit comme « un écho du mouvement contre la guerre au Viêt-nam des années 1960 ». Cette vague de mobilisations s'est quelque peu calmée, précisément en réponse à une

diminution des objectifs de guerre. Une offensive plus large la relancerait fort probablement.

Il faut dire que la réponse de la plupart des personnages en vue du mouvement contre la mondialisation capitaliste a été positive. Naomi Klein a écrit un excellent article dans *The Nation*, repris à travers l'Amérique du Nord, et George Monbiot a participé aux protestations antiguerre en Grande-Bretagne et a contribué au *Guardian* britannique. Parmi les autres qui ont élevé la voix dans la grande presse, on retrouve Tariq Ali, John Pilger, Leo



15 000 à Washington le 29 septembre



Panich à la télévision canadienne, Seamus Milne dans le *Guardian*, Robert Fisk dans *The Independent* et *Sunday Independent* — en d'autres termes, les personnages habituels. Mais la question de l'heure est l'impact non pas sur les dirigeants du mouvement de justice globale, ou les personnages de gauche, malgré l'importance vitale de leur engagement, mais sur la masse et l'opinion publique en général. En effet, cela déplace les partisans de la gauche et du mouvement contre la mondialisation capitaliste sur un terrain beaucoup plus défavorable. En Grande-Bretagne, nous avons le privilège douteux d'avoir eu à faire face à une fièvre guerrière à trois reprises au cours des deux dernières décennies ; au cours de la guerre des Malouines, de la guerre du Golfe et de l'offensive contre la Serbie. Face au pouvoir redoutable des médias et leur consensus réactionnaire, il est très difficile de se faire entendre et de mobiliser l'opinion publique.

Mais cette énigme a une autre face. D'abord, la nature même de la « guerre prolongée » déclarée par Bush et Blair crée des difficultés majeures pour ces dirigeants capitalistes. Zapper Ben Laden et les Talibans est

une chose, mais aborder l'Irak et d'autres États, comme la Libye, ébranlerait l'alliance. Une opposition beaucoup plus forte est prévisible en Europe et dans le Tiers-Monde. L'élargissement de la « guerre anti-terroriste » à la Colombie, par exemple, réveillerait des couches importantes de militants potentiels du mouvement anticapitaliste.

Ainsi, la gauche fait face à un problème et à une situation incontournables. Le mouvement pour la justice globale a atteint un certain niveau de développement, où se côtoient des militants des campagnes contre les grandes sociétés, les opposants à la dette du Tiers-Monde et les anticapitalistes convaincus, dont les marxistes. Maintenant, ce serait insensé que la gauche exige une position « anti-impérialiste » claire de l'ensemble de ces forces. Mais une base minimum d'unité serait la mobilisation contre la guerre et le racisme, pour la défense des droits civiques, et le refus de l'idée absurde que le « terrorisme »

constitue le problème principal de ce monde. Sur cette base, on peut amener des éléments du mouvement large contre la mondialisation capitaliste à tisser des liens plus explicites, et acquérir une compréhension globale de la nature du pouvoir impérial. En théorie ce n'est pas un grand saut sur le plan conceptuel que de partir de la nature des grandes sociétés capitalistes pour arriver à une compréhension de la nature de l'État qui les défend. Mais, devant le torrent anti-terroriste, la tâche sera moins aisée. Dans les premières étapes de la campagne, surtout au moment où l'action militaire contre les Talibans se met en branle, ce sera difficile. Le travail sera facilité avec la clarification de la portée de la guerre anti-terroriste.

Le régime Bush et ses partisans britanniques se sont fixés une tâche énorme, et feront face à des obstacles puissants. La gauche doit rester ferme en ce moment, malgré son possible isolement temporaire, pour en tirer profit au cours des moyen et long terme.

# De l'Afghanistan à l'Asie centrale

Par  
Charles-André Udry\*

Une fois dégagées les lignes de force de la réorganisation impériale américaine depuis la guerre du Golfe et de la suprématie des États-Unis — accompagnées des profondes contradictions produites par la conformation de la mondialisation — une question vient à l'esprit : le « réseau Al-Qaida » et Oussama Ben Laden ainsi que ses supporters talibans d'Afghanistan représentent-ils la cible centrale de la campagne militaire des États-Unis ?

## Kaboul, une escale ?

Certes, l'objectif proclamé est plus vaste : « le terrorisme international ». Cette réalité reste difficile à circonscrire. Au sein de la vaste « coalition » mise en place, l'entente sur ce thème ne se fera pas aisément et en tout cas ne durera pas. Pour l'heure, l'administration Bush s'en sort : avec une déclaration sur le droit des Palestiniens à un État ; avec un silence convenu sur les réseaux hyperintégrégristes enracinés en Arabie saoudite et qui contestent le clan au pouvoir, allié des États-Unis ; et avec d'autres expédients diplomatiques, habituels pour une puissance accoutumée à exercer un droit d'ingérence qualifié — souvent à juste titre — de terrorisme d'État.

Avec unanimité, les porte-parole américains et britanniques annoncent que ce genre de « lutte anti-terroriste » sera long et complexe. Cela offre l'avantage de pouvoir travailler sur la concrétisation de plans qui avaient le statut de scénarios et, surtout, de préciser des desseins impériaux dans un contexte où Bush profite d'un appui peu imaginable précédemment.

Si l'objectif premier et prioritaire consiste à « déloger » Oussama Ben Laden et à écarter les talibans — tout en cooptant peut-être une fraction d'entre eux — du pouvoir à Kaboul, les efforts militaires et diplomatiques des États-Unis semblent quelque peu disproportionnés. Ou, alors, il s'agirait avant tout de faire une démonstra-

tion de force ayant une fonction politique interne — ce qui expliquerait son timing assez serré — en offrant quelques preuves imagées d'efficacité à « l'opinion internationale ». Dans cette hypothèse, qui restreint le champ d'intervention à l'Afghanistan, les États-Unis bâtiraient une action de représailles, puis, certains buts déclarés atteints, se retireraient partiellement.

## Gaz et pétrole d'Asie centrale

Sans être contradictoire avec cette option, qualifiée d'immédiate, le champ des manœuvres de l'État-major américain pourrait être beaucoup plus ample. Examinons une première pièce de ce puzzle.

L'implosion de l'URSS a attribué aux Républiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghizstan) une position beaucoup plus en vue. Dans son ouvrage *Le grand échiquier* (1), Zbigniew Brzezinski soulignait, dans un chapitre entier, l'importance de ne pas laisser aux seules Russie et Chine le contrôle des ressources de pétrole et de gaz de la mer Caspienne et de l'Asie centrale. La littérature sur ce thème — avec sa dimension parfois de politique-fiction propre au genre — comporte certainement des milliers de pages.

Cependant, après le 11 septembre, dans divers articles consacrés à l'appui reçu, milieu des années 1990, par les talibans — de la part des États-Unis, du Pakistan et de l'Arabie saoudite — rappel est fait des projets du consortium pétrolier américain UNOCAL de construire un gazoduc et un oléoduc, partant du Turkménistan, traversant l'Afghanistan, pour déboucher sur l'océan

\* Charles-André Udry anime les éditions Page 2 de Lausanne ainsi qu'une nouvelle revue suisse, *A l'encontre*. Nous reprenons ici un extrait du second d'une série d'articles consacrée à l'analyse de la situation internationale après le 11 septembre, qui paraît dans *A l'encontre* (A l'encontre, CP 120, 1000 Lausanne 20, Suisse, abonnement annuel 50 CHF). Cf. Charles-André Udry, « Folie meurtrière et désordre impérial (I) », *A l'encontre* n° 0, de septembre 2001 et « Folie meurtrière et désordre impérial (II) — Durables grandes manœuvres », *A l'encontre* n° 1 d'octobre 2001.



Indien (2). Le projet capota, entre autres à cause de la situation très précaire en Afghanistan.

Un des spécialistes reconnus des affaires pétrolières pour le Moyen-Orient, Fareed Mohamedi, dans un article du *Middle East Report* (3), relevait déjà l'importance, à moyen terme, des ressources en pétrole et en gaz de cette région d'Asie centrale. Il indiquait que des familles saoudiennes participaient à des investissements dans les hydrocarbures au sein de certaines nouvelles Républiques indépendantes.

Un des spécialistes israéliens de l'économie pétrolière, Paul Rivlin faisait, en octobre 2000, la recommandation suivante : « Toute assistance qui peut être donnée aux pays dans la région [Asie centrale] afin de développer leurs économies et de trouver des voies de coopération où il y aurait des gains mutuels rendrait plus aisées la mise en place des pipelines et l'exportation du gaz et du pétrole. » (4) Une société israélienne — Merhav Group — possède des intérêts importants au Turkménistan. Au cours des derniers mois, une lecture du sérieux hebdomadaire *Oil & Gas Journal* (OGJ) suffit à démontrer les intérêts — dans les diverses acceptions du terme — qui entourent les ressources en gaz (et en pétrole) de cette région. Le 13 août 2001, l'OGJ notait : « La Russie continue à dominer l'approvisionne-

1. Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard : American Primacy and its Geostrategic Imperatives*, Basic Books, 1997.

2. Cf. Institute for Afghan Studies, étude de Fahrad Adad, *What Benefits would Pipelines provide for Afghanistan. A Business Case Study*, 28 juillet 2001 (sur le Net), et *Libération*, 17 septembre 2001.

3. *Middle East Report* de juillet-septembre 1997.

4. Paul Rivlin, *World Oil and Energy Trends : Strategic Implications for the Middle East*, Université de Tel-Aviv, octobre 2000, p. 85.

## Guerre / États-Unis

ment en gaz des marchés européens. » Le 10 septembre, la même publication écrit : « L'Asie centrale représente aujourd'hui une des plus importantes zones frontalières dans le monde pour des recherches géologiques et des analyses, offrant des possibilités pour l'investissement dans les découvertes, le transport et le raffinage d'énormes quantités de ressources en pétrole et gaz... Ceux qui contrôlent les voies [du pétrole et du gaz] de sortie de l'Asie centrale auront une influence sur l'ensemble des destinations et des flux ainsi que sur la distribution des revenus des nouvelles productions. »

Dans cette « zone frontière », les enjeux recourent donc aussi bien le contrôle des ressources et de leur transport que les relations stratégiques entre les États-Unis et la Russie, mais aussi la Chine, pour ne mentionner que les « acteurs » principaux. Patrick Cockburn, le 19 septembre, correspondant du quotidien anglais *The Independent* à Moscou, résume ainsi la situation : « La semaine passée, le ministre de la Défense, Sergueï Ivanov, a affirmé catégoriquement que même dans le cas de figure le plus hypothétique, la Russie ne voulait pas que les États-Unis utilisent les bases en Asie centrale pour sa campagne contre l'Afghanistan. Il s'avançait peut-être un peu trop. Abdoul Kamilov, le ministre des Affaires étrangères de l'Ouzbékistan, est apparu peu après en disant que son pays laisserait aux États-Unis l'utilisation de son territoire. » Cockburn poursuit : « Cela place Moscou devant un dilemme. Elle pourrait offrir des corridors aériens aux États-Unis sans réduire son influence. Mais que se passerait-il si les États d'Asie centrale commençaient à passer des accords avec l'Amérique qui, dans les faits, évincent la Russie ?... Pour la première fois depuis l'implosion de l'URSS, les positions des États de l'Asie centrale acquièrent une certaine importance. Moscou est quelque peu décontenancé par de tels intérêts internationaux dans son arrière-cour ».

Poutine a opté pour la collaboration avec les États-Unis. De la sorte, non seulement la Russie pourra poursuivre la guerre en Tchétchénie — avec la bénédiction ou le silence de tous — mais en étant sur le terrain (ou en coparticipant), sa tâche de surveillance de la situation en Asie centrale pourrait être facilitée. Ce choix était quelque peu contraint. En effet, les cliques au pouvoir dans divers États jouaient déjà la carte d'un

rapprochement avec les États-Unis. Pour l'Ouzbékistan, cette option s'insère dans une politique d'ouverture aux investissements étrangers dans le pétrole qui s'est encore accentuée suite aux décrets d'avril 2000 (5). Le président Islam Karimov peut, en outre, être assuré d'un appui à sa féroce répression des « islamistes ».

### Une installation dans l'arrière-cour russe

Cette projection américaine vers l'Asie centrale avait été éclairée, sous l'angle d'une modification dans la chaîne de commandement des forces armées des États-Unis, par Michael T. Klare. En mai-juin 2001, dans la revue *Foreign Affairs*, ce spécialiste reconnu écrivait dans un article intitulé « La nouvelle



Athènes, 10 000 manifestants le jeudi 27 septembre

géographie du conflit » : « En octobre 1999, dans une exceptionnelle modification de sa géographie militaire, le Département de la défense a déplacé le commandement suprême des forces américaines en Asie centrale de celui de la région Pacifique vers le commandement central. Cette décision n'a provoqué aucun titre de presse, ni d'autres signes d'intérêt aux États-Unis, mais elle représente toutefois un changement significatif dans l'orientation stratégique américaine. L'Asie centrale était auparavant considérée comme le sujet d'une préoccupation périphérique, une région limitrophe pour le commandement du Pacifique par rapport à ses principales régions de responsabilité : la Chine, le Japon et la péninsule coréenne. Mais cette région qui s'étend des montagnes de l'Oural aux frontières ouest de la Chine a acquis maintenant une importance stratégique à cause des vastes réserves de pétrole et de gaz naturel qui se trouvent sous et tout autour de la mer Caspienne. Dans la mesure où le commandement central contrôle déjà les forces dans la région du Golfe persique, il en découle que son contrôle sur l'Asie centrale signifie que cette

région va recevoir une attention soutenue de la part des personnes qui ont la tâche première de protéger le flux de pétrole vers les États-Unis et leurs alliés... Derrière ce changement stratégique, il y a une nouvelle importance donnée à la protection de l'acquisition de ressources vitales, spécialement le pétrole et le gaz naturel. »

L'ensemble de ces données laisse donc penser que — au-delà de l'engagement immédiat en Afghanistan — commence à se mettre en place un dispositif qui marque un changement important dans l'extension de la présence américaine dans cette zone stratégique. Des heurts futurs pourraient en découler, d'autant plus que les imprévus caractérisent le déroulement des guerres, surtout « nouvelles ».

Le quotidien *The Wall Street Journal* a suivi l'affaire de près. Vladimir Socor vient d'enfoncer le clou : « Le Kremlin affirmait que l'Asie centrale — avec ses cinq Républiques anciennement dirigées par l'URSS et maintenant indépendantes — doit être traitée comme une sphère d'influence russe. L'Amérique et plusieurs de ces pays sont en désaccord avec cette déclaration de propriété sur une région stratégique vitale. Malgré des tentatives très dures, la Russie a été incapable d'empêcher l'Ouzbékistan et le Kazakhstan de rallier une coalition volontaire anti-terroriste dirigée par les États-Unis. Et la Russie a échoué à faire basculer la position neutre du Turkménistan... Le déploiement [américain] devrait être le premier pas en direction de la construction d'un système de sécurité effectivement international pour la région, avec un engagement américain actif et à long terme. » (6)

Voilà une façon d'arbitrer, demain, que la banque française BNP-Paribas n'imaginait pas encore cet été : « La construction de nouvelles voies d'acheminement des hydrocarbures vers les marchés internationaux est perturbée par le grand jeu des puissances mondiales ou régionales (États-Unis, Russie, Chine, Turquie), qui rend délicat l'arbitrage entre les logiques commerciales et géopolitiques. » (7)

L'Afghanistan est placé aujourd'hui au centre des grandes manœuvres militaires. Une fois de plus, le peuple afghan — victime depuis fort longtemps de conflits où des États régionaux et des puissances internationales n'ont jamais hésité à utiliser par procuration « des combattants de la liberté » — va payer un prix effrayant. Mais l'armada « anti-terroriste », sur le moyen terme, va servir à bien d'autres buts dont l'intérêt est fort éloigné des rations alimentaires qui accompagnent les bombes. ■

5. Cf. "Uzbekistan proposes attractive conditions for direct foreign investments oil and gas sector of economy" ([www.oaric.com/ouzpetrole.htm](http://www.oaric.com/ouzpetrole.htm)).

6. *The Wall Street Journal*, 5-6 octobre 2001.

7. *Conjoncture*, juillet-août 2001

# Propagande guerrière et émergence d'un mouvement anti-guerre aux États-Unis

Par  
Steeve Bloom\*

À la suite de l'attaque terroriste contre le World Trade Center, le gouvernement américain et les mass médias ont tout fait pour réveiller des sentiments de ferveur patriotique et guerrière dans la population. Le président Bush a immédiatement déclaré que les États-Unis étaient en guerre contre les terroristes. Son opération "Justice infinie" — rebaptisée depuis "Liberté immuable" — car les propagandistes se sont rendus compte que l'assemblage des termes pouvait susciter des interprétations peu favorables — est annoncée comme devant durer longtemps.

## Atteintes aux droits démocratiques

Le réseau fondamentaliste Al Quaida, dirigé par le milliardaire saoudien Oussama Ben Laden installé en Afghanistan par les services secrets américains, a été d'emblée présenté comme responsable des attaques terroristes, bien que le Secrétaire d'État Colin Powell ait dû admettre dans une interview donnée au *New York Times*, qu'en réalité l'administration américaine ne disposait pas de preuves qui pourraient tenir devant une Cour de Justice.

Il a suffi de trois jours après l'attaque terroriste contre New York et Washington pour que le Congrès américain adopte une résolution autorisant le président Bush à « employer toute la force appropriée et nécessaire contre les nations, organisations ou personnes qu'il considère impliquées dans la planification, l'autorisation, l'aide et l'exécution des actions terroristes qui ont eu lieu le 11 septembre 2001, ou qui auraient hébergé de telles organisations ou personnes, de façon à prévenir tout acte futur de terrorisme international contre les États-Unis ». Un seul membre du Congrès, Barbara Lee, sénatrice démocrate de Californie, a osé voter contre, en expliquant : « Je suis convaincue que l'action militaire est improprie pour prévenir les attaques terroristes contre les États-Unis. »

Le Congrès a été également saisi de projets législatifs supposés garantir la sécurité intérieure en réduisant les libertés civiles. Dans ce cas, au moins quelques résistances sont apparues. L'administration Bush voulait faire voter

une disposition permettant une détention illimitée de ressortissants étrangers, sans procès. Il semble qu'en fin de compte le texte voté n'autorisera la détention que pour une période spécifiée. Il y a par contre un accord général des congressistes pour autoriser l'administration à mettre sur écoute des conversations, à capter toutes les communications par Internet et lui accorder d'autres pouvoirs exceptionnels. Bush a également demandé de pouvoir décider de la reprise des aides économiques et militaires aux États qui en furent privés en raison du non-respect des droits humains.

Il est clair que l'administration Bush s'est saisie des événements du 11 septembre pour renforcer la répression intérieure, en dehors de



tout rapport avec les soucis de sécurité qui pourraient sembler "légitimes". Ainsi au cours des jours qui ont suivi les attentats, tous les prisonniers politiques détenus dans les prisons fédérales ont été placés dans l'isolement. Dans de nombreux cas ils se sont vus refuser le droit d'expédier leur courrier, le droit de rencontrer leurs avocats ou leurs "conseillers spirituels" — ce qui constitue des violations de la légalité.

## Sentiments populaires

Les citoyens ordinaires ont témoigné leur solidarité et leur compassion aux victimes des attentats du 11 septembre. La ville de New York a reçu tellement d'aide alimentaire ou autre, et tant de volontaires se sont manifestés que le maire a dû demander publiquement de ne plus faire parvenir les aides.

Malheureusement, mais cela ne constitue pas une surprise, la majorité de la population a également répondu positivement aux appels patriotiques. Les Américains de toutes les ethnies portent des drapeaux américains, les

accrochent sur leur voiture, leur domicile, leur bureau... Cela témoigne sans doute autant d'une volonté d'identification avec les victimes que d'un soutien aux menées guerrières. Les sondages font état d'un soutien de 80 à 90 % de la population à une campagne militaire contre le terrorisme, mais ces chiffres baissent considérablement dès que la question inclut l'idée d'un effort à long terme ou celle de probables victimes civiles dans d'autres pays.

Les événements sportifs et les activités culturelles avaient été annulés après les attentats durant une semaine. Il en fut de même en ce qui concerne les manifestations politiques. Ainsi l'AFL-CIO, principal syndicat américain, a annulé la manifestation prévue pour fin septembre contre le FMI et la Banque mondiale, et son président, John Sweeny, a publié une déclaration stipulant que le temps était à la « réconciliation pour commencer un processus de guérison et de renouveau de notre sens de la communauté et de notre confiance en nous-mêmes ». Il a demandé au FMI et la Banque mondiale d'annuler également leur réunion (ce qui s'est produit en fin de compte), tout en annonçant qu'en aucun cas l'AFL-CIO ne participerait à la manifestation. Au contraire les organisateurs d'une manifestation de soutien à Mumia Abu-Jamal, prévue le 15 septembre, avaient tenté jusqu'au dernier moment de tenir leur initiative, ne se décidant à contre-cœur de l'annuler au dernier moment. Dans leur communiqué d'annulation les organisateurs citaient « de nombreuses agressions dont ont été victimes les Musulmans et les Arabes ainsi que leurs entreprises » et faisaient état de refus d'enregistrer les plaintes contre ces agressions ainsi que des appels téléphoniques racistes diffusés par les radios locales, tels « Pourquoi n'internent-ils pas tous les Arabes et Musulmans dans des camps, ce qui résoudrait tous les problèmes ? ». Des menaces d'attentats à la bombe contre des mosquées ont été proférés, comme des menaces de mort contre les employés d'un journal arabe dans le Michigan. Dans la banlieue de Chicago quelques 350 personnes portant des drapeaux américains ont attaqué une mosquée qui n'a évité la mise à sac que du fait de l'intervention rapide de la police. Une bombe incendiaire a

\* Steeve Bloom, militant new-yorkais de l'organisation socialiste Solidarity, participe au mouvement anti-guerre.

## Guerre / États-Unis

été lancée contre une école islamique à Chicago. Cette ferveur anti-arabe, répandue immédiatement après le 11 septembre, représente l'un des aspects les plus sinistres de la réaction populaire aux attentats. Au point que la presse, de nombreux politiciens et finalement Bush lui-même se sont sentis obligés de dire que l'Islam n'était pas l'ennemi.

### Émergence d'un mouvement anti-guerre

Par contraste, les forces de la gauche (depuis le Parti Vert jusqu'aux organisations révolutionnaires), qui ont toutes exprimé leur stupéfaction devant la tragédie humaine et condamné clairement les terroristes, ont immédiatement rejeté les appels à la guerre et commencé à organiser un mouvement contre la guerre et contre les agressions racistes. Le sentiment anti-guerre s'étend bien au-delà de la gauche américaine. Le Conseil national des Églises, par exemple, a déclaré : « *Nous ne devons pas céder à la colère et à la vengeance ni exercer des représailles au hasard, multipliant ainsi des victimes innocentes.* »

Le vendredi 14 septembre, un groupe organisé par « *Not in My Name* » ("Pas en mon nom", une coalition incluant, entre autres, des Arabes et des Juifs) a participé à une veillée organisée par la ville de Chicago avec une banderole disant, en anglais, en arabe et en hébreu : « *Arabes et Juifs, nous refusons d'être des ennemis !* ». Il ont été accueillis avec enthousiasme par les autres participants. Le 16 septembre une manifestation contre la guerre a rassemblé 2500 personnes à Portland, dans l'Oregon. A Détroit, la ville qui regroupe la plus forte minorité arabe, plusieurs centaines de manifestants ont défilé le 17 septembre, faisant une pause devant le Centre étudiant islamique dont les fenêtres avaient été brisées, avec le mot d'ordre : « *Les peuples arabes sont nos frères et nos sœurs — Non à la guerre !* ». A New York une veillée a eu lieu à Union Square, le vendredi 14 septembre, autour du thème : « *L'Islam n'est pas l'ennemi, la guerre n'est pas la réponse* ». Une semaine plus tard une marche entre Union Square et Manhattan a attiré des milliers de manifestants et les forces regroupées dans le Réseau *Direct Action* (un des réseaux importants dans les mobilisations contre la mondialisation capitaliste aux États-Unis) ont décidé d'appeler à un rassemblement hebdomadaire tous les vendredis soir. La coalition « *Un autre New York* », composée des organisations de gauche plus anciennes, a regroupé jusqu'à 400 personnes dans des réunions visant à préparer la riposte. Elle a appelé à une manifestation le 7 octobre.

Le 20 septembre les étudiants de plus de

130 Écoles supérieures et Universités ont organisé une journée nationale d'action contre la guerre. A Berkeley (Université de Californie) le rassemblement a regroupé 4000 personnes contre toute « *réponse militaire* » et en défense des droits civiques menacés par l'administration Bush.

En général ces mêmes thèmes ont servi de base à l'unité des forces opposées à la guerre, conjointement avec l'idée que la paix doit être recherchée par l'établissement d'une plus grande justice économique et sociale dans le monde. Au cours des discussions préparant le mouvement contre la guerre il y eut quelques tentatives de rechercher des revendications pouvant apparaître comme une alternative à l'expédition militaire de Bush. Ainsi l'idée d'exiger un « *jugement des terroristes* » et l'application de la loi internationale a été suggérée. D'autres voix ont rappelé que la justice internationale et ses institutions n'étaient que des marionnettes impérialistes et qu'elles ne pouvaient en aucun cas être considérées comme légitimes. Cette discussion se poursuit.

Les premières initiatives coordonnées contre la guerre ont eu lieu le samedi 29 septembre à Washington et à San Francisco. Chacune de ces marches a rassemblé entre 5 000 et 10 000 personnes, en majorité des étudiants. Le même jour il y eut des manifestations plus petites dans d'autres villes, notamment à Pittsburgh, Madison, Durham, Columbus, Chicago, New York et ailleurs.

Notons que les militants syndicaux et même les structures syndicales ont également donné de la voix. Le Conseil syndical de San Francisco (AFL-CIO) par exemple, approuvant la marche du 29 septembre, a adopté une déclaration où l'on peut lire : « *L'attaque tragique du 11 septembre doit être considérée comme un crime haineux plutôt que comme un acte de guerre. Nous pleurons cette énorme perte de vies humaines et en même temps nous déclarons notre opposition face aux tentatives d'utiliser cette tragédie pour nous engager dans des actions militaires qui ne peuvent que mener à plus de carnage et à d'autres morts insensées. Nous rejetons l'idée que des nations entières devraient être punies pour les actions de quelques-uns. Les raids de bombardements et les attaques militaires ne peuvent qu'alimenter un cycle sans fin de revanches et apporter ainsi le plus de morts de civils innocents dans le monde entier.* » A New York, plus de 100 militants et responsables syndicaux déclarent dans une pétition : « *La guerre nuira inévitablement aux innombrables civils innocents, renforcera les alliances américaines avec les dictatures brutales et aggravera la pauvreté mondiale — de même que les États-Unis et leurs alliés ont déjà infligé des souffrances*

*aux populations civiles en Iraq, au Soudan, en Israël et dans les Territoires occupés, en Yougoslavie et en Amérique latine* ». Ils exigent : « *Pas de guerre : il est injuste de punir une nation ou un peuple pour des crimes individuels, la paix exige une justice sociale et économique mondiale. Justice et non vengeance : un tribunal international indépendant doit de manière impartiale enquêter, appréhender et juger les responsables de l'attaque du 11 septembre. Non au racisme, défense des libertés civiles : arrêtons la terreur, les contrôles au faciès, les restrictions légales contre les gens de couleur et les immigrés, défendons les droits démocratiques. Aide pour les indigents, non pour les avides : il faut une aide gouvernementale pour les familles des victimes et les travailleurs déplacés, non pour les riches. New York doit être reconstruite par des salariés syndiqués, payés selon les barèmes syndicaux, en tenant particulièrement compte de la sécurité et de la santé des travailleurs..* »

Dennis Rivera, président du Syndicat local 1199 (Union internationale des employés des services), qui avait été emprisonné pour avoir protesté contre l'emploi par la marine américaine dans l'île porto-ricaine de Vieques comme cible des bombardements, (ça veut dire quoi ?) a annoncé que l'assemblée des délégués syndicaux avait voté contre « *le lancement d'une guerre contre quelque nation que se soit à cause de l'activité de quelques-uns* ». Il a aussi condamné le terrorisme et exigé que les responsables de l'attaque contre le World Trade Center soient remis à la justice. Robin Alexander, responsable international du syndicat United Electrical Workers a rendu publique la déclaration suivante : « *De même que nous pleurons et que nous enrageons, nous déclarons aussi notre résistance face aux tentatives d'utiliser cette tragédie pour réduire nos droits civiques et pour nous engager dans des aventures militaires qui ne peuvent que conduire à plus de carnage et à de nouvelles pertes de vie insensées.* »

Alors que les politiciens des partis Démocrate et Républicain (à l'exception notable de Barbara Lee) se sont alignés impatiemment derrière la campagne guerrière de Bush, Ralph Nader, le candidat Vert à la dernière élection présidentielle, a déclaré lors d'un rassemblement : « *Nous avons besoin de la liberté de nos esprits pour commenter, pour réfléchir et pour faire face, car notre gouvernement peut commettre de graves erreurs, comme il l'a fait dans le passé... Nous devons nous mettre à la place des innocents, à la place des brutalisés dans le Tiers-Monde et nous poser la question : pourquoi n'aiment-ils pas notre politique étrangère ?* »

Avant même que les bombes n'aient commencé à tomber sur l'Afghanistan, il était clair que l'unanimité du Congrès ne reflétait pas les interrogations considérables et même une opposition franche contre la guerre, de sec-teurs non négligeables de la population américaine. ■



# La tragédie sans fin d'un peuple

Par  
Antonio Moscato\*

Après des siècles d'isolement, l'Afghanistan, unifié en 1747 par un chef de guerre de Kandahar, Ahmad Shah Sadozai, se trouva à la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle au centre du "grand jeu" entre la Grande-Bretagne et la Russie, à peu près à la même époque où l'on imposa au sultan de Constantinople d'ouvrir ses portes aux marchandises britanniques, et au Céleste empire de supprimer tout obstacle à la pénétration de l'opium produit dans les possessions britanniques en Inde ou dans celles de la France en Indochine. La Russie n'avait pas encore réalisé la conquête des khanats de Khiva, Boukhara, Kokand et Samarcande, mais avait essayé à plusieurs reprises d'y pénétrer pour libérer des esclaves russes ou sous d'autres prétextes, en exploitant les conflits entre ces petits royaumes riches. Comme toujours, cette pénétration avait été préparée par des marchands, des chasseurs, des explorateurs (et pas par des missionnaires à cause de l'interdiction du prosélytisme chrétien dans le monde islamique).

## Le "grand jeu" des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles

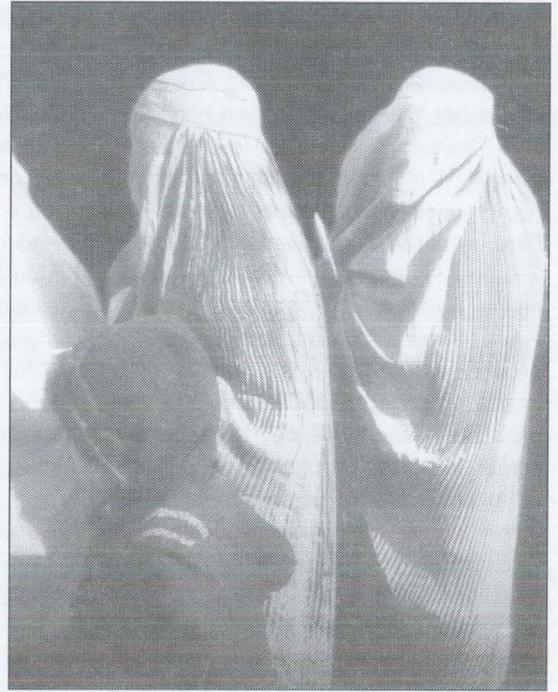
Ainsi, après qu'en 1837 un agent britannique se soit rendu compte que chez l'émir Dost Muhammad à Kaboul des émissaires russes étaient présents, les Britanniques, craignant une conquête conjointe du pays par une alliance entre le tsar et le shah de Perse, envoyèrent une expédition de 9 500 hommes, presque tous Indiens, en occupant Kandahar et ensuite Kaboul et en imposant comme émir le fantoche Shah Suja Sadozai. Mais en 1842 les occupants furent obligés de s'enfuir rapidement face au retour de Dost Muhammad.

Par la suite, c'est entre 1884 et 1886 que des troupes russes entrèrent en Afghanistan dans le but de contrecarrer la pénétration britannique. Un protocole entre les deux puissances, délimitant les zones

d'influences respectives, fut signé en 1887. Cinq ans plus tard fut tracée ladite ligne Mortimer Durand (colonel britannique) qui fixait la frontière afghane au sud-est en laissant à l'empire indien de vastes territoires habités par des Pachtouns (faisant partie à l'heure actuelle du Pakistan). L'émir Abdur Rahman, qui avait pris le pouvoir en 1880, mène une *Jihad* (guerre sainte) visant à unifier les tribus pachtounes et à soumettre les différentes minorités (Tadjiks, Hazaras, Ouzbeks, Turkmènes, Nouristanis). A sa mort, en 1901, le pays est définitivement unifié dans le cadre de ses frontières : son fils Habibullah Khan, signera en 1905 un traité assignant aux Britanniques la représentation diplomatique de l'Afghanistan. La Russie, après sa défaite face au Japon, fut obligée d'accepter en 1907 une convention selon laquelle elle renonçait à considérer l'Afghanistan comme partie de sa sphère d'influence, alors que la Grande-Bretagne s'engageait à ne pas intervenir dans les affaires intérieures du pays. A la cour de Kaboul le frère de l'émir, Nasrullah, s'efforça d'infléchir l'équilibre en faveur des Russes alors qu'en 1915 des émissaires turcs et allemands cherchèrent en vain à obtenir un engagement militaire afghan contre les Britanniques.

## L'émir "progressiste" et la révolution russe

En 1919 l'émir Habibullah est assassiné. Mais le clan "progressiste" des Mohammadzai impose comme successeur son fils Amanullah Khan, qui commence son règne en arrêtant Nasrullah et les cousins Mousahiban, accusés de complicité dans le régicide. Une nouvelle invasion du pays par les Britanniques, préoccupés par les ambitions indépendantistes d'Amanullah, est repoussée et un armistice reconnaît l'indépendance complète de l'Afghanistan. L'émir manifeste sa volonté d'établir tout de suite des relations diplomatiques avec la Russie soviétique dans une lettre envoyée à Lénine,



« noble président de la grande République russe ». Lénine répond par un télégramme (27 mai) où il se félicite de la lutte du peuple afghan contre les « oppresseurs étrangers » et propose un accord réciproque contre des attaques éventuelles. A l'époque les relations afghano-russes semblent effectivement excellentes et Lénine fait allusion à plusieurs reprises au rôle de l'émir afghan, souverain féodal, qui aurait joué par son opposition à l'impérialisme britannique, un rôle plus positif que celui de tous les députés travaillistes.

Le 28 février 1921 était signé à Moscou un Traité afghano-soviétique. Les deux pays s'engageaient à lutter pour la libération des peuples d'Orient, et la Russie s'engageait à restituer à l'Afghanistan, sous condition que des plébiscites aient lieu, les territoires cédés sous contrainte à la Russie et à Boukhara au XIX<sup>e</sup> siècle. L'ouverture de cinq consulats russes en Afghanistan et de sept consulats afghans en Asie soviétique fut considérée par la Grande-Bretagne comme une couverture d'activités subversives en direction de l'Inde. En réalité aucune campagne n'était projetée par la République soviétique contre l'Inde. L'historien Edward Hallet Carr fera, dans son livre *La révolution bolchevique*, le commentaire suivant : « Ce qui était significatif dans tout cela n'était pas l'extension de la propagande pour la révolution mondiale, mais le fait que la Russie soviétique assumait le rôle traditionnel de la Russie en tant

\* Antonio Moscato, professeur d'histoire du mouvement ouvrier à l'Université de Lecce (Italie), collaborateur du mensuel *Bandiera Rossa*, est membre du Comité politique national du Parti de la refondation communiste.

## Guerre / Afghanistan

*qu'antagoniste principal de la Grande-Bretagne en Asie centrale ».*

L'attitude soviétique envers Amanullah était dictée par la considération que, puisqu'il n'existait pas une classe ouvrière dans le pays, il n'y avait aucune possibilité ni nécessité de construire un parti communiste. Dans une lettre au représentant de Moscou à Kaboul le commissaire des Affaires extérieures, Tchitchérine, écrivait, entre autres : « *Nous avons dit aux Afghans que nous ne pensions pas un seul instant imposer à leur peuple un projet de société ne correspondant pas à son stade de développement actuel* ». Il faut rappeler, par ailleurs, qu'Amanullah faisait de sa propre initiative mieux que les commissaires soviétiques en Asie centrale musulmane : début d'une scolarisation de masse dans les villes, incluant les jeunes filles ; abolition des mariages imposés par les familles à des enfants de sexe féminin ; projet d'une assemblée nationale élue et non basée sur les chefs de tribu traditionnels (rien à voir avec l'assemblée proposée, alors que nous écrivons, par le revenant roi Zahir sous les auspices des États-Unis et de l'Italie). La femme de l'émir elle-même avait lancé une campagne contre le voile en apparaissant en public à visage découvert. Mais, comme nous allons le voir, la préoccupation principale de Moscou était de sauvegarder une neutralité du pays garantissant la sécurité tout au long d'une frontière très étendue.

Néanmoins, les réformes esquissées par Amanullah suffisaient pour déclencher l'opposition des mollahs et des propriétaires les plus conservateurs. Ceux-ci voyaient d'un mauvais œil les rapports avec l'URSS aussi bien parce que celle-ci aidait les programmes d'éducation publique qu'à cause de l'afflux continu de réfugiés qui fuyaient la collectivisation forcée (pour des populations nomades cela signifiait avant tout une sédentarisation forcée). Entre 1928 et 1932, 500 000 Turkmènes, Ouzbeks, Kazakhs, Kirghizes et Hazaras passèrent la frontière, soit avec l'aide de contrebandiers, soit en traversant à la nage l'Amou-Daria. Souvent il ne s'agissait pas de grands propriétaires mais de simples paysans, auxquels on avait voulu imposer de force la culture du coton dans des zones où il existait une horticulture et une floriculture florissantes, et qui parfois dénonçaient la persécution de religieux.

Amanullah, qui pourtant avait accueilli relativement bien les réfugiés en leur offrant des terres non cultivées au nord du pays, fut assez vite menacé et ensuite chassé par la révolte du Tadjik Habiboullah dit Batcha-é-Saqao (le "fils du porteur d'eau"). Mais cette révolte essuya un échec surtout à cause de

sa composition essentiellement tadjik (les Tadjiks représentaient la minorité la plus importante allant de 15 % à 25 % de l'ensemble de la population, mais ils n'ont jamais été en condition d'unifier le pays). Néanmoins Amanullah dut s'exiler en Italie (où il mourra en 1960) et fut remplacé par Nader Shah, appartenant à la branche Mousahiban de la même famille royale, considérée plus conservatrice et soupçonnée d'avoir été responsable de l'assassinat de Habibullah. Il semble qu'au début, des secteurs de l'appareil soviétique et du Komintern voyaient d'un bon œil la révolte de Batcha-Saqao, analysée comme un véritable mouvement populaire paysan. Mais par la suite Moscou estima qu'il s'agissait d'une manœuvre britannique et décida d'appuyer Amanullah en se résignant finalement à Nader avec qui fut signé en 1931 un pacte de non-agression comportant l'engagement de l'Afghanistan d'empêcher toute activité des réfugiés d'Union Soviétique. Nader sera assassiné à son tour en 1933 par la famille Charkhi, qui avait soutenu Amanullah. Dans la même année le frère de Nader était tué à son tour à Berlin.

### Le règne de Zahir (1933-73)

En 1933 Zahir Shah, actuellement exilé à Rome, devint émir. Puisqu'il était encore très jeune, une régence fut assumée par Hashem Khan avec ses frères Shah Maumoud et Shah Wailli Khan, qui instaurent une véritable dictature conservatrice. Mais Moscou ne s'en préoccupa pas excessivement : il lui suffisait que le nouveau pouvoir contrôle les réfugiés et que l'Afghanistan garde sa neutralité, ce qu'il fit effectivement y compris pendant la Seconde guerre mondiale. Ce n'est qu'à la mort de Hashem Khan, en 1946, que la dictature s'atténua.

C'est ainsi que peut apparaître l'année suivante l'organisation Wikh-e-Zalmayan (Jeunesse éclairée), qui gagne beaucoup de sympathies y compris dans la vieille assemblée tribale, Jirga, simulacre de Parlement. De ce mouvement proviendront les fondateurs du Parti démocratique populaire afghan (PDPA). Zahir Shah reste toujours aux marges et les éléments conservateurs choisissent comme premier ministre un "homme fort", l'ancien chef de la police et de la garnison de Kaboul et ministre de l'Intérieur, Mohammad Daud. Vingt-cinq membres du Wikh-e-Zalmayan sont arrêtés et les premiers journaux, qui viennent de paraître avec le modeste tirage de 1500 exemplaires, sont frappés d'interdiction.

Tout cela n'empêche pas les États-Unis, dans leur frénésie anticommuniste, d'armer

très largement le Pakistan et d'insister pour que l'Afghanistan adhère au Pacte de Bagdad. Cela pousse le neutraliste conservateur Daud à s'approcher de l'Union soviétique, qui offre (en 1955), sans conditions, un prêt de 25 millions de dollars et une assistance gratuite pour la formation, entamée depuis un certain temps, de militaires, surtout de pilotes.

En 1963, une tentative trop brutale d'assurer à nouveau la suprématie de l'ethnie pachtoune sur les autres provoque la chute de Daoud. Finalement le roi Zahir assume la plénitude des pouvoirs, trente ans après son avènement et dix ans avant d'être déposé par le même Daoud.

Dans le nouveau contexte d'une monarchie régie par une Constitution, qui avait été préparée par Daoud, des élections effectivement libres ont lieu en 1965. Le PDPA y participe en se déclarant ouvertement communiste et obtient 4 sièges sur 216. La plupart des élus sont des vieux mollahs et chefs de tribu, souvent semi-analphabètes. Par ailleurs, le PDPA est petit et dépourvu de base populaire ; il jouit d'un soutien surtout parmi les officiers formés en Union Soviétique, dans l'appareil administratif, parmi les lycéens de Kaboul (où se forment aussi des noyaux maoïstes) et dans l'Université (qui sera fermée sine die par le roi, présenté aujourd'hui comme un démocrate exemplaire). Le PDPA est de surcroît divisé en deux fractions qui prennent le nom de leurs publications respectives, Khalq (le peuple), dont le représentant le plus connu est Nur Mohammad Taraki, et Parcham (le drapeau) de Babrak Karmal, plus modéré et visant à conditionner le pouvoir de l'intérieur. Les deux fractions se battront souvent les armes à la main et finalement leurs conflits rendront en même temps nécessaire et sans issue l'intervention de l'Union Soviétique.

### Le coup de Daoud

Marginalisé depuis 1963 c'est sur le Parcham que s'appuie Daoud pour préparer sa revanche. Le Parcham, qui de toute façon ne vise pas à construire un "parti léniniste" (c'est-à-dire, dans son entendement, stalinien), avait en fait réussi, par son projet de front national et démocratique large, à gagner des secteurs importants de l'armée. Les militaires étaient à 80 % des pachtoune, donc appartenaient à la même ethnie que les dirigeants du Parcham (qui provenaient plus précisément des couches aisées de cette ethnie).

Au lieu de miser sur le respect des minorités et leur intégration, le Parcham nourris-

sait le rêve d'un grand Afghanistan à réaliser par la jonction avec les régions pakistanaises à majorité pachtoune. Le Khalq, qui avait une composition pluri-ethnique, plutôt petite-bourgeoise, prônait par contre un régime d'autonomie respectant les différentes nationalités. Il expliquait que, même dans le cas d'une victoire de la révolution prolétarienne, une neutralité stricte serait maintenue sur le terrain international, alors que Babrak Karmal ne cachait pas sa volonté d'établir des liens plus étroits avec l'URSS, "patrie du socialisme".

Malgré cela, Daoud préfère se servir du Parcham pour mener à bien son coup : au moment où Zahir est en voyage à l'étranger pour des raisons de santé, il proclame la République. C'est avec la complicité du Parcham que des hommes politiques occidentaux, dont l'ancien ministre Maiwandwal, sont assassinés. Mais Daoud, qui n'envisage pas du tout un avenir socialiste pour l'Afghanistan, impose un régime fondé sur un parti unique, le Parti national révolutionnaire, dont il devient président, tout en attribuant au début quatre ministères à des militaires liés au Parcham. Ceux-ci seront, toutefois, éloignés en 1974-75, ce qui alarmera l'URSS, qui réduit le nombre de ses conseillers. Ainsi la tactique du Parcham d'une pénétration "douce" dans les appareils d'État pour mettre en œuvre un processus de réformes en accord avec les vieilles classes dominantes, fait long feu. Celles-ci refusent la moindre réforme et en juillet 1975 déclenchent dans le Panshir une première révolte contre Daoud lui-même. Ces événements renforcent la fraction Khalq au sein du PDPA. Pour sa part, l'URSS fait de gros efforts, avec l'aide de dirigeants communistes pakistanais et indiens, pour réunifier les deux fractions, qui jusqu'en 1977, s'accuseront mutuellement de tentatives d'assassinat et de complicité avec la CIA. Finalement, grâce à « l'aide fraternelle » de Moscou, elles finiront par se réunifier, en éliminant ensemble Daoud en avril 1978.

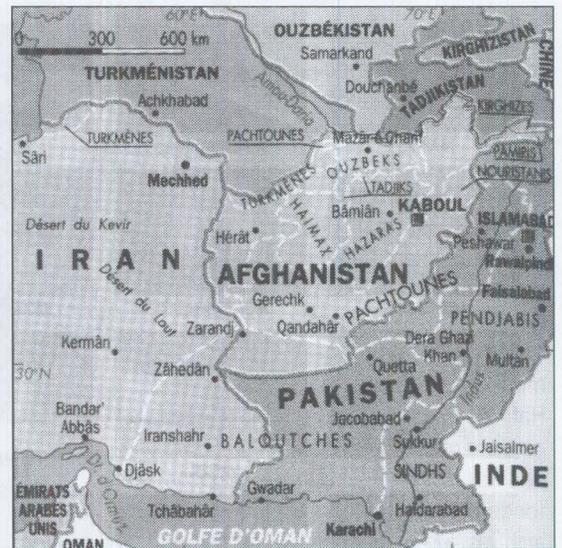
## Le coup d'avril 1978 et les responsabilités de l'URSS

La suppression de Daoud se produit après dix jours d'affrontements très violents, déclenchés par l'assassinat mystérieux d'un syndicaliste du PDPA, Mir Akbar Khyber, attribué immédiatement au gouvernement. Le jour de l'enterrement de Khyber eut lieu une grande manifestation débouchant sur une attaque contre l'ambassade des États-Unis. Le coup militaire fut réalisé à la fin des mobilisations de rue : il avait été bien organisé par des hommes qui, comme le général

Abdul Qadir, avaient permis à Daoud d'arriver au pouvoir et furent ensuite marginalisés. Selon de nombreux observateurs, y compris à Washington, le coup avait surpris Moscou (1). Cette hypothèse paraît fondée si l'on considère que pendant des décennies Moscou avait toujours cherché à avoir de bons rapports avec l'Afghanistan, quels que fussent ses dirigeants, à condition qu'une politique de neutralité soit maintenue.

Des témoignages fort intéressants sur les événements afghans ont été fournis par une source tout à fait imprévisible, l'ancien dissident soviétique Vladimir Boukovski, qui a eu inopinément la possibilité d'examiner des papiers appartenant aux archives du Parti communiste de l'Union Soviétique (2). Selon ces papiers, la section internationale du PCUS avait exprimé dès 1974 un jugement très négatif sur la « lutte immorale » menée par les fractions du PDPA et avait recommandé de soutenir Daoud. En mars 1979, lorsqu'on commençait à prendre en considération l'hypothèse d'une intervention, le premier ministre Kossyguine affirmait : « Aussi bien Taraki qu'Amin nous cachent l'état des choses réel (...) Nous devrions leur signaler sans ambages les erreurs qu'ils ont commises. En effet, ils continuent de faire fusiller ceux qui ne sont pas d'accord avec eux, ils ont éliminé presque tous les dirigeants de niveau élevé et moyen du Parcham ».

La thèse selon laquelle Moscou avait été prise de court par le coup d'avril 1978 semble confirmée aussi par le fait que c'est Taraki, le dirigeant censé être le plus dogmatique, qui s'installe au pouvoir. A la première occasion, déjà en juillet de cette même année, il expulse du pays Karmal, Qadir et d'autres dirigeants du Parcham, qui se réfugient soit en URSS soit en Tchécoslovaquie. Une épuration plus ample est déclenchée alors que des "réformes" décidées trop hâtivement provoquent des réactions multiples. Assez rapidement des insurrections éclatent un peu partout. Les États-Unis cherchent à intervenir par le truchement des services pakistanais. Pour sa part, l'Iran soutient des mouvements liés à la minorité chiite. La Chine aide différents groupes, dont seule une partie se réclame du maoïsme. A l'été 1979 s'établit un front



La population de l'Afghanistan est estimée entre 20 et 26 millions d'habitants, pour un territoire de 652 225 km<sup>2</sup>. Entre 1980 et 1989 plus d'un million d'Afghans auraient péri, victimes de l'invasion soviétique. Au cours de la même période entre 5 et 7 millions ont fui le pays, se réfugiant surtout au Pakistan et en Iran. La guerre civile qui s'est poursuivie depuis le retrait soviétique a provoqué encore entre 15 000 et 40 000 victimes. C'est aussi un des pays les plus arriérés : on estime que 88 % de la population est analphabète, le PNB était estimé en 1997 à 7,8 milliards de dollars, soit 323 dollars par habitant (à titre de comparaison le PNB des États-Unis était en 1997 de 7 795,32 milliards de dollars, soit 29 385 dollars par habitant et les seules dépenses du budget américain pour l'espionnage ont été en 1997 de 28,8 milliards de dollars).

L'Afghanistan est aussi très diversifié du point de vue ethnique et linguistique. Les principales ethnies vivant en Afghanistan sont : les Pachtoues (40 % de la population, langue pachto, aussi au Pakistan), les Tadjiks (25 %, langue dari, aussi au Tadjikistan), les Hazaras (15 %, langue perse), les Ouzbeks (9 %, aussi en Ouzbékistan, au Turkménistan et au Tadjikistan), les Turkmènes (langue turque, aussi en Iran et au Turkménistan), les Nouristanis (aussi en Inde), les Baloutches (langue turque, aussi en Iran et au Pakistan), les Kirghizes (aussi au Tadjikistan et au Kirghizistan)... De nombreux conflits politiques ou religieux ont dans le passé pris appui sur les solidarités ethniques.

unique de la guérilla qui prétend contrôler déjà 80 % du territoire.

Mais des conflits se produisent y compris au sein du Khalq entre Nur Mohammad Taraki et Hafizullah Amin. A la mi-septembre l'affrontement au sommet du PDPA-Khalq s'achève par l'assassinat de Taraki. Amin

1. Certains ont expliqué que l'assassinat de Khyber fut commissionné par Moscou dans le but d'amener les deux fractions du PDPA à se mobiliser ensemble pour faire face aux menaces de Daoud. Voir à ce sujet l'article de Jean-Charles Blanc dans le numéro spécial des Temps modernes de juillet-août 1980 auquel nous sommes redevables d'une série d'informations reprises ici.
2. Cf. Vladimir Boukovski, Gli archivi segreti di Mosca, Spirali, Milan, 1999, un livre très désagréable à lire à cause de son inspiration anticommuniste, mais qui reproduit de très nombreux documents.

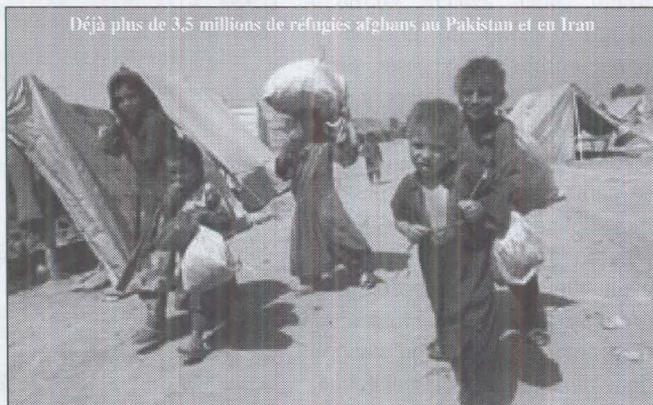
## Guerre / Afghanistan

reste seul au pouvoir et va mener la même politique. Les sources occidentales expliquent sans hésitation que toute l'opération a été inspirée par Moscou, mais les archives mentionnées par Boukovski indiquent qu'en fait les Soviétiques exprimaient un jugement très négatif sur Hafi Amin en le soupçonant même de glisser

vers les États-Unis. Que ce soupçon soit fondé ou non, toujours est-il que, selon les archives susmentionnées, le comportement d'Amin envers l'URSS était considéré « de plus en plus clairement faux et hypocrite ».

### L'échec de l'intervention soviétique

C'est Taraki, avant Amin, qui avait demandé depuis le mois de mars 1979 l'intervention de troupes soviétiques. Après le refus de Moscou, par crainte de complications internationales, il avait demandé l'envoi de contingents provenant du Tadjikistan ou d'Ouzbékistan capables de parler l'une des langues de l'Afghanistan et camouflés en soldats afghans, ce qui avait été également refusé. Mais en décembre, lorsqu'ils décidèrent de se débarrasser d'Amin pour le



l'ancien ami devenu dangereux, les contingents spéciaux furent remplacés par des militaires bien blonds, provenant de Russie, d'Ukraine ou des pays baltes, qui, à l'abri de toute contagion islamiste éventuelle, auraient combattu sérieusement contre les rebelles sans pouvoir communiquer avec eux. On devait tirer, c'est tout, sans la moindre tentative de mener une guerre psychologique. Ce fut donc le cycle infernal. Quant aux Afghans démocrates, ils avaient été démoralisés par les erreurs et les horreurs de la première année et demie de gouvernement du PDPA et, en partie au moins, commençaient à passer du côté des résistants contre l'intervention soviétique. Ajoutons que de nombreux lycéens, qui s'étaient rendus dans des villages montagneux pour y conduire une campagne d'alphabétisation, furent souvent tués avant même de commencer leur travail. Ce qui avait été conçu comme une « révolution par en haut » s'acheva par une guerre où l'armée venue de l'étranger ne put compter sur aucun soutien populaire. De surcroît, à la différence des forces des États-Unis au Viêt-nam, les troupes soviétiques se trouvèrent devoir faire face à un ennemi fortement armé (par les occidentaux) et instruit par des agents de la CIA, du Mossad ou des services britanniques.

L'Assemblée générale de l'ONU avait condamné l'intervention dès janvier 1980. L'issue était donnée d'avance. C'est Gorbatchev qui, en ayant constaté l'impossibilité de gagner sur le terrain (3), décida le retrait des troupes soviétiques, s'en servant comme argument pour sa politique de détente. Ce retrait fut préparé par des gestes symboliques et par l'installation au pouvoir, à la place de Babrak Karmal, du chef des services secrets, Najibullah, qui annula des mesures insensées édictées par Taraki et confirmées par ses successeurs (dont le remplacement du drapeau national par le drapeau rouge, l'adoption du nom de "République démocratique"). Le retrait s'a-



remplacer par Babrak Karmal, plus modéré, les dirigeants soviétiques firent semblant d'avoir accueilli la demande initiale en envoyant des contingents d'élite, susceptibles de se confondre avec la population afghane, dans le but notamment d'assurer « la sécurité du palais présidentiel ». Ce ne fut pas difficile de trouver dans les républiques asiatiques frontalières quelques centaines d'hommes du KGB dignes de confiance. Le projet fut parfaitement réalisé le 29 décembre 1979.

Immédiatement après la suppression de

3. D'après les sources officielles, l'armée d'intervention avait subi des pertes très lourdes : 13 310 morts et 35 478 blessés dont certains mutilés pour la vie.

cheva entre 1988 et 1989 sans provoquer l'écroulement immédiat du régime qui eut même un répit à la suite des âpres conflits existant au sein d'une résistance profondément divisée. Le gouvernement que Najibullah avait formé — en y incluant, en juillet 1988, des ministres qui n'appartenaient pas aux fractions "communistes" — restera en place jusqu'au mois d'avril 1992. Najibullah lui-même sera enfermé sous la protection de l'ONU et ensuite enlevé par les Talibans qui l'exécuteront en septembre 1996.

### Divisions entre chefs de guerre et arrivée des Talibans

Après leur installation à Kaboul les dirigeants de la résistance contre l'occupation se lancèrent dans des luttes de plus en plus violentes entre eux. Il suffit de rappeler qu'en 1993 les affrontements entre le gouvernement de Burhanuddin Rabbani — formellement existant jusqu'à ce jour — et les contingents du parti Hezb-i-Islami de Gulbuddin Hekmatjar provoquent 10 000 morts. Hekmatjar s'allie avec son vieux rival, le général ouzbek Rashid Dostum, pour renverser le gouvernement Rabbani-Massud. La ville de Kaboul fut ruinée par ces affrontements.

C'est en novembre 1994 que se déclenche, près de Kandahar, la première action des Talibans, jusqu'alors inconnus. En l'espace de quelques jours ils occupent la capitale de la province et ensuite deux autres provinces. En janvier 1995, renforcés par 3 000 guérilleros islamistes provenant du Pakistan, ils se lancent dans une avancée qui sera irrésistible : en février ils auront occupé 9 provinces sur 30 en arrivant à 25 milles de Kaboul qu'ils assiègeront et bombarderont à partir du mois d'octobre 1995. La capitale sera finalement conquise le 26 septembre 1996. La population semble résignée et même soulagée, dans l'espoir que les nouveaux arrivants puissent mettre fin aux luttes sanglantes qui ont suivi le départ de l'armée soviétique. En février de l'année suivante une délégation des Talibans visitera les États-Unis qui, aussi bien directement que par l'intermédiaire du Pakistan, les avaient aidés à instaurer leur abominable régime.

Alors que nous écrivons, après le tournant du 11 septembre, les anciens amis sont devenus les pires ennemis de la « civilisation ». Les malheureux Afghans se trouvent à nouveau sous les bombes et des centaines de milliers, voire des millions, de personnes sont en fuite sans savoir où elles pourront s'abriter. Leur interminable tragédie continue. ■

# En tenailles entre l'impérialisme et le fondamentalisme religieux

Par  
Farooq Tariq\*

Les événements du 11 septembre ont eu un effet dévastateur sur la politique au Pakistan. Ils ont provoqué des réalignements jamais vus auparavant. Le régime militaire du général Musharaf en a profité pour renouer avec les États-Unis. Dans la foulée, ne reculant devant aucune hypocrisie, il a (pour la première fois dans son histoire) condamné verbalement l'attaque terroriste du 1<sup>er</sup> octobre contre l'Assemblée du Cachemire contrôlée par l'Inde. 32 personnes y ont perdu la vie à la suite d'une attaque-suicide. Le Jaish Mohammed, groupe fanatique religieux qui a revendiqué la responsabilité de cet acte, est basé au Pakistan. Le régime militaire a dû cette fois s'en distancier, ne pouvant pas condamner le terrorisme à New York tout en soutenant "l'acte héroïque de lutte nationale" à Sri Nagar, ce qui était sa politique jusqu'à présent. Le leader de Jaish Mahomet, Mosan Azhar, avait été libéré d'une prison indienne il y a à peine deux ans à la demande des pirates de l'air qui avaient détourné un avion indien. Rentré au Pakistan en passant par l'Afghanistan, il avait été autorisé à constituer Jaish Mahomet, à collecter des fonds et à former les terroristes au Pakistan. La plupart des boutiques dans tout le Pakistan disposent d'une boîte pour la collecte de l'aide aux Mujahidins du Cachemire. Les Mujahidins du Cachemire ne sont nullement un mouvement de libération nationale : ils n'aspirent qu'à faire du Cachemire un autre Afghanistan contrôlé par de nouveaux Talibans. Ils bénéficiaient de l'appui total de l'État pakistanais tant sous le gouvernement militaire que sous les gouvernements civils précédents de Nawaz Sharif et Benazir Bhutto. Après avoir soutenu pleinement les Talibans et les Mujahidins, le régime militaire a effectué un virage à 180° pour soutenir la terreur de l'impérialisme américain engagé dans l'attaque contre la population afghane.

Le 14 août dernier le régime militaire avait annoncé "un plan" de restauration de la démocratie. Des élections avaient été

annoncées pour octobre 2002. L'intention du régime militaire était d'installer un gouvernement civil très dépendant de l'armée. Après le 11 septembre, il n'est plus question de restaurer de démocratie.

## Réalignements politiques

Le Pakistan Peoples Party (PPP, Parti du peuple pakistanais, le parti de Bhutto) soutient maintenant ouvertement le régime militaire qui promet toute son aide aux États-Unis. C'est aussi le cas de Muthida Qaumi Movement (MQM, le parti des immigrants) qui dispose d'une base de masse



dans des villes du Sind (sud-est du Pakistan). Dans la province de la frontière nord-ouest (majoritairement pachtoune), l'Awami National Party (ANP, le plus grand parti pachtoune) a également changé de camp et soutient maintenant ouvertement le régime. Jusqu'au 11 septembre tant le PPP que l'ANP s'opposaient ouvertement au régime militaire, intégrant l'Alliance pour la restauration de la démocratie (1). Certains petits partis radicaux et staliniens font de même. « Les États-Unis doivent être soutenus pour liquider le terrorisme » est le cri de ces partis pour justifier leur appui au régime. Citons parmi ces partis qui du jour au lendemain

ont abandonné leurs slogans anti-impérialistes le National Workers Party (Parti ouvrier national) et le Communist Mazdoor Kissan Party (Parti communiste des ouvriers et paysans).

Pour sa part la Ligue Musulmane de l'ancien Premier ministre de Nawaz Sharif, déposée par le coup d'État militaire du général Musharaf, s'aligne sur les fondamentalistes religieux, en soutenant avec passion les Talibans et en s'opposant au régime militaire à cause de son soutien à Bush.

L'influence du fondamentalisme religieux diffère selon les régions du pays. Après leurs premiers succès, les forces religieuses avaient perdu de leur influence dans plusieurs villes, principalement à Lahore et, dans une certaine mesure, à Karachi. Mais leur influence demeure très forte dans les principales villes proches de l'Afghanistan comme Peshawar et Quetta. Elles ont aussi progressé dans les petites villes et les villages à travers le Pakistan.

Les forces fondamentalistes religieuses propagent un appui total à Oussama Ben Laden et sa guerre à outrance. A Quetta, le 2 octobre, plus de 50 000 personnes ont manifesté en faveur des Talibans sous la houlette de Jamiat Ulama Islam, un parti religieux qui a ouvertement soutenu les Talibans dès le début. Rappelons que ce parti fut l'allié du PPP de Benazir Bhutto, alors qu'elle dirigeait le gouvernement de 1994 à 1996. C'était au cours de cette période que les Talibans ont conquis l'Afghanistan. En s'alignant sur le régime militaire, Benazir Bhutto prétend maintenant qu'elle « était sur le point de se retourner contre le régime

\*Secrétaire général du Labour Party Pakistan (LPP, Parti travailliste du Pakistan). Le LPP est une nouvelle organisation, issue d'un regroupement de militants de la gauche radicale de traditions diverses, à l'initiative d'un noyau de militants trotskistes liés dans le passé au Comité pour une Internationale ouvrière (CWI, dominé par la tendance Militant, devenue Socialist party de Grande-Bretagne), et qui s'en est séparé. Nous invitons nos lecteurs anglophones à consulter le site web du LPP : <www.labourpakistan.org>.

1. Cf. *Inprecor* n° 458 de mai 2001.



### Femmes Pour Paix

Par Rizwan Atta\*

De nombreuses femmes se sont rassemblées à Lahore le 25 septembre. Elles ont chanté des slogans contre le terrorisme et le fondamentalisme religieux et mis en garde les États-Unis contre le bombardement des villes afghanes. Le rassemblement avait été organisé par la Women Workers Help Line (WWHL, Entraide des Femmes travailleuses) en collaboration avec le Labour Party Pakistan (LPP) et le Joint Action Committee for Peoples Rights (Comité d'action commune pour les Droits des Peuples). Nombre de militantes et militants de diverses ONG ont aussi participé au rassemblement.

Auparavant, plus de 500 femmes avaient pris part à la Convention des Femmes, tenue dans la salle du Club de la Presse, pour débattre des problèmes que rencontrent les travailleuses. Ce fut une des plus grandes mobilisations de femmes travailleuses organisée ces derniers temps. Parlant devant la Convention, Asma Jahangir, ancienne présidente de la Commission des droits humains du Pakistan, a expliqué que cette mobilisation témoignait du renouveau du mouvement féministe dans un pays dominé par le fondamentalisme religieux. Elle a déclaré : « *Les hommes foulent les femmes à leurs pieds, mais ces dernières ne sont pas des carpettes, elles sont des citoyennes à part entière de ce pays et elles se battront pour l'égalité. On tente d'empêcher les femmes de sortir, de travailler et de se battre pour l'égalité des droits. Nous défierons toutes ces manifestations réactionnaires des Mollahs.* »

Faisant des remarques sur la situation présente, Asma Jahangir a dit : « *Nous n'avons pas besoin des conseils des États-Unis pour nous battre contre le terrorisme. Comme victimes du terrorisme pendant de longues années, nous savons très bien ce qu'il signifie pour l'humanité. Nous avons de la sympathie pour les victimes du 11 septembre. Mais nous ne voulons pas de carnage de gens innocents. Nous ne voulons pas que les Afghans et les Pakistanais innocents soient victimes d'une autre guerre au nom de la lutte contre le terrorisme. Aucun terrorisme contre le terrorisme ! La force brutale ne résoudra rien !* »

Farooq Tariq, secrétaire général du LPP, a félicité le WWHL pour l'organisation d'une mobilisation aussi massive. Il a déclaré que les travailleuses avaient besoin d'une organisation au sein de laquelle elles pourraient se battre pour leurs droits et que le WWHL est devenu un pôle d'attraction pour elles. « *Nous sommes conscients des traditions culturelles arriérées qu'on nous impose, au nom de la religion, pour interdire aux*

*femmes l'accès à l'emploi. Nous savons que les femmes travailleuses font face au harcèlement sur leur lieu de travail et ne reçoivent pas des salaires égaux.* » Il a donné l'exemple d'une usine dans son secteur où les ouvrières ne sont payées que 1000 Roupies (15 \$) par mois. Tandis que les enseignantes dans les écoles privées reçoivent parfois encore moins. « *Le travail des femmes est un travail d'esclave et nous devons nous battre contre cela. Mais les Talibans, qui interdisent aux femmes de travailler, ne les protègent pas contre cet esclavage, au contraire. Le fanatisme religieux est un ennemi et nous devons ensemble construire un mouvement contre cet ennemi. Nous nous sommes toujours opposés au régime Taliban, alors que le régime militaire, qui l'a financé, découvre tout d'un coup qu'il doit s'y opposer aussi, pour se plier devant la pression américaine. Bush voudrait qu'on soit avec lui ou avec les terroristes. Nous nous opposons aux deux, car ils représentent deux faces du terrorisme. Nous sommes contre le terrorisme quel qu'il soit. Nous construisons un nouveau mouvement, un mouvement pour la paix et l'égalité !* »

Au cours de la Convention, Azra Shad, présidente du WWHL, Romana Shabnam, conseillère municipale, Nazli Javed et Balaghat Batool, syndicalistes, Shahtaj Qazalbash, du Comité d'action commune pour les Droits des Peuples, ont, entre autres, pris la parole pour présenter sous les différents angles la lutte des travailleuses.

A l'issue de la Convention, des représentant(e)s de diverses organisations de la société civile — dont South Asia Partnership, SEMORG, Shirkat Ghah, Women Foundation, Lok Rehs, AGHS... — se sont joints aux travailleuses regroupées dans la Convention pour sortir ensemble dans la rue manifester pour la paix.

Les manifestantes portaient des pancartes « *Non au terrorisme ! Non à la guerre !* » et criaient des slogans contre les fanatiques religieux et contre le bombardement de l'Afghanistan. Les femmes étaient majoritaires dans la manifestation. Tous les médias nationaux et internationaux ont couvert ce premier rassemblement des forces progressistes contre la guerre et le terrorisme. La police, omniprésente, n'est pas intervenue, bien que le paragraphe 144 du code imposé par le régime militaire interdise tous les rassemblements. À l'issue de la manifestation Asma Jahangir et Farooq Tariq ont pris la parole.

Lahore, 26 septembre 2001

\* Rizwan Atta est journaliste de *Mazdoor Jeddohubd* (Lutte ouvrière), hebdomadaire du Labour Party Pakistan (LPP).

Taliban » en 1996, lorsqu'elle fut renversée. En fait c'est son gouvernement qui a frayé la voie pour la prise de Kaboul par les Talibans. Leur premier acte à leur arrivée à Kaboul fut de pendre le corps du docteur Najib Ullah dans le centre de la ville, après son enlèvement du Bureau de l'ONU et son assassinat. Ni l'ONU, ni le gouvernement américain, ni Benazir Bhutto n'ont alors fait de commentaires sur cet acte barbare. Najib Ullah avait été à la tête du gouvernement de l'Afghanistan de 1988 à 1992. Renversé par les Mujahidins en 1992, il s'était réfugié quatre années durant dans les locaux de l'ONU à Kaboul avant de finir assassiné.

L'attaque du 11 septembre a également polarisé les organisations de la société civile. On observe ainsi des attitudes qui, tout en s'opposant à la guerre, acceptent une "réponse mesurée". Cette position a été prise par un groupe mené par l'ancien président de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, et activiste renommé, Asma Jahangir. Son article dans le *Daily Dawn* du 30 septembre a révélé clairement sa position. A l'inverse, beaucoup d'autres préconisent un « *Non à la guerre, non au terrorisme !* », condamnant les deux et se solidarisant ouvertement avec le mouvement pour la paix internationale. Fareeda Shaheed (de Shirkat Ghah) et Nighar Ahmed (de Aurat Foundation) ont pris la tête de ce courant qui traverse les organisations de la société civile.

### L'attitude du LPP

Le Labour Party Pakistan (LPP) est très proche de la position « *Non à la guerre, non au terrorisme !* ». Le LPP ne fait pas confiance à l'ONU pour résoudre cette question, car il ne veut pas la légalisation de la guerre en Afghanistan. Il ne soutiendra pas la création des Tribunaux pénaux internationaux, qui seraient une autre institution visant à couvrir les crimes du gouvernement des États-Unis.

Dès le premier jour, le LPP a condamné l'attaque terroriste tout en rappelant la politique passée de l'impérialisme américain contre les pays coloniaux. Le LPP ne justifiera jamais une attaque terroriste, quelle que soit la raison invoquée pour un tel crime. Mais il est cohérent avec sa condamnation des méthodes et du programme de l'impérialisme américain. Il a déjà organisé le mouvement contre le FMI et la Banque mondiale au Pakistan. Il a aussi commencé, avec d'autres forces, à construire un mouvement pour la paix, en anticipant les actes de guerre à venir en Afghanistan. Le LPP doit s'opposer au fondamentalisme religieux et aux autorités qui l'ont choyé, en premier lieu au régi-



me militaire en général et aux services secrets (ISI) en particulier.

À la différence des autres forces, le LPP n'a pas soutenu l'idée du moindre mal. Des courants politiques de plus en plus nombreux, de droite comme de gauche, justifient leurs trahisons en prétendant n'avoir d'autre choix que celui du moindre mal. Les États-Unis soutiennent le régime militaire pakistanais, le moindre mal en comparaison des Talibans. Le Pakistan soutient les États-Unis, qui, comme l'a déclaré le général Musharaf dans un discours télévisé, sont aujourd'hui un moindre mal.

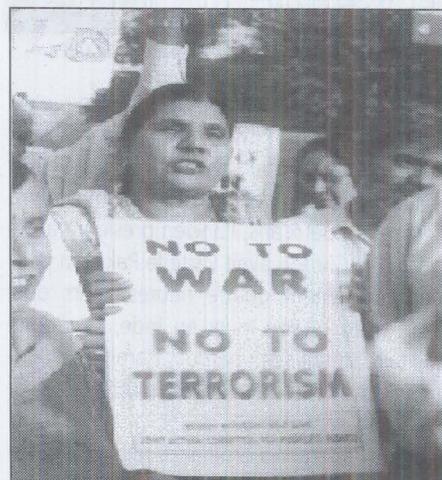
Le mouvement ouvrier officiel penche lui aussi de plus en plus en faveur du soutien au régime militaire. La direction centrale de la Confédération ouvrière du Pakistan (PWC) l'a ouvertement appuyé tout en demandant aux États-Unis de ne pas attaquer l'Afghanistan. Les membres du LPP, dirigeants de syndicats constituants de la PWC, ont mené le débat au sein du mouvement ouvrier pour qu'il n'appuie la guerre d'aucune façon. Leurs propos, en particulier ceux de Yousaf Baluch, ont eu un bon écho dans les rangs des travailleurs.

### Un répit pour le régime

Il est clair que l'économie capitaliste internationale est entrée dans une période de crise. Les institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale ont imposé aux économies du Tiers-Monde, déjà mal en point, un fardeau que ces dernières ne peuvent supporter. Contre ces injustices, un mouvement anticapitaliste fort s'est étendu dans les pays avancés. Nous avons vu des milliers de travailleurs protester au cours des manifestations anticapitalistes dans diverses régions du monde développé. Après les réactions initiales suite au 11 septembre, il est clair que le gouvernement américain a

acquis de nouveaux alliés — comme le régime militaire du Pakistan — pour une guerre contre l'Afghanistan. Dans ce contexte les Américains ont levé les sanctions contre le Pakistan et ont annoncé le rétablissement des relations d'amitié avec son régime militaire. D'où l'impression générale que les USA aideront l'économie malade du Pakistan. Les faits contredisent cet espoir. Les exportations pakistanaises ont été profondément affectées après le 11 septembre, de très nombreuses commandes à l'exportation ayant été annulées ou reportées.

La faible productivité est le fondement de la crise de l'économie du Pakistan. Elle va encore diminuer. Les conditions imposées par le FMI et la Banque mondiale ont rendu la vie des ouvriers et des paysans plus insupportable qu'elle ne l'était avant le coup d'Etat militaire d'octobre 1999. Dans ces circonstances, la reprise de l'économie pakistanaise ne semble pas possible, même si l'impérialisme américain injecte des aides massives. De telles aides ne changeront nullement la vie des travailleurs, elles seront accaparées par les riches, par la classe dirigeante. On assistera à la répétition du scénario des années 1980, lorsque plus de 30 milliards de



dollars ont été injectés dans l'économie pakistanaise après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. Cette aide massive n'a pas changé la vie des masses. Mais elle a aidé les généraux, leurs fils et leurs filles à devenir de nouveaux riches. Nous verrons beaucoup plus d'Ijazul Haqs (le fils du général Zia Ul Haq, le dictateur militaire de 1977 à 1988) et de Hamayoons (le fils d'un autre général militaire proche de Zia). Les deux sont maintenant très riches, ils sont propriétaires d'usines et de nombreuses résiden-

ces. L'aide américaine — si elle est accordée — sera accaparée par les chefs militaires.

Avant le 11 septembre, le régime militaire était en train de perdre rapidement sa base sociale. L'attaque terroriste et le retournement de sa politique lui ont assuré de nouveaux soutiens politiques, tel celui du PPP. Ainsi le régime a renforcé sa position pour l'instant. Mais une fois la guerre commencée, l'humeur peut changer au sein même de l'armée, où Musharaf semble jouir d'un soutien sans faille. Dans ses rangs supérieurs il y a des éléments fondamentalistes religieux qui ont été forcés par la pression des événements de s'aligner mais n'ont pas été chassés de l'armée. Après le début de la guerre, lorsque les sentiments anti-américains se développeront, les fondamentalistes religieux au sein de l'armée pourront se targuer de disposer d'une base sociale.

Il est possible que le régime Taliban perde rapidement le pouvoir. Cela renforcerait le régime militaire pakistanais, lui accordant un nouveau répit. Mais la situation reste fluide, les scénarios annoncés changent sans cesse. Ce qui est certain, c'est que le tournant du régime en faveur des États-Unis a redonné vie aux forces fanatiques et qu'il a mis en danger les forces progressistes et la gauche pakistanaise. Le mouvement ouvrier doit s'opposer à l'intervention américaine dans la région. Mais il ne peut pas fermer les yeux devant l'influence croissante des fondamentalistes religieux. Les forces fondamentalistes religieuses et l'impérialisme s'opposent aujourd'hui. Mais les travailleurs ne peuvent tirer aucun profit en se mettant d'un côté ou de l'autre. S'ils le faisaient, il ne pourraient que perdre leur identité et leur indépendance.

Lahore, le 5 octobre 2001

# Bombes sur l'Afghanistan, fondamentalistes au Pakistan

Par  
Farooq Tariq

Les Talibans ont annoncé plus de 30 morts à la suite de la première attaque de missiles de croisière. L'ironie de l'histoire c'est que la puissance la plus riche du monde veut détruire l'une des nations les plus pauvres de la planète en employant pour cela les armes les plus sophistiquées. Les journaux pakistanais ont annoncé qu'il était même possible que les États-Unis aient recouru à des bombes à neutrons si les armes actuellement employées n'apportent pas des résultats jugés "positifs". Il est très clair que ces attaques aériennes ont développé une hostilité massive envers les États-Unis.

Les religieux pakistanais, y compris les jeunes étudiants, ont envahi les rues partout au Pakistan le premier jour des bombardements de l'Afghanistan. À Lahore, a vu une douzaine de petites et grandes manifestations organisées par les partis religieux. Les deux grandes villes proches de l'Afghanistan, Peshawar et à Quetta, ont connu des démonstrations particulièrement massives.

L'attaque aérienne sur l'Afghanistan a outragé la population à travers le pays, bien que le niveau de colère varie d'un secteur à l'autre. Dans la province de la frontière nord-ouest (à majorité pachoune) et dans celle du Baluchistan, les deux provinces bordant l'Afghanistan, il y a une mobilisation militante contre l'agression. En général, les travailleurs s'attendent à des représailles organisées par les Talibans ; ils pensent que les États-Unis ont commis un crime. « N'est-ce pas du terrorisme ? » m'a demandé ce soir un mécanicien, en faisant des remarques sur la situation présente. « Quand c'est un Américain qui meurt, c'est très mauvais, mais si des Afghans meurent, cela ne pose aucun problème pour les pays riches », a-t-il poursuivi. C'étaient aussi les commentaires d'un employé à Sahiwal, une zone au centre de la province de Punjab qui avait subi trois heures de bombardements. Le comportement des habitants urbains de cette province diffère de celui des villageois.

Dans les villages, Oussama Ben Laden est devenu un héros. Partout on l'adore et ses photos ont remplacé celles des chanteurs populaires. Pour le moment cela ne s'est pas encore exprimé par un engagement militant.

## "Vérités" d'hier et d'aujourd'hui

L'hypocrisie des dirigeants de l'alliance américaine, qui récemment encore donnaient des leçons de démocratie et de non-prolifération nucléaire au régime militaire pakistanais et qui aujourd'hui en font leur client privilégié, ne connaît décidément pas



Mazdoor Jeddajuhd, hebdomadaire du LPP

de limites. Après la visite de Tony Blair, c'est au tour de Colin Powell de se déplacer pour apprécier l'aide du Pakistan aux États-Unis et à leurs alliés. Rappelons que lorsque il y a seulement deux ans, l'ancien président américain Bill Clinton avait visité le Pakistan pendant seulement quatre heures, alors qu'il était resté quatre jours en Inde, le régime militaire s'était senti bafoué. L'amitié de l'impérialisme américain en était restée là jusqu'au 11 septembre.

Les Pakistanais ordinaires ne se préoccupent pas de cette amitié. Les masses payent le prix de l'alignement aveugle du régime sur les recettes du FMI et de la Banque mondiale, elles subissent l'accroissement du chômage et la hausse des prix. Les attaques en cours contre l'Afghanistan ne peuvent qu'accroître le rejet de l'impérialisme américain et du régime militaire.

Le 8 octobre, dans un discours télévisé, le général Musharaf a demandé aux États-Unis que leur solution militaire soit de courte durée et bien ciblée. Mais il n'y a aucune voie courte et ciblée lorsqu'on a affaire à ceux qui ont été formés et équipés par la même armée qui les déclare « terroristes » aujourd'hui. Ceux qui hier étaient qualifiés de « héros » dans le vocabulaire militaire ont été renommés « bandits ». Le Jihad (guerre sainte) devient aujourd'hui « terrorisme » pour le régime militaire.

Pour les fanatiques religieux, les États-Unis étaient une grande source de financement de leur Jihad au cours des années 1980. Maintenant ils sont devenus « le grand Satan sur la terre », qui doit être détruit à tout prix. Au cours d'un débat public avant le 11 septembre à l'Institut de planification de développement durable à Islamabad, le principal argument que j'ai opposé à Liaqat Baluch, deuxième dans la hiérarchie du parti fanatique religieux le plus puissant au Pakistan, fut de rappeler que les partis religieux ont toujours été liés aux régimes militaires. Ils ont été utilisés lors de tous les tournants importants de la politique pakistanaise par les régimes militaires successifs. Chaque fois que les militaires voulaient se débarrasser d'un gouvernement civil, les partis religieux se chargeaient avec joie du travail sale, réclamant « le retour de la loi et de l'ordre ».

Liaqat Baluch est devenu livide lorsque je lui ai rappelé qu'au cours des années 1980, c'étaient des dollars américains et non le Jihad qui alimentaient le combat contre les Soviétiques. Aujourd'hui la plupart des partis religieux, y compris Jamaat-I-Islami, qui ont obtenu toutes sortes d'aides des militaires doivent s'opposer ouvertement à leurs maîtres du passé. Ce faisant ils veulent répercuter le sentiment général actuel des masses. Maintes fois dans l'histoire, les monstres créés pour toutes sortes de raisons se sont retournés contre la voix de leur maître (1).

## La junte militaire déstabilisée

Parmi les commerçants et les riches le régime militaire a gagné en popularité. Sa politique est perçue comme une bonne occasion pour s'enrichir. Chaque jour, le Premier ministre ou l'un des ministres en visi-

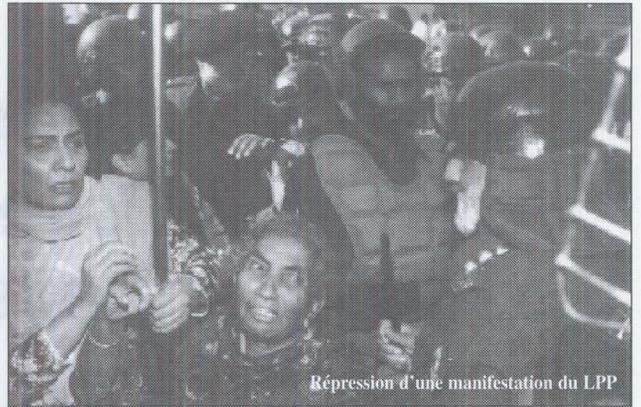
te dans les provinces, proclame l'intention du régime militaire de développer les activités économiques, ce qui serait rendu possible par son attitude "courageuse" — le soutien apporté aux États-Unis et à leurs alliés dans la lutte « contre le terrorisme ».

Chaque fois que depuis le 11 septembre le général Musharaf a paru à la télévision, il semblait agité. Comme s'il voulait dire beaucoup plus de choses qu'il ne le pouvait. Il avait dû réfléchir à ses paroles. Son image à la TV nationale reflète bien la situation. Il sait ce qui peut lui arriver et joue avec le feu. En s'alignant sur l'impérialisme américain, il a transformé beaucoup de ses anciens amis en ennemis. Simultanément lors de l'attaque américaine du 7 octobre on a appris des changements à la tête de l'appareil militaire pakistanais. Deux proches alliés du général Musharaff ont été prématurément mis à la retraite alors que de façon apparemment surprenante un proche des forces fanatiques religieuses a été promu chef-adjoint de l'état-major.

Le général Musharaf peut recevoir chaque jours des ministres et Premiers-ministres étrangers — une situation sans précédent pour le Pakistan — mais cela ne stabilise pas pour autant son régime. Nous n'attendons pas d'aide économique spectaculaire qui pourrait permettre le rétablissement de l'économie toujours déclinante du Pakistan. En Afghanistan le sang peut couler beaucoup plus que ce qu'escompte le régime militaire.

### Le mouvement populaire en danger

Aujourd'hui Musharaf prétend que la "nation" est avec lui. Sans doute par "nation" entend-il les commerçants, les exportateurs, les féodaux et les capitalistes qui hument les retombées en dollars améri-



cains de sa politique, car les Pakistanais ordinaires s'y opposent de plus en plus. Il peut perdre son pouvoir plus tôt que beaucoup ne le pensent. Il peut être victime de l'attentat d'un fanatique ou victime d'un roque au sommet. Il n'est pas aussi fort qu'il se présente.

Tout cela permet d'envisager le développement d'un mouvement populaire contre la politique du régime. Cependant les forces réactionnaires sont aujourd'hui en situation de capter un tel mouvement et de le dévoyer. Car malheureusement, ceux qui avaient dit que l'impérialisme américain est un ennemi des travailleurs à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale sont aujourd'hui en position de faiblesse. Même si le temps montre qu'ils avaient eu raison, ils n'ont ni la puissance ni les ressources pour le faire savoir à une échelle de masse. Les forces de la nouvelle gauche au Pakistan sont les seules à ne pas devoir changer de position à propos des fanatiques religieux qui étaient des fanatiques hier et le restent aujourd'hui, ni à propos de l'impérialisme américain, qui était notre ennemi hier, et qui le reste aujourd'hui. La nouvelle gauche, qui a commencé à émerger dans l'arène politique pakistanaise avec la fondation du Labour Party Pakistan, construit un mouvement pour la paix. Un mouvement qui s'oppose au langage de la terreur. Pour s'imposer face à la propagande fondamentaliste, ce mouvement a besoin d'aide.

Lahore, le 8 octobre 2001

1. Rappelons l'exemple de Sint Bhinder Singh Wale, un monstre créé par Indira Ghandi, l'ancien Premier ministre de l'Inde. Il était sensé limiter l'influence d'Akali Dal, le parti politique des riches au Punjab. Mais il a brisé ses chaînes et a conduit le puissant mouvement Khalistan dans le Punjab indien au cours des années 1980. Indira Ghandi a dû se résoudre alors à envoyer des forces pour l'anéantir et tuer des centaines de ses disciples au Temple d'Or d'Amretser. Elle en a payé le prix, assassinée quelques années plus tard par deux bandits sikhs assoiffés de vengeance.

### Un appel du Labour Party Pakistan

#### Aidez-nous à combattre la terreur du fondamentalisme religieux et la guerre impérialiste américaine en Afghanistan

Chers amis,

Nous vous adressons un appel du Labour Party Pakistan (Parti travailliste du Pakistan) pour aider le parti dans cette conjoncture cruciale de notre histoire.

Le Comité national exécutif du LPP, réuni à Lahore du 4 au 6 octobre a décidé de lancer un mouvement pour la paix au Pakistan. Les slogans principaux seront : "Non à la Guerre !", "Non à l'agression impérialiste !", "Non à la terreur des fanatiques religieux !" et "Pour un Pakistan démocratique et pacifique !". Nous organiserons une manifestation pour la paix le 15 octobre à Lahore. Nous éditons des affiches et des tracts qui seront massivement distribués par la poste et dans les rues. Au cours du mois d'octobre nous organiserons d'autres manifestations, entre autres à Hyderabad, à Karachi et à Islamabad.

Le LPP organise ces rassemblements pour la paix dans une atmosphère très hostile où des fondamentalistes religieux prennent les rues chaque jour. Ils veulent un Jihad (guerre sainte) contre les Américains qui étaient leurs meilleurs amis politiques et leur principal soutien économique.

Les fondamentalistes religieux sont une nouvelle sorte de fascistes et doivent être combattus. Le LPP rejette toute idée de compromis ou d'alliance avec ces fanatiques sur quelque question que ce soit. Il a boycotté la Conférence de tous les partis appelée par les fondamentalistes religieux de Jamaat-I-Islami le 21 septembre sur la ques-

tion de la restauration de la Constitution. Parmi les partis formellement invités, seuls le LPP et le Pakistan Peoples Party (PPP, de Benazir Bhutto) ont boycotté cette initiative. C'était conforme à la politique du LPP. Malheureusement, le PPP l'a fait pour se ranger du côté de l'impérialisme américain.

Le LPP peut se prévaloir d'un engagement concret dans la lutte pour la paix, la démocratie et le socialisme. Il publie chaque semaine *Mazdoor Jeddohud* (Lutte Ouvrière), le seul hebdomadaire qui mette en avant les questions que les médias capitalistes essayent de déformer ou d'ignorer. Plus de 100 militants du LPP ont connu la prison au cours des deux dernières années pour leur combat en faveur de la restauration de la démocratie et pour les droits des travailleurs. Tous les principaux dirigeants du LPP ont été emprisonnés durant cette période.

Maintenant à nouveau, le LPP a relevé le défi : il se bat contre la guerre impérialiste et contre le terrorisme religieux. Nous avons besoin de votre aide multiforme.

Lahore, le 9 octobre 2001

Pour le LPP, Farooq Tariq  
(secrétaire général)

1. Les dons peuvent être envoyés sur le compte suivant : Education Foundation Donations, Foreign currency account (US dollars), Account number 1161774808090, Standard Grindlays Bank, Gulberg Branch, Main Boulevard, Gulberg, Lahore, Pakistan.

2. Visitez le site Web (en anglais) du LPP pour obtenir les informations mises à jour : <[www.labourpakistan.org](http://www.labourpakistan.org)>

3. *Mazdoor Jeddohud*, hebdomadaire du LPP en urdu, 40 Abbot Road, Lahore, Pakistan. Abonnement d'un an envoyé hors du Pakistan : 50 US \$ (à régler sur le compte précité en mentionnant "M-J subscription")

# Tentatives de rétablissement de l'ordre dans l'arrière-cour impériale

Par  
Ernesto Herrera\*

Deux millions de personnes environ sont au bord de la famine au Honduras, au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala. Le Costa Rica et la zone côtière du golfe de Panama sont également touchés par les conséquences des "catastrophes naturelles", la chute brutale des prix agricoles et la désagrégation des économies de la région. Dans cette optique, l'aide "humanitaire" internationale relève presque du scandale : un dollar américain par personne... Mais cette réalité n'est déjà plus d'actualité. Depuis le 11 septembre, c'est la « guerre contre le terrorisme » qui tient le haut du pavé.

L'attaque qu'a subi l'Empire a permis de brasser de nouveau les cartes. Dans un contexte de crise socio-économique sans précédent et d'une résistance populaire large et prolongée (1), les élites latino-américaines se sont alignées derrière la croisade de Bush, dans le but de faire face au péril de l'ingouvernabilité. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la mise en œuvre d'une immense opération de surveillance militaire, de contrôle policier, d'atteinte aux libertés démocratiques et de criminalisation de toute protestation sociale.

De fait, il s'agit pour ces élites d'un enrôlement dans l'armée que les États-Unis aspirent à mettre en place pour imposer la ZLEA (Zone de Libre-Échange des Amériques) dans cette conjoncture d'instabilité politique et d'explosions sociales. Il y a déjà longtemps que Washington préparait un dispositif militaire à l'échelle du continent, visant à transformer les armées latino-américaines en milices ayant en charge la sécurité intérieure, les stratégies et les struc-

tures de commandement relevant du Pentagone. Avec la doctrine renouée de la « guerre de basse intensité », la propagation de la « démocratie de marché » a acquis un caractère sécuritaire. Les attentats criminels du 11 septembre et l'hystérie collective qu'ils ont provoquée sont tombés à point nommé pour les États-Unis et pour ces gouvernements qui obéissent aux ordres sans discuter.

Le 28 septembre, les ministres de l'Intérieur du Mercosur ont créé un « groupe de travail permanent » visant à des « actions conjointes et coordonnées contre le terrorisme » et à « inclure dans le Plan de sécurité régionale » des initiatives telles que la

zone sous tension de Foz de Iguazu, au beau milieu de la "triple frontière" partagée par le Paraguay, le Brésil et l'Argentine et où vivent des milliers de personnes d'origine arabe. Le chef du Commandement militaire sud du Brésil, le général Max Hoertel, affirme ainsi qu'après les attentats de New York et Washington par des commandos-suicides, « il ne fait aucun doute que nous devons adopter des mesures en matière de défense de l'environnement, mais aussi pour prévenir des désastres provoqués par des terroristes » (3).

## Le retour du TIAR

Depuis la formulation de la Doctrine Monroe, en 1823, l'Amérique latine et les Caraïbes ont été un espace traditionnel de la domination nord-américaine. A partir de cette date, les États-Unis ont considéré tout le continent comme une zone de sécurité nationale et d'expansion impérialiste. Les interventions militaires se sont succédées tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle et la création de l'Union panaméricaine (1890) n'a pas été autre chose que la légalisation du processus d'intégration politique et économique sous la férule du "grand frère". En février 1945, les pays membres de l'instrument panaméricaniste adoptèrent, à travers l'Acte de Chapultepec (Mexico), le principe d'une « défense conjointe des États américains contre l'agression extérieure ». Réunis à Rio de Janeiro en 1947, les 22 pays signèrent, à l'initiative d'Arthur V. Vanderberg, un des idéologues de l'anticommunisme, le protocole du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR).

Selon un mécanisme typique de la guerre froide, le Traité considère qu'une agression contre un de ses membres doit être considérée comme une attaque contre tous. En somme pendant des décennies, le TIAR vient d'être ressuscité. Sur intervention du Brésil, et dans le cadre des réunions de l'OÉA de Lima et Washington, les États membres acceptent de participer à la chasse au terrorisme.

En réalité, l'invocation du TIAR relève



Manifestation contre la guerre à Montevideo

coopération des services de renseignement.

De même, la suggestion faite au sein de l'Organisation des États américains (OÉA) de convoquer dans les plus brefs délais le Comité interaméricain contre le terrorisme a été réitérée à cette occasion. Réactiver l'idée de créer un réseau d'espionnage dans le cadre de cet organisme (créé en 1999 sur initiative du président Menem) est précisément un des projets puissamment soutenu par les secteurs les plus réactionnaires. Quelques jours avant, le président Fernando Henrique Cardoso avait autorisé la création d'un bureau de la CIA au Brésil.

Ce fut ensuite au tour de l'armée de sonner le tocsin. Forts de l'antécédent de l'opération *Cabanas 2001* (2), des militaires argentins et brésiliens se sont réunis dans la

\* Ernesto Herrera, membre du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, est responsable de la coordination latino-américaine.

1. Cf. *Entre insurrection de masse et blindage impérialiste*, *Inprecor* n° 461-462 d'août-septembre 2001.

2. Cf. *Qui est l'ennemi ?*, *Inprecor* n° 461-462.

3. *Clarín* (Buenos Aires) du 7 octobre 2001.

surtout de la légitimation politique, à puiser dans le cadre d'une « charte démocratique » adoptée par l'OÉA. Militairement parlant, cela n'ajoute absolument rien. Les États-Unis ont déjà pris les mesures qu'ils jugeaient nécessaires.

Par contre, dans le cadre de la lutte contre le "narcotrafic", une trame de bases militaires et de radars, fixes ou mobiles, a été tissée. Dans le cadre du Plan Colombie, l'impérialisme américain a réorganisé ses installations dans la région : Aruba-Curaçao, dans les Antilles néerlandaises, Manta, en Équateur, Comalapa, au Salvador, San Cono, au Honduras, occupation de l'île de Vieques, à Puerto Rico. Comme l'affirme James Petras, « la facilité avec laquelle les militaires des États-Unis ont pu construire ce réseau de bases a été due principalement à l'appui et à l'entraînement, par le USSouthCom, sur le long terme, d'officiers latino-américains assujettis » (4).

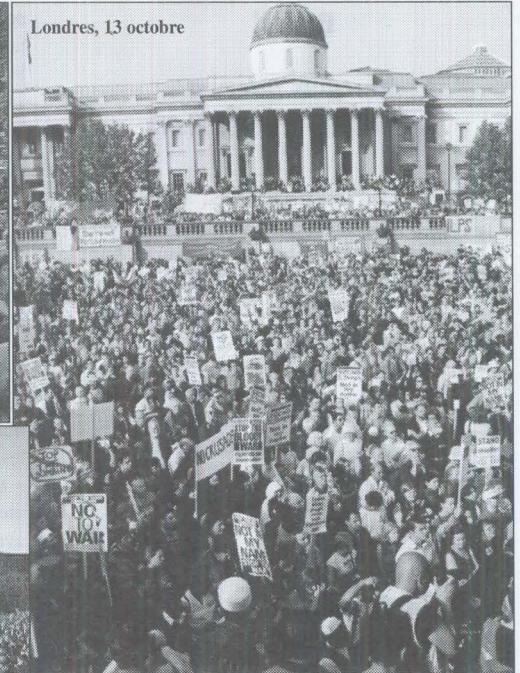
## La "voie rapide" en marche

Au Congrès, démocrates et républicains ont accepté la demande de Bush de mise en œuvre de la procédure de "voie rapide" (fast track). Ce mécanisme permettra au gouvernement d'instaurer des accords de libéralisation du commerce sans qu'ils puissent être modifiés a posteriori par le pouvoir législatif. Ainsi, l'avenir pour la ZLÉA semble se dégager (5).

Les députés et sénateurs des États-Unis semblent avoir entendu l'appel du secrétaire au Commerce, Robert Zoellik, qui a insisté sur le fait qu'après le 11 septembre, la priorité des États-Unis devait être la « libéralisation du commerce » pour « soutenir les



Paris, 11 octobre



Londres, 13 octobre



Berlin, 13 octobre

valeurs qui nous définissent contre notre adversaire » (6).

La mise en route du fast track se produit dans un contexte d'étiollement du Mercosur, et alors que dirigeants politiques comme fonctionnaires gouvernementaux se retrouvent autour de la proposition de l'Union industrielle argentine : « suspendre l'intégration régionale jusqu'à nouvel ordre » (7).

La nouvelle conjoncture internationale fragilise pour le moins les timides avancées de ce que certains analystes ont appelé l'axe Brasilia-Caracas (soutenu avec enthousiasme par Cuba), censé représenter une alternative à la ZLÉA. Désormais, les tentatives pour s'opposer aux prétentions commerciales impérialistes seront plus difficiles.

Ce sont également les résistances sociales et le mouvement continental anti-ZLÉA, qui s'étaient manifestés avec force au Forum social de Porto Alegre, à Buenos Aires et à Québec, qui peuvent être affaiblis par la nouvelle donne. Résistance et mouvement dont il dépend, sans doute, que l'Amérique latine ne devienne pas une "réserve indienne" des États-Unis.

## Un scénario instable

Il est trop tôt pour se risquer sur les conséquences des attentats sur la gauche et les mouvements sociaux latino-américains et, sur-

tout, sur le processus d'accumulation des forces qui se consolidait ces dernières années. Il est clair au moins que la nouvelle période de lutte rencontrera plus d'obstacles pour se développer.

Cependant, la crise socio-économique et l'instabilité politique continuent à être les éléments marquants du paysage continental. Les plans d'ajustement néolibéraux continueront, tout comme les attaques contre les droits sociaux et politiques du mouvement populaire ; les budgets policier et militaire seront en nette augmentation pour renforcer les appareils répressifs : c'est dans ce contexte que se développeront les résistances sociales.

Mais la dimension politique de l'après-11 septembre peut encore se modifier : l'alternative "démocratie ou terrorisme" peut supplanter pour longtemps la confrontation qui jusqu'à maintenant prévalait, dans laquelle la lutte anticapitaliste était une figure centrale. On peut multiplier les hypothèses, et l'anti-impérialisme se verra certainement renforcé à la mesure des bombardements contre le peuple afghan et de l'escalade guerrière. Mais on ne peut écarter un repli de la gauche latino-américaine et des mouvements sociaux, ce qui serait le scénario le pire dans le moment actuel.

Montevideo, 6 octobre 2001



Pérouse 13 octobre

4. Cf. l'article de James Petras dans la revue vénézuélienne *Koeyu Latinoamericana* de juillet 2001.

5. Cf. Claudio Katz, *L'abîme entre les illusions et les effets de la ZLÉA*, *Inprecor* n°461-462.

6. *Washington Post* du 20 septembre 2001.

7. *Página 12* (Buenos Aires) du 27 septembre 2001.

## Brésil

### Élections internes du Parti des travailleurs

Les résultats des élections du président du parti et de la direction nationale confirment la polarisation du parti. Le courant majoritaire, Articulação, a obtenu 51,74 % des votes validés et son candidat à la présidence du parti, Jose Dirceu, a été élu avec 55,29 % des votes. Plus de 200 000 membres du parti ont pris part au vote.

L'introduction du scrutin direct — tous les membres votent dorénavant pour élire les dirigeants et les délégués au Congrès du parti, alors qu'auparavant la direction était élue au Congrès — n'a pas produit des changements significatifs. Une seule liste peut se prévaloir d'une croissance significative en comparaison avec le congrès de 1999, celle présentée par la tendance Démocratie socialiste (DS), qui regroupe au sein du PT les militants qui s'identifient avec la IV<sup>e</sup> Internationale.

La liste "Un autre monde est possible, un autre Brésil est urgent" (cf. *Inprecor* n° 461/462 d'août-septembre 2001), présentée par la DS avec le soutien de la petite Tendance marxiste et des regroupements locaux de militants a obtenu 30 441 voix, soit 14,86 % des votes validés, alors qu'en 1999 la liste de la DS n'avait obtenu que 10 % des mandats. Elle est précédée de peu (15,86 %) par la liste "Socialisme ou barbarie", un autre regroupement de gauche au sein du PT, formé autour du courant Articulação de Esquerda. Le candidat de la DS à la présidence du parti, Raul Pont, ancien maire de Porto Alegre, est arrivé en deuxième position avec 17,53 % des suffrages validés. Notons que dans l'État de Rio Grande do Sul, dont le gouverneur Olivio Dutra figurait sur la liste de la DS, Raul Pont arrive en tête avec 47 % des votes, devant Jose Dirceu, et c'est la liste de la Démocratie socialiste qui obtient le plus de voix.

## Lectures

### Israël-Palestine : un nouveau regard

Pour juger ce qui se passe en Israël-Palestine il est indispensable de prendre un peu de recul et d'envisager certaines questions non abordées par les principaux médias. Le grand mérite du dernier petit livre de notre camarade Michel Warschawski\* est de poser ces questions et d'y répondre de façon extrêmement claire de manière à être compris par tous ses lecteurs.

Vivant à Jérusalem et militant pour la paix israélo-palestinienne depuis 1968, il est particulièrement qualifié pour donner son point de vue.

Son premier souci est de montrer que le projet sioniste de créer un « État juif et démocratique », lancé par les premiers colons socialistes, était totalement utopique dans la mesure où les Juifs allaient arriver non pas sur une terre vide mais

dans un pays dont ils allaient chasser les habitants. Cela était vrai depuis le début du siècle mais le devint de façon aveuglante après la guerre de 1967 qui permit à Israël de contrôler des territoires où vivaient 2 millions de Palestiniens. Le dilemme était alors soit d'assurer la pérennité d'un État certes juif mais non démocratique en créant un véritable système d'apartheid, soit d'accorder tous les droits civiques aux Palestiniens majoritaires mais alors il n'y avait plus d'État juif. On eut recours à un compromis : « l'occupation militaire provisoire » qui dure encore...

L'idée de base des sionistes était de créer un nouveau type de Juif, totalement différent de celui de la diaspora (dispersion), grâce à leur concentration géographique et à leur participation à tous les métiers de façon à faire naître une nation « normale ». C'est ainsi que pendant des décennies, en Israël, la vie des millions de Juifs qui avaient constitué une véritable communauté nationale en Europe orientale, fut quasi ignorée. Leurs nombreuses et remarquables productions culturelles ne pouvaient franchir la Méditerranée et Warschawski souligne qu'il est plus facile à un enfant israélien de prendre des cours de latin que des cours de yiddish... Malgré tout c'étaient les descendants des émigrés de cette *Yiddishkeit* (les Ashkenazes) qui constituaient (et constituent toujours) le noyau dur de l'establishment et se considéraient comme les seuls « vrais Juifs ». Jusqu'aux années 70 les nombreux Juifs émigrés des pays arabes (les Séfarades) étaient considérés comme de deuxième catégorie et cantonnés dans certains métiers et dans certaines localités. Ils le ressentirent durement lors de l'arrivée massive des Juifs soviétiques, à partir de 1970 et surtout de 1990, qui trouvèrent rapidement logements et métiers dont ne pouvaient bénéficier les Séfarades.

Israël est-il devenu le creuset dont rêvaient les premiers sionistes pour faire naître une nouvelle et harmonieuse nation juive ? L'auteur montre que l'échec est patent et que, surtout depuis la fin des années 70, la Terre promise s'est transformée en une mosaïque multi-ethnique et multi-culturelle. L'exemple le plus criant est celui de la communauté russe (1 200 000 personnes), dont la moitié n'est même pas juive selon la définition israélienne (il faut avoir une mère de religion juive), dont la plupart se refusent à apprendre l'hébreu et ont créé une véritable sous-société avec sa langue, ses magasins, ses réseaux, ses chaînes de télévision, sa presse, etc.... En fait, ainsi que l'écrit Warschawski, il existe maintenant en Israël deux identités juives :

— celle des Juifs orthodoxes, dont l'image est répandue à profusion par les médias occidentaux avec leur barbe, leur cape noire, leurs papillotes et leurs balancements rythmés devant le Mur des lamentations ;

— et celle de tous les Israéliens non arabes.

Les orthodoxes sont de plus en plus minoritaires mais leur influence demeure importante dans la mesure où Israël n'est pas un État laïque et où la religion est une religion d'État qui tient une place déterminante dans la définition du Juif et dans le fonctionnement des institutions.

Considérer comme juifs tous les Israéliens non arabes devient une nécessité si l'on veut qu'Israël demeure un État juif car les "vrais Juifs" y devien-

nent minoritaires. Nous n'entrerons pas ici dans la captivante discussion sur le thème « *Qui est juif ?* » (abordé à la dernière université d'été de la Ligue Communiste Révolutionnaire) mais en resterons à la définition israélienne ou même à celle encore plus laxiste de la loi du Retour (avoir au moins un Juif parmi ses 4 grands-parents). Aux 22 % d'Arabes israéliens (dont la natalité est deux fois plus élevée que celle des Juifs) on peut ajouter les 10 % de Russes non juifs et les 8 % de travailleurs immigrés (d'Asie, d'Afrique, d'Europe centrale). Bientôt la majorité de la population de l'État juif ne sera plus juive...

Depuis la fin des années 70 la non-homogénéité de la société israélienne s'est manifestée par la montée de représentants des communautés auparavant plus ou moins ignorées à divers échelons de la société : cela concerne essentiellement la communauté séfarade qui regroupe environ la moitié des Juifs d'Israël et la communauté arabe qui constitue une véritable minorité nationale, devenue visible en tant que telle et apparaissant dans les médias, dans les domaines de la culture et même de l'administration.

Michel Warschawski montre de façon convaincante que le sionisme, philosophie de la séparation, encore récemment prônée par Ehud Barak, n'a aucun avenir et que le ghetto qu'il a réalisé au sein du Moyen-Orient arabe n'a même rien à voir avec les anciens ghettos et mellahs de la diaspora qui demeuraient des lieux d'échange entre populations voisines. La seule solution est de faire vivre ensemble des communautés dont les ancêtres ont, certes, des histoires très différentes mais qui ont en commun de vivre et de vouloir vivre sur une même terre. Pourquoi ne pas envisager la création d'un État démocratique binational où chaque nation pourrait s'autogérer librement en conservant toutes ses caractéristiques culturelles et dont les structures seraient telles qu'aucune des deux communautés ne craigne d'être écrasée par l'inflation numérique de l'autre ? Bien entendu la loi du Retour serait abrogée (sauf pour les 350 000 habitants des 150 colonies juives établies en Cisjordanie et à Gaza...). Il convient cependant de garder les pieds sur terre et de comprendre que la formation d'un tel État est impossible sans un changement profond des mentalités et des transformations sociales qui demandent beaucoup de temps. C'est pourquoi elle devra être précédée d'une longue période de coexistence pacifique des deux communautés qui implique la création d'un État de Palestine arabe à côté de l'État d'Israël avec le droit au retour des réfugiés arabes selon des modalités qui devront être discutées sereinement.

C'est seulement après cette étape intermédiaire que pourra se réincarner « le rêve andalou » sur lequel l'auteur termine son dernier chapitre : du VIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, en Andalousie, la civilisation judéo-musulmane a dépassé culturellement ce que « l'Europe chrétienne prendra des siècles à égaler ».

Pourquoi ne pas rêver ainsi ?

Jean-Michel Krivine

\* Michel Warschawski, "Israël-Palestine, le défi binational" (post-scriptum d'Elias Sanbar), Textuel (Coll. La Discorde, dirigée par Daniel Bensaid), Paris 2001, prix 110,00 FF.

# 2001 ou le grand retournement conjoncturel

Par  
Michel Husson\*

L'analyse de la conjoncture économique mondiale est évidemment perturbée par les attentats du 11 septembre dernier. Il faut mener un double débat, sur la nature du retournement auquel on assiste, et sur les coordonnées de la nouvelle période ouverte après le 11 septembre. Cela suppose d'opérer un va-et-vient entre le court terme et une période plus longue, entre le constat et les hypothèses.

Si on laisse provisoirement de côté l'onde de choc du 11 septembre, et si l'on revient sur les débats récents, on retrouve deux questions qui soulignent le caractère profondément ambivalent de la période. Au lendemain des crises financières de 1997-98, le débat était polarisé autour de cette interrogation : krach final ou enlèvement ? Finalement, on n'a eu ni l'un ni l'autre, mais un rebond de la croissance, une " embellie " (1997-2001) qui a fait surgir une nouvelle interrogation : s'agissait-il d'un cycle " high tech " exceptionnellement vigoureux ou de l'amorce d'une nouvelle onde longue expansive ? Bref, les réponses suggérées couvraient une très large palette, allant du catastrophisme à une adhésion critique à l'euphorie capitaliste. L'examen des indicateurs avancés de production (graphique 1) illustre le fonctionnement fortement cyclique des économies européennes. Il permet aussi de vérifier que le retournement conjoncturel était antérieur au 11 septembre, de la même manière que la récession du début des années 1990 était amorcée avant la guerre du Golfe. Cela justifie de prendre un certain recul pour tirer les leçons de la conjoncture récente, qui est venue dissiper un certain nombre d'illusions.

## La fin de la " nouvelle économie "

Le cycle économique s'est clairement retourné aux États-Unis, et les modalités de ce retournement font apparaître les limites du modèle de la " nouvelle économie ". Ces

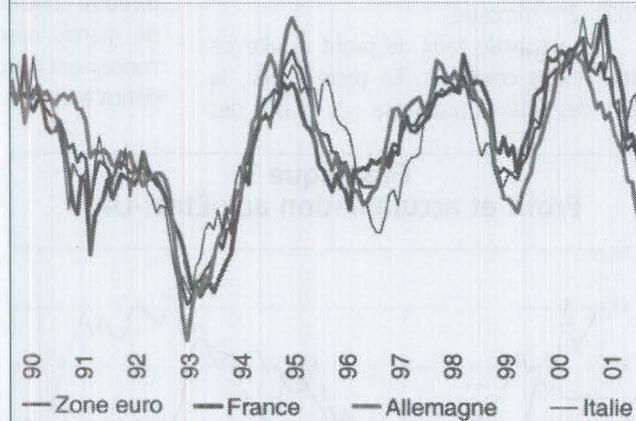
limites sont de deux ordres. Certaines sont classiques et renvoient aux contradictions de fond du capitalisme et notamment à la tendance à la suraccumulation du capital. D'autres découlent des formes concrètes de la " nouvelle économie " et ne se sont pas encore pleinement manifestées.

L'expression de " nouvelle économie " employée à propos des États-Unis fait référence à plusieurs phénomènes — parmi lesquels l'envol boursier et la modération de l'inflation — mais repose avant tout sur l'accélération des gains de productivité liée aux nouvelles technologies. Une telle inflexion a pour effet de détendre les contraintes de rentabilité du capital et constitue la condition nécessaire d'une croissance plus élevée et plus stable. Mais cette condition n'est pas suffisante, tant il est vrai que n'existe aucune solution technologique aux contradictions du capitalisme.

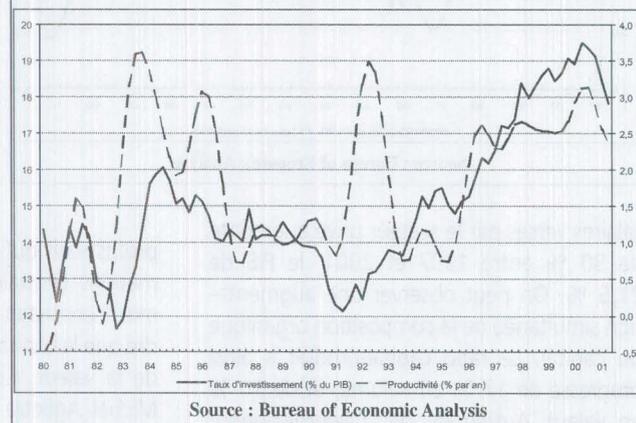
La croissance des années 1990 a effectivement été soutenue aux États-Unis par un boom de l'investissement, particulièrement marqué entre 1996-2001, et qui a nourri les gains de productivité. Le graphique 2 illustre ce lien entre investissement et productivité et montre bien que les gains de productivité récents ont été obtenus moyennant un effort d'investissement sans précédent. On voit alors s'esquisser une réponse objective à la question de savoir s'il s'agit d'un cycle ou d'une nouvelle croissance. Pour diagnostiquer une nouvelle phase de croissance, il faudrait en effet que les gains de productivité se maintiennent à un

niveau élevé, et donc que l'effort d'investissement récent ne se relâche pas. Or, toutes les données disponibles montrent que " ça se retourne " : l'investissement retombe et la productivité ralentit. Il semble donc possible de clore le débat en disant que la " nouvelle économie " n'était bien qu'un cycle " high

**Graphique 1**  
Indicateurs avancés de production en Europe



**Graphique 2**  
Investissement et productivité aux États-Unis



Source : Bureau of Economic Analysis

\* Michel Husson, économiste, membre du conseil scientifique d'ATTAC et du Groupe de travail économique de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), vient de publier *Le grand bluff capitaliste* (La Dispute, Paris 2001, 15 euros), une critique actualisée de l'économie politique, qui prolonge et approfondit ses précédentes études : *Misère du capital* (Syros, Paris 1996), *Les ajustements de l'emploi* (Page 2, Lausanne 1999) et *Sommes-nous trop ?* (Textuel, Paris 2000).

tech". Ce constat éclaire à son tour la nature de la récession aux États-Unis qui a tous les traits d'une crise classique de suraccumulation.

Il suffit pour s'en convaincre d'examiner l'évolution comparée du taux de profit et du taux d'accumulation du capital. Ce dernier a régulièrement augmenté tout au long des années 1990, pour se retourner dans le courant de l'an 2000. Quant au taux de profit, il a accompagné l'accumulation du capital durant les deux premiers tiers de la décennie, mais il se retourne beaucoup plus tôt, au milieu de 1997 (graphique 3). Ces observations nécessitent un travail d'élaboration statistique, dans la mesure où on ne dispose plus de données officielles sur le stock de capital, qu'il faut reconstituer. Mais le retournement de la rentabilité peut s'observer directement sur les profits des entreprises qui baissent de 858 milliards de dollars en 1997 (3<sup>ème</sup> trimestre) à 761 milliards en 2001 (2<sup>ème</sup> trimestre).

La baisse du taux de profit résulte de deux effets combinés. En premier lieu, la part des salaires progresse : la masse des

excédent prend la forme d'un recul du taux d'utilisation des capacités de production : au mois d'août 2001, il était à 76,2 % soit son point le plus bas depuis la récession de 1982. Cette chute touche particulièrement les industries de haute technologie, où le taux d'utilisation des capacités passe de 88 % en 1995 à 63,4 % en 2001. Ce sont donc les secteurs symboliques de la " nouvelle économie " qui se trouvent les plus touchés.

## Le triple " grand écart " des États-Unis

Maintenant que les contradictions classiques ont éclaté au grand jour, toute la question est de savoir comment elles vont s'articuler avec les contradictions concrètes résultant de la configuration actuelle de l'économie mondiale, et avec les conséquences des attaques du 11 septembre. Ces contradictions concrètes s'expriment sous forme de grands déséquilibres économiques qui concernent la Bourse, la consommation et le déficit extérieur.

Le premier grand écart, celui qui pouvait exister entre profits et cours boursiers, est en train d'être résorbé, moyennant un recul tendanciel qui permet au moins de parler de " krach rampant " (graphique 4). Ici encore, ce mouvement doit s'interpréter comme un rappel à l'ordre de la loi de la valeur. Les actions représentent en effet un à-valoir sur la plus-value créée. A moyen terme, les dividendes et plus-values boursières que procurent ces actions ne peuvent s'écarter durablement des

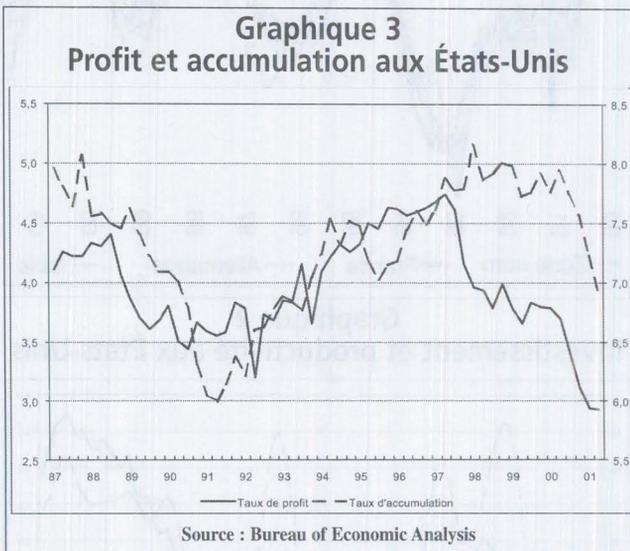
profits réels qu'ils anticipent. L'une des affirmations centrales de la " nouvelle économie " consistait au contraire à laisser entendre que le capital s'était affranchi de cette loi de la valeur. Certains théorisaient, comme Michel Aglietta (1), ce " capitalisme patrimonial " au nom duquel on demandait aux salariés d'être modernes et d'accepter des produits financiers plutôt que du salaire. Toute cette fantasmagorie s'est dissipée avec le retournement boursier et l'idéologie du capitalisme a pris un coup sérieux à cette occasion, quelle que soit l'évolution des indices dans les mois à venir. Il va être très difficile, par exemple, de créer ou d'étendre les fonds de pension en Europe, car c'est l'un

des principaux arguments en leur faveur qui vient de disparaître. Comment en effet demander dorénavant aux salariés d'indexer leurs salaires sur la Bourse ? La récession a déjà délivré cette première leçon de choses valable dans le monde entier : plutôt des salaires que le risque financier.

Le mouvement de correction boursière a commencé il y a presque deux ans et n'a donc rien à voir avec le 11 septembre. Il a fonctionné en deux temps : l'année 2000 a vu le mouvement de montée s'interrompre, et les indices ont stagné. Les analystes boursiers ont alors déployé toute leur énergie pour expliquer qu'il s'agissait d'une stabilisation provisoire qui serait bientôt suivie d'une reprise. Mais la méthode Coué n'a pas fonctionné et la baisse a continué tout au long de 2001. Ce repli prend la forme d'une perte de substance impressionnante des actions du Nasdaq, dont l'indice a chuté de 5000 à 2000 au cours de l'année 2000, puis a continué à baisser jusqu'à 1700, soit un recul global des deux tiers. L'indice de la nouvelle technologie vient ainsi de rejoindre les indices boursiers " traditionnels ", ce qui symbolise parfaitement la fin de la " nouvelle " économie.

Le second grand écart concerne la consommation privée. Les États-Unis se caractérisent par une situation tout à fait exceptionnelle, puisque les ménages se sont mis à consommer une fraction croissante de leur revenu qui atteint maintenant les 100 %. Ce dynamisme de la consommation est d'ailleurs le principal moteur de la fameuse " nouvelle croissance ", mais il n'est pas soutenable. Certains consomment beaucoup parce qu'ils considèrent que les plus-values virtuelles réalisées en Bourse équivalent à une constitution d'épargne, d'autres s'endettent pour consommer, voire pour jouer en Bourse. La prospérité récente repose donc sur un fort volume d'endettement privé. Le recul de Wall Street, en révélant que la base de ces calculs était fautive devrait se traduire par une augmentation du taux d'épargne (qui s'est déjà légèrement amorcée), par la ruine de certains ménages, bref par une moindre progression de la consommation. Les attentats du 11 septembre devraient pousser en ce sens en accélérant la dégradation des anticipations euphoriques. On peut très bien imaginer un scénario-catastrophe d'une vague de faillites personnelles qui conduiraient à une chute de la consommation et de la demande intérieure.

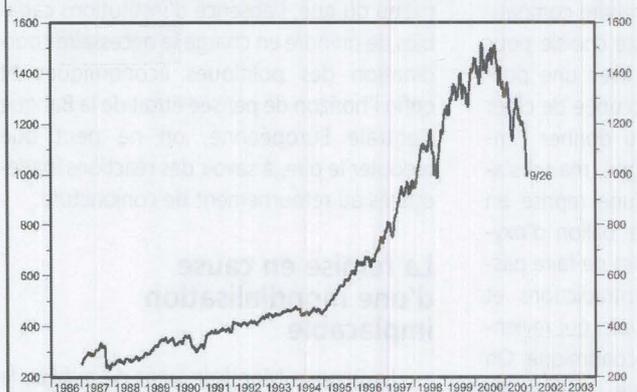
Le dernier grand écart se traduit par un déficit de la balance extérieure courante qui atteint 450 milliards de dollars par an, soit 4,5 % du PIB. Cela signifie que l'épargne mondiale en provenance du reste du monde



salaires versés par le secteur privé augmente de 30 % entre 1997 et 2001, le PIB de 21,5 %. On peut observer une augmentation simultanée de la composition organique du capital. Le ratio capital-produit a ainsi progressé de 17 % en volume, et de 10 % en valeur. Autrement dit, l'alourdissement du capital et la baisse du taux d'exploitation concourent à un recul du taux de profit. Comme l'investissement a continué entre-temps, on débouche assez logiquement sur une suraccumulation qui se manifeste par la constitution de capacités excédentaires par rapport aux conditions de la rentabilité. Cet

1. Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon, 1998.

**Graphique 4**  
**L'indice Standard and Poor's 500. 1986-2001**



se substitue à l'épargne intérieure pour financer la croissance aux États-Unis. Jusqu'ici, cela pouvait être considéré comme relativement " sain ", puisque les capitaux excédentaires en provenance d'Europe et du Japon allaient financer le boom de la " nouvelle " économie ". Cet afflux de capitaux a été nourri par la fuite des marchés émergents et est soutenu par un dollar fort et une rentabilité élevée. Mais les choses sont en train de changer. L'investissement s'est retourné, de telle sorte que les nouveaux capitaux financent de la consommation, ce qui ne peut tenir très longtemps, d'autant plus que la rentabilité chute et que la baisse du dollar devient plausible.

Le choc du 11 septembre vient de bouleverser cette triple donne sous bien des aspects. Il risque de précipiter le retournement de la consommation mais, en même temps, esquisse une voie de sortie pour l'impérialisme dominant. La période qui s'ouvre devrait être marquée par une inversion de la politique budgétaire. L'excédent a d'ores et déjà fondu mais le programme de subventions aux secteurs les plus touchés, ainsi que les dépenses — militaires ou autres — liées au plan de riposte, vont représenter un programme de relance keynésien qui peut, au moins pendant un temps, se substituer à une consommation salariale durablement plombée. On parle déjà de 100 milliards de dollars, soit 1 % du PIB. Le besoin de financement extérieur pourrait ensuite donner lieu à un " deal " entre les États-Unis et l'Europe, qui reposerait sur l'arrangement suivant : les États-Unis ne chercheraient pas à équilibrer leur balance en recourant à une baisse offensive du dollar qui reviendrait à exporter leur récession vers l'Europe et le Japon. En échange de cette bienveillance, les partenaires des États-Unis s'engageraient à assurer un financement légitime dorénavant par l'effort de guerre contre le terrorisme.

La voie est évidemment étroite, et les

déséquilibres apparaissent tellement considérables qu'on peut très bien imaginer un dérapage des États-Unis dans le scénario catastrophe où tout se détraquerait en même temps : les ménages ne consommeraient plus, et les capitaux cesseraient d'affluer. Le réglage est compliqué, puisqu'il s'agit à la fois d'accompagner le ralentissement de la demande intérieure, et même de le susciter en

freinant la progression des salaires, tout en relançant l'économie à partir d'autres secteurs que les biens de consommation. Le succès de l'opération dépend en grande partie de l'évolution des rapports politiques entre Europe et États-Unis, et de la capacité de ces derniers à faire payer par le reste du monde le soutien de leur conjoncture.

### La récréation est finie en Europe

Les choses vont décidément très vite. Il y a encore 12 mois, les dirigeants européens surfaient sur la reprise et vantaient la réussite de l'Europe, nouvelle locomotive mondiale, capable de reprendre le relais des États-Unis. Aujourd'hui, les mêmes se demandent comment ils pourraient bien faire pour ne pas appliquer le calamiteux Pacte de stabilité annexé au Traité d'Amsterdam de juin 1997. Pour le social-libéralisme, la récréation est terminée.

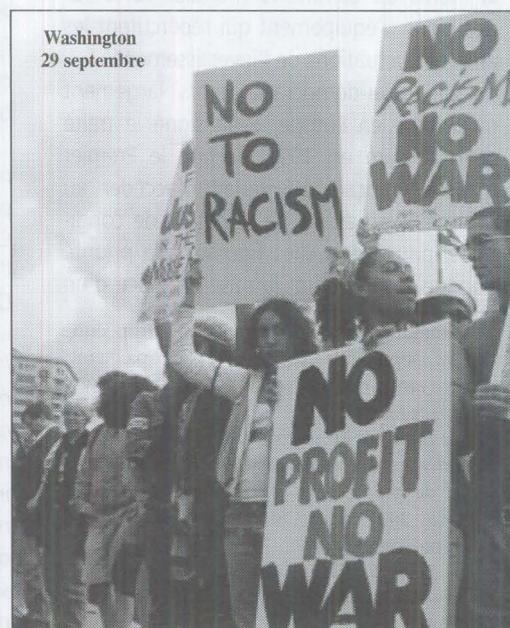
Pourtant tout allait pour le mieux. Non seulement, l'euro a pu se faire sans casse, mais il a été porté sur les fonds baptismaux, le 1er janvier 1999, dans un environnement favorable. Entre 1996 et 2000, 7 millions d'emplois ont été créés, et le nombre de chômeurs officiellement recensés a baissé de 3,5 millions. Il est absolument nécessaire d'analyser la nature de cette reprise, qui permet de mieux comprendre le retournement conjoncturel. Pour aller vite, on peut dire que cette reprise est " non-néolibérale ", en ce sens qu'elle découle du relâchement et non de l'application plus stricte des dogmes libéraux. Ce relâchement n'est que très partiellement un choix délibéré et s'explique avant tout par des facteurs extérieurs.

Le premier élément est la dévaluation de fait des monnaies européennes à l'égard du dollar, au milieu de 1997. L'Europe gagne en compétitivité, ses

exportations font un bond en avant et s'enclenche un nouveau mini-cycle. Le dynamisme des exportations est relayé en 1998 par une progression du pouvoir d'achat des salaires qui provient du ralentissement inattendu de l'inflation plutôt que des hausses de salaire nominal. La consommation reprend immédiatement — les économistes bourgeois dissertent sur la " confiance " des ménages — et l'investissement redémarre à son tour. La reprise de l'activité suscite des créations d'emplois qui soutiennent à leur tour la consommation. Du côté du budget, la croissance fait augmenter les recettes et baisser les déficits, la plupart du temps de manière inattendue.

Ces enchaînements que l'on pourrait qualifier de keynésiens représentent une critique expérimentale de la théologie néolibérale dont tous les préceptes se voient désavoués. Il fallait, nous disait-on, avoir une monnaie forte, avant d'avoir une monnaie unique. C'est au nom de cette loi que fut imposée en Europe une politique digne des plans d'ajustement structurel qui coûta beaucoup d'emplois. Mais le grand paradoxe est que l'euro s'est finalement constitué comme monnaie faible. Sans ce ballon d'oxygène offert par la montée du dollar de 1997, la réalisation de l'euro aurait rencontré de graves difficultés.

Le coup de pouce salarial montre qu'une augmentation des salaires ne provoque aucun des désastres annoncés. L'inflation reste basse, et l'Europe est globalement excédentaire à l'égard du reste du monde. Alors que la part salariale dans le revenu national décroissait depuis plus de 15 ans, conformément aux préconisations libérales, c'est quand elle se stabilise que l'économie repart, grâce au dynamisme retrouvé du



## Économie

marché intérieur. Même désaveu en ce qui concerne les finances publiques. Le dogme néolibéral postulait que l'assainissement des finances publiques était un préalable à la reprise de la croissance, et voilà que les choses fonctionnent à l'envers : c'est la reprise qui vient résorber mécaniquement le déficit. La meilleure santé de l'économie que l'on a pu observer durant ces années permet de mesurer le temps perdu à mener des politiques néolibérales porteuses d'austérité et de chômage.

### Le social-libéralisme au pied du mur

Il faut maintenant abandonner la posture naïve qui consiste à prendre au mot les discours néolibéraux et croire que la politique menée vise effectivement à lutter contre le chômage. En réalité, la Commission et les gouvernements ne cherchent pas vraiment à s'écarter du dogme. Au lieu de définir une norme de progression du salaire qui assure un dynamisme de la demande salariale, ils se sont efforcés de revenir à ce qui est leur référence, à savoir le gel des salaires. Faute de ce combustible, la reprise ne pouvait que s'essouffler et souffrir du ralentissement importé des États-Unis.

Nous assistons au fond au scénario qui était le plus plausible en 1998, à savoir un freinage progressif de tous les moteurs de l'économie mondiale. Contrairement aux pronostics optimistes, le ralentissement aux États-Unis s'est presque immédiatement transmis à l'Europe. On voit apparaître les effets brutaux d'une mondialisation accrue, renforcée par les entraves mises à la progression des marchés intérieurs. Cette transmission est d'autant plus rapide que près de la moitié du commerce mondial porte sur des biens d'équipement qui répercutent les amples fluctuations de l'investissement.

La social-démocratie, alors largement majoritaire en Europe, avait signé le traité d'Amsterdam en 1997. Jospin, le Premier ministre français qui venait d'accéder au pouvoir, avait assorti sa signature de conditions, parmi lesquelles figuraient la priorité donnée à l'emploi et la mise en place d'un

" gouvernement économique ". Cet acte fondateur du social-libéralisme résumait bien son pari fondamental : rendre compatible la voie libérale-monétariste choisie pour la construction européenne avec une politique économique plus préoccupée de créer des emplois. L'embellie a pu donner l'impression que ce pari était gagné, mais il s'agissait d'une illusion née d'une reprise en grande partie inattendue. Ce ballon d'oxygène a permis de faire l'euro et de faire passer au second plan les contradictions et questions non résolues. Les voici qui reviennent avec le ralentissement économique. On commence à s'apercevoir que l'application stricte du Pacte de stabilité équivaldrait à infliger à l'économie européenne une super-récession, mais qu'il n'existe aucune autre institution que la Banque centrale pour guider et coordonner la politique conjoncturelle. Bref, la construction européenne est bancalée, tronquée et distordue au profit de la

seule réponse possible » (2). Si l'on ajoute à cela la difficulté de changer de politique au milieu du gué, l'absence d'institutions capables de prendre en charge la nécessaire coordination des politiques économiques et enfin l'horizon de pensée étroit de la Banque Centrale Européenne, on ne peut que redouter le pire, à savoir des réactions inadéquates au retournement de conjoncture.

### La remise en cause d'une mondialisation implacable

La Banque Mondiale vient de publier, le 1er octobre, un document alarmant qui révisait à la baisse le taux de croissance des pays en développement, qui ne serait plus que de 2,8 % en 2001 (après 5,5 % en 2000) et ne remonterait que lentement, avec 3,5 % en 2002. Le président de la Banque, James Wolfensohn, enfonce le clou : « Selon nos

estimations, des dizaines de milliers d'enfants supplémentaires mourront partout dans le monde, tandis qu'environ 10 autres millions d'êtres humains risquent de se retrouver en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de un dollar par jour pour vivre, en raison des attaques terroristes » (3). Cette prévision sinistre, digne d'un " anti-mondialiste ", éclaire la véritable



régression que représente la mondialisation capitaliste, et qui se traduit par une dépendance accrue.

finance. Dans tous les pays, on va voir apparaître ce dilemme : comment peut-on réduire les impôts tout en faisant descendre le déficit budgétaire en dessous d'un point de PIB ? C'est pourtant ce que prévoit le fameux Pacte de stabilité, tout le monde commence à comprendre qu'il est inapplicable.

Mais le tournant vers une politique moins régressive n'est pas garanti. Pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, la Commissaire européenne responsable de l'emploi et des affaires sociales, Anna Diamantopoulou, a récemment déclaré : « La réforme des marchés de l'emploi de l'UE est en cours, à ce jour, les résultats ont été positifs, mais les gouvernements, les entreprises et les syndicats doivent poursuivre les politiques de réforme adoptées — indépendamment d'une dégradation du climat économique mondial. Le ralentissement de l'économie ne doit pas induire un fléchissement politique. La stratégie à long terme que nous appliquons actuellement est la

table régression que représente la mondialisation capitaliste, et qui se traduit par une dépendance accrue.

Pour une grande partie des pays du " Sud " et de l' " Est ", la conjoncture économique n'est que le reflet à peine décalé dans le temps de celle des pays impérialistes. Autrement dit, leur capacité de développement autonome, fondée sur la satisfaction des besoins sociaux, est à peu près nulle. La possibilité de croître est entièrement subordonnée au fait d'occuper une " niche " sur le marché mondial. Quant aux pays qui dépendent du prix des matières premières, ils ont à subir un recul tendanciel de leurs ressources. Seuls les pays producteurs de pétrole peuvent profiter de la conjoncture durant les phases d'augmentation des prix, mais cela débouche sur un fonctionnement chaotique et instable de ces pays. L'Argentine (4) fournit un exemple limite de ces dérèglements, mais que dire de la situation du Japon, en état de stagnation depuis 10 ans, et de tous ces pays oscillant entre

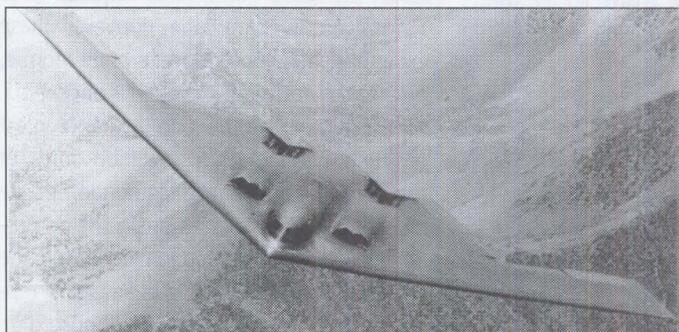
2. Communiqué de la Commission européenne du 12 septembre 2001, <http://europa.eu.int/comm/employment-social/empl&esf/news/emplpack2001-fr.htm>

3. " La pauvreté en augmentation au lendemain des attentats terroristes aux Etats-Unis ", communiqué de presse de la Banque mondiale du 1 octobre 2001. <http://lnweb18.worldbank.org/news/pressrelease.nsf/>

4. Cf. Eduardo Lucita, " Crise et réorganisation du mouvement social ", *Inprecor* n°461/462 août-septembre 2001.

dépendance et marginalisation à l'égard des grandes puissances ?

Cette conjoncture sinistre s'accompagne d'une remise en cause généralisée de la mondialisation capitaliste. On a vu le point de vue très pessimiste de la Banque Mondiale. On peut y ajouter l'étonnant dossier publié par *The Economist* du 27 septembre. Le magazine ultra-libéral ne renonce pas à ses convictions mais propose un plaidoyer très défensif, dont le titre de l'un des articles est un bon exemple : « *Les anti-mondialistes voient le Consensus de Washington comme une conspiration visant à enrichir les ban-*



quiers. Ils n'ont pas entièrement tort ».

Cette perte de légitimité n'est pas, elle non plus, un pur produit du 11 septembre. La liste est longue des pays frappés par des crises périodiques très dures et qui donnent un tour chaotique aux économies : Mexique, Argentine, Corée, Thaïlande, Russie, Argentine encore. Il devient manifeste que peu de pays tirent vraiment leur épingle du jeu de la mondialisation et l'Europe est en train de découvrir que la parenthèse de l'embellie s'effondre. L'euro va se faire, mais toutes les campagnes de publicité ne réussiront pas à convaincre les travailleurs des pays concernés qu'ils doivent en attendre quoi que ce soit. L'Allemagne, ce modèle de rigueur monétaire, fonctionne au ralenti et n'en finit pas d'absorber l'unification, cette "victoire sur le communisme". Quant aux États-Unis, Eldorado de la nouvelle économie et même du "Nouvel Age", ils ont vu revenir la récession avant d'être frappés au cœur de leur puissance.

Même la réponse immédiate aux attentats prend la forme d'une autocritique. À l'intérieur, elle est spontanément keynésienne, presque rooseveltienne, et tire un trait sur l'objectif d'excédent budgétaire. Sur le plan international, les États-Unis découvrent, un peu tard, que la libéralisation financière à outrance a permis une interpénétration aisée entre économie illégale et économie réelle. Quelques mois plus tôt, ils avaient saboté la réunion de l'OCDE sur cette question et l'actuel secrétaire au Trésor, Paul

O'Neill, avait mis en garde contre toute atteinte à la souveraineté des États sous prétexte de combattre l'argent sale et les pratiques fiscales douteuses (5)

### Les coordonnées politiques de la nouvelle phase

La perspective la plus probable est aujourd'hui un enlisement de l'économie mondiale s'accompagnant de récessions fortes en ses maillons les plus faibles, notamment au Sud. Cette nouvelle phase, encore une fois, n'a pas été créée par le 11 septembre, mais s'inscrit dans des tendances à l'œuvre au cours de la dernière décennie. Son profil exact dépend en fin de compte de variables politiques qui concernent principalement l'Europe et les États-Unis. La question de



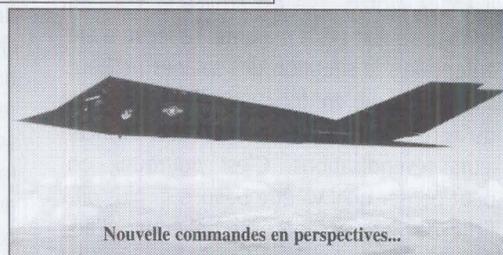
savoir si l'Europe va entrer en récession ou seulement ralentir dépend du degré de dogmatisme des politiques menées. Mais la clé de la situation se trouve dans le statut de puissance dominante des États-Unis. Ce que le 11 septembre introduit, c'est la possibilité renouvelée pour l'impérialisme dominant de réussir à éviter la récession dans toute son ampleur potentielle grâce à un keynésianisme de type militaire (semblable de ce point de vue au reaganisme) dont la viabilité serait fondée sur un financement imposé à ses partenaires à travers le monde en raison de considérations géopolitiques (un peu comme au moment de la guerre du Golfe).

Contrairement aux thèses de Tony Negri sur l'empire planétaire (6), ce scénario implique un recentrage de l'économie des États-Unis sur les intérêts de ses propres capitalistes et sur son propre appareil productif. La relance éventuelle serait ciblée de manière à ne pas profiter à la concurrence. Dans un registre similaire, les experts de la Banque mondiale redoutent à juste titre que ses prêts à long terme soient réduits et affectés

en priorité aux pays pouvant servir de relais aux opérations de représailles engagées par les États-Unis. Par contrecoup, cela devrait avoir pour effet de placer toute une série de pays dans la situation d'avoir à redéfinir une politique assurant une meilleure cohérence entre les intérêts du capitalisme en général et ceux de leurs capitalistes nationaux. Les États devraient retrouver dans cette situation une nouvelle raison d'intervention économique. Dans le cas de l'Europe, il n'est pas impossible que cette passe délicate donne un coup de fouet dans le sens d'une coordination accrue et de l'émergence d'un capitalisme européen se concevant véritablement comme tel. Mais l'accouchement risque d'être difficile car il va se dérouler dans un contexte favorable à la résurgence des contradictions entre des capitalismes inégalement frappés par le retournement conjoncturel. De ce point de vue, le capitalisme allemand a d'ores et déjà perdu sa prééminence, aussi bien monétaire que financière, tandis que le Royaume-Uni aura encore plus tendance à resserrer son

partenariat traditionnel avec les États-Unis.

La nouvelle phase qui s'ouvre devrait en même temps accentuer le caractère contradictoire du triomphe du



Nouvelle commandes en perspectives...

capitalisme. En un sens, le capitalisme a triomphé, puisqu'il a obtenu à peu près ce qu'il voulait. Gel des salaires, libéralisation, privatisation, flexibilisation sont les grandes tendances à l'œuvre à travers le monde. Le capital se restructure comme il l'entend et dégage des profits toujours plus considérables. Mais cette victoire a son revers, car le capitalisme n'a plus d'excuses pour son fonctionnement chaotique, régressif et inégalitaire. La décennie de croissance aux États-Unis, comme la reprise des dernières

5. Cf. Babette Stern, "Paradis fiscaux : désaccord entre les États-Unis et l'OCDE", *Le Monde*, 16 mai 2001.

6. Cf. Michaël Hardt et Toni Negri, "La multitude contre l'Empire", *ContreTemps* n°2, septembre 2001, Editions Textuel, Paris.



années en Europe, n'ont pas conduit à une meilleure répartition des richesses, à une diffusion du progrès social, tout au contraire. Ces succès ont toujours pour contrepartie des restrictions supplémentaires pour la grande majorité des travailleurs de la planète.

Après la crise, l'idée s'était largement répandue qu'il fallait assainir l'économie pour lui permettre de repartir sur de nouvelles bases. Ce schéma ne fonctionne plus : les salariés se trouvent face à un capitalisme tout à fait convaincu que toutes les concessions qui lui ont été faites sont dorénavant des acquis qu'il faut pousser toujours plus loin. Nulle modération dans la soif de profit qui viendrait répondre à la modération salariale ! Par conséquent, la question n'est plus de savoir combien de temps il faut patienter avant la reprise. Elle est arrivée et n'a rien changé au sort de la majorité. La leçon a été entendue : la situation des salariés ne peut s'améliorer qu'en fonction de la pression qu'ils réussiront à exercer pour faire avancer leurs revendications. C'est pourquoi, on peut penser qu'il va être beaucoup plus difficile de faire accepter les politiques d'accompagnement du retournement de conjoncture. En France, les toutes dernières luttes sociales sont portées par un refus presque moral des licenciements dans les entreprises qui font du profit. Ce refus majoritaire esquisse une autre légitimité, opposée à celle du capital, qu'il n'est plus possible de neutraliser par un appel au compromis. Les exploités ont appris, à une échelle de masse, que ce capitalisme est incapable de redistribution spontanée et qu'ils n'obtiendront que ce qu'ils lui arracheront. Cette mise à nu devrait faciliter le passage d'actions de résistance et de défense des acquis passés à l'affirmation de nouveaux droits. L'apprentissage de la brutalité sans fard du

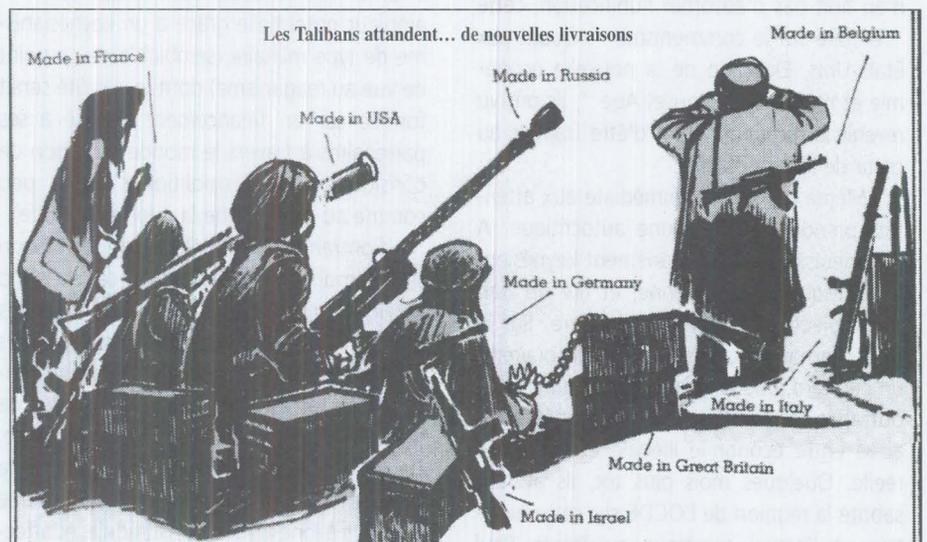
capitalisme devrait conduire à la formation d'une coalition internationale, où les nouveaux mouvements et acteurs sociaux viendraient régénérer le mouvement ouvrier traditionnel. Cette perspective fait tout à fait partie des possibilités ouvertes par cette nouvelle phase du capitalisme, même si les suites du 11 septembre la brouillent provisoirement.

## A quand la nouvelle onde longue ?

Il n'y a dorénavant aucun doute sur le retournement du cycle. En ce qui concerne l'évolution ultérieure, on peut résumer nos principales hypothèses de la manière suivante. La grande catastrophe qui suivrait le chemin d'un énorme krach boursier suivi d'une récession mondiale est peu plausible, pour deux raisons. La première est que l'effondrement boursier est rendu difficile par l'absence d'alternatives pour les investisseurs institutionnels qui n'ont d'autre choix que d'acheter des titres plutôt que d'autres mais n'ont pas vocation à se retirer complètement du marché. Cela constitue un plancher en dessous duquel les cours ne devraient pas chuter. Ceux-ci ont d'ailleurs franchi une bonne partie du chemin qui doit les conduire à recoller aux "fondamentaux". La seconde raison est que les bourgeoisies internationales ont montré, sur les dernières années, qu'elles savaient réagir de manière coordonnée, en n'hésitant pas à mettre en œuvre des outils (injection de liquidités,

contrôle des changes, etc.) qu'elles condamnent catégoriquement en période "courante".

Une certaine rerégulation des marchés n'est d'ailleurs pas à exclure si les crises se succèdent à échéances trop rapprochées. Tout ceci ne constitue en rien un recul sur nos positions anticapitalistes car celles-ci ne se ramènent pas à l'annonce du grand krach. Elles se développent au contraire sur la base d'une critique du fonctionnement "normal" du système capitaliste et non en fonction de son effondrement prochain. De manière symétrique, le tournant actuel remet en cause l'idée selon laquelle nous serions entrés dans une nouvelle phase expansive, dans une nouvelle onde longue, ou un nouveau cycle Kondratieff. Manifestement, la période courante n'est pas une période d'accumulation forte et régulière, de croissance soutenue, et de redistribution aux salariés des gains de productivité. Les cycles économiques, loin de s'amortir, sont de plus en plus amples et rapprochés. Certes, le capitalisme dispose d'un modèle global qui définit un nouvel "ordre productif" (7) mais celui-ci est par nature régressif et fondé sur une redistribution inégalitaire de la richesse. Ceci ne dérangerait évidemment pas le capital si cette caractéristique n'entraînait pas une instabilité de la croissance, et ne venait pas saper les fondements idéologiques de sa domination, à un point que nous ne devrions pas sous-estimer. Ce dont nous devons être persuadés, en tout cas, c'est que le mode de fonctionnement actuel du capitalisme est par nature antisocial et que ses réussites à venir seront exactement proportionnées à sa capacité d'imposer un modèle fondé sur des inégalités croissantes. Cela devrait suffire pour être anticapitaliste. ■



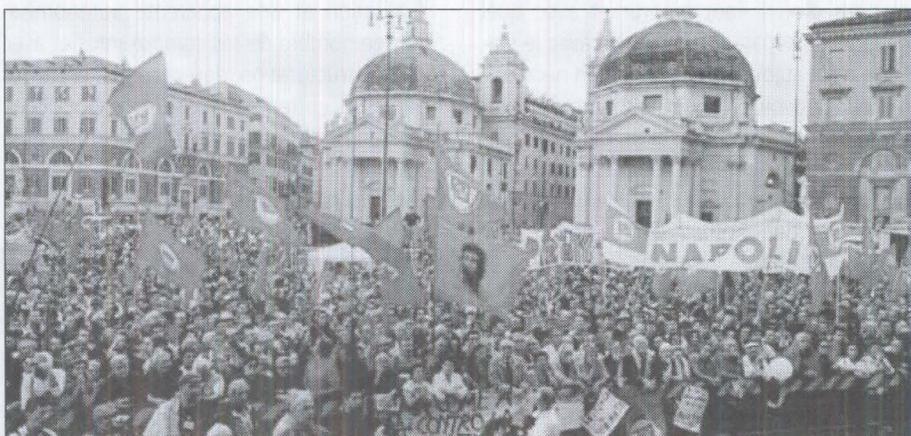
7. Cf. Henri Wilno, "Un nouvel ordre productif?", *Inprecor* n° 451, octobre 2000.

# Le PRC lance son congrès de refondation

Nous publions de larges extraits d'un premier projet de résolution en discussion en vue du prochain congrès du Parti de la refondation communiste, qui aura lieu au printemps prochain. Ce texte a été adopté à une très large majorité par le Comité politique national (CPN) le 16 septembre, mais il avait été rédigé avant l'attaque terroriste contre New York et Washington du 11 septembre 2001. Il est l'objet d'une large discussion, qui s'est développée même en dehors du parti. Une deuxième session du CPN, tenant compte des apports des membres, des sympathisants et de tous ceux qui auront discuté le texte, rédigera un deuxième projet, dont la version finale, après un nouveau tour de discussions, sera examinée dans une troisième session du CPN et par la suite soumise au débat dans toutes les branches.

Pour comprendre certains allusions du projet, il faut tenir compte qu'il existe dans le parti un courant qu'il serait abusif de définir comme stalinien ou néo-stalinien, mais qui est, pour ainsi dire, plus « continuiste » par rapport au passé et qui, dans la revue qu'il édite, donne beaucoup de place à des textes de formations issues de l'ancien mouvement communiste, y compris du parti russe de Gennady Ziuganov. Certains des membres de ce courant estiment, entre autres, que Fausto Bertinotti a des « penchants mouvementistes » et, plus généralement, que le parti aurait excessivement dilué son identité dans le mouvement antimondialisation. Jusqu'ici ce courant a toujours évité de se différencier explicitement lors du vote des résolutions dans les organismes de direction, en se limitant à exprimer son désaccord sur des questions d'organigramme.

Enfin, page 38, nous publions des extraits du rapport de Fausto Bertinotti à cette même réunion, concernant la nouvelle situation après le 11 septembre.



## *Ouverture et innovation*

### *Changer nous-mêmes pour transformer la société (extraits)*

#### Document

Le bilan de notre refondation peut nous aider dans notre engagement futur. Nous avons fait des pas en avant et opéré quelques déchirements courageux. Cela nous a permis de défendre l'existence même de notre parti et, par là, de maintenir un projet politique antagoniste. Ce n'est pas rien. Mais notre survie nous a amené à un rendez-vous avec le mouvement qui exige un saut qualitatif, qui exige que l'innovation elle-même ne se réalise pas seulement par des déchirements, mais devienne systématique, par une lutte ouverte contre les vices et les conservatismes qui constituent une barrière face à ceux qui sont, sous d'autres angles, intéressés à notre recherche.

La rupture avec le centre-gauche et la sortie de la majorité qui soutenait le gouvernement Prodi fut l'un de ces actes de refondation, une rupture y compris avec la culture prédominante chez les dirigeants du Parti communiste italien (PCI) et avec l'héritage de Togliatti (1), pourtant fort et respectable. Par cet acte nous avons mis en question la priorité de l'action gouvernementale dans la bataille politique et déplacé notre attention du plan politico-parlementaire au plan politico-social. Nous avons ainsi refusé l'idée qu'il existerait un double terrain, celui « réaliste »

des faits immédiats, notamment du domaine gouvernemental, et le terrain utopique du socialisme futur. Le problème qui a été posé, et non résolu, est celui du lien entre la pratique politique quotidienne (action gouvernementale y comprise) et la transformation de la société capitaliste. Le problème qui a été annoncé est le déplacement du centre de la politique du niveau de l'État et de ses institutions à la dynamique des forces sociales et des luttes de masses (ce qui est, dans un certain sens, un retour aux origines du mouvement communiste). L'analyse de la mondialisation néolibérale a renforcé cette innovation et en a comporté une autre : ne plus privilégier dans les rapports avec des partis et même avec des États, une affinité idéologique et d'appartenance et en revanche privilégier les expériences et les élaborations critiques à la globalisation capitaliste, en plaçant dans ce cadre aussi l'effort de construire une subjectivité de gauche alternative au niveau européen.

Ce sont les problèmes des droits de la personne et de la démocratie qui ont provoqué la rupture radicale avec le stalinisme

1. Rappelons que le PRC avait soutenu le gouvernement Prodi sans en faire partie depuis les élections du printemps 1996. La rupture avec Prodi s'est produite en octobre 1998. Cf. *Inprecor* n° 429 de novembre 1998.

## Italie

dans le mouvement ouvrier italien. Notre rupture radicale avec le stalinisme intègre ces raisons et les développe au nom du socialisme de la libération du travail salarié, de la critique de l'aliénation, de la critique de la séparation entre le citoyen bourgeois et l'État, de la révolution comme phénomène mondial indivisible. Cette rupture n'a pas été seulement une nécessité historique : elle a été également un effort visant à mieux comprendre d'où il faut repartir et avec quel bagage. La séparation définitive avec le stalinisme est aujourd'hui la condition nécessaire pour pouvoir proposer le thème du communisme et aussi une mise en garde permanente pour se libérer de tout résidu du stalinisme dans la pratique quotidienne. Ce fut le sens de notre rendez-vous à Livourne (2).

Le mouvement [anti-mondialisation] nous propose un travail difficile de reconstruction, sur le terrain aussi bien pratique que théorique, du sujet de la transformation et en même temps rend ce travail possible et à nouveau actuel. Nous pouvons apprendre des erreurs de notre histoire que la libération du travail ne provient pas de son expansion et de son ubiquité ; que la conquête du pouvoir ne garantit pas une société nouvelle, par contre, elle peut engendrer de nouvelles oppressions ; que le productivisme n'assure pas une nouvelle qualité de la vie. Nous avons même appris que, pour le prolétariat lui-même, le défi du futur n'a pas une issue certaine. Toutefois, nous maintenons l'acquis fondamental d'où nous sommes nés, c'est-à-dire que l'histoire, le passé, le présent, l'organisation de la société ne sont pas objectivement donnés et, que pour les comprendre et pour changer, il faut une science de la société dans laquelle nous vivons, qui est une société capitaliste, donc dialectique : la force de travail ne peut pas être réduite à un objet du capital et peut donc toujours engendrer le conflit de classes et l'antagonisme. Cette subjectivité (et non la donnée sociologique, le travail dans sa matérialité, l'OS au lieu de l'ouvrier qualifié), cette subjectivité, c'est-à-dire ce qui « reste dehors », est l'objet de notre recherche sur le nouveau prolétariat en tant que sujet de la transformation. Ainsi on comprend mieux pourquoi il est possible et nécessaire de chercher les connexions, les liens sociaux et culturels entre la classe

ouvrière traditionnelle et les nouvelles subjectivités critiques qui sont en train de se former.

Aujourd'hui, dans la mondialisation néolibérale, le travail dépendant du capital croît en chiffres absolus au niveau mondial, mais cette croissance, qui concerne également son poids relatif dans la société, va de pair avec une fragmentation et une dispersion dans la composition sociale, avec une individualisation et une apparente autonomisation de nombre de ses composantes et avec une restructuration des rapports entre les classes et entre l'entreprise et le travailleur. La mondialisation exploite l'incertitude et la précarité qui constituent le trait prédominant de la nouvelle condition sociale. Par



ailleurs, la centralité des travailleurs a toujours résidé non dans leur quantité, mais dans leur possibilité-capacité d'unification. Elle a toujours été déterminée non par leur force sur le terrain distributif, mais par leur opposition à la tendance à réduire la force de travail tout simplement au capital variable, par son affirmation en tant que travail vivant, susceptible d'ouvrir une perspective de libération. C'est pourquoi la réflexion qui revient sur les années 1968-69 n'est pas une réaction nostalgique. C'est le bond d'un tigre qui permet de saisir l'essentiel pour le proposer à nouveau : la contestation radicale et irréductible de la centralité du travail en tant que centre de l'accumulation capitaliste, la contestation de la centralité du travail en tant qu'activité humaine soumise au capital pour affirmer, en revanche, la centralité de la pratique critique et du sujet social qui la produit, dans le cadre du processus de tra-

vail et en dehors de lui. La nature ambiguë et double du travail dans la société capitaliste fait, à la suite de la mondialisation, un nouveau pas en avant. Elle ne disparaît guère dans une société marquée par la « fin du travail » et n'unifie pas les masses dans une condition de travail sociologiquement homogène. Elle assume, par contre, les formes multiples d'une prolongation du temps de travail pour certains et de son absence dans le chômage pour d'autres. Le travail devient dépendant et autonome, mais en tous cas hétérodirigé, il devient à temps déterminé ou à temps indéterminé, mais en tous cas de plus en plus organiquement précaire et il ne détermine pas automatiquement des appartenances sociales bien définies. Voilà donc une nouvelle frontière de classe. Le processus d'unification des sujets sociaux aliénés et exploités n'est pas inscrit dans la réalité en elle-même ; il peut se construire dans la subjectivité, dans la politique, mais aucune force organisée ne saurait l'apporter de l'extérieur. Le défi d'une première innovation réside, pour nous, dans le fait « d'être dans le mouvement », en stimulant cette nouvelle recherche, qui est possible et nécessaire, mais en même temps si difficile et inédite.

### Après Gênes

L'organisation de la force politique du mouvement [anti-mondialisation] et la réorganisation de la force politique d'une gauche alternative en Italie et en Europe sont des problèmes distincts, mais désormais structurellement et intimement liés. Après Gênes, la seconde ne saurait être résolue d'une façon efficace sans aborder la première et leur rapport réciproque.

Tout mouvement durable tend à se donner des formes d'auto-organisation, d'enracinement dans les territoires et de rapports réciproques. Ainsi émerge à nouveau le thème de la démocratie directe. La crise de la démocratie représentative et la nature du mouvement critique de la mondialisation, qui en constitue la cause principale, proposent une critique radicale de la délégation de pouvoir et la recherche d'un tissu d'expériences sociales susceptibles de produire des formes de démocratie directe. Il est, par ailleurs, très significatif que lorsque l'organisation syndicale des métallos [la FIOM, qui appartient à la CGIL] rompt la trêve sociale subalterne réalisée par les centrales confédérales, et lorsque les métallos relancent la grève nationale de leur catégorie, surgit immédiatement, pour le développement de leur lutte, un problème de démocratie. L'organisation d'un programme bâti sur l'au-

2. Le 21 janvier dernier, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation du Parti communiste d'Italie, Bertinotti avait prononcé un discours dont un thème essentiel avait été une critique sans appel du stalinisme.

tonomie des objectifs qui découlent du rapport entre les besoins et la critique de la mondialisation néolibérale ; la pratique sociale d'un conflit diffus, prolongé, multiple et la construction, dans ce conflit, d'un tissu de rapports positifs et d'éléments d'unification — processus constitutif du mouvement des mouvements, en condition de le structurer — tout cela esquisse les premiers éléments d'un projet, qui, par ailleurs, considère que son premier débouché politique réside dans la croissance quantitative et qualitative du mouvement lui-même. L'axe de ce parcours est la construction d'un autre monde possible.

C'est dans le cadre d'une telle croissance que la constitution d'une gauche alternative peut faire un saut qualitatif. Gênes représente une ligne de clivage et une énorme potentialité. Nos propres propositions pour une gauche alternative et pour une gauche plurielle doivent être radicalement repensées.

## La question du parti

(...) Le parti est pour nous un point décisif, fondamental, à l'égard duquel nous devons pratiquer l'ouverture et l'innovation. Nous avons défendu le rôle du parti dans la société contemporaine face à la vague ravageuse de la crise de la Première République, en Italie, face à une crise de la politique découlant de la révolution capitaliste restaurationniste et de la corrosion de la société des médias avec son cortège de spectaculatisation, de leaderisme, d'individualisme, de réduction de tous les temps, y compris celui de la politique, à une consommation instantanée. Nous avons défendu le rôle du parti dans les institutions représentatives face à l'irruption de la culture du système majoritaire, de l'alternance et de la primauté des coalitions. Nous avons également défendu les raisons d'être d'un parti communiste après l'écroulement du mur de Berlin, à l'heure de la pensée unique et dans le vif d'une réflexion profonde, dans le camp anticapitaliste aussi, sur le XXe siècle. Nous avons défendu les raisons et le futur d'un parti communiste y compris face aux prétentions d'homologation venant d'un centre-gauche à l'époque gagnant. Nous nous sommes refusés à jeter le bébé avec l'eau sale. Pour mener à bien cette lutte, une lutte pour notre survie, encore une fois, lors des dernières élections législatives, nous avons payé, pour notre part, un tribut à une attitude conservatrice qui est allée plus loin que ce qu'on aurait pu considérer, dans une certaine mesure, comme inévitable. Il y a eu des expériences d'innovation, mais nous n'avons

pas été capables de les transformer en un processus d'auto-réforme du parti (...) Ainsi, nous n'avons pas abouti à un réel processus d'ouverture à la société qui est la clé de voûte d'une réforme. Ainsi, alors que des éléments importants de refondation ont été introduits dans la recherche théorique, dans la ligne politique, et dans nos rapports avec les mouvements, le fonctionnement du parti est resté emprisonné dans les formes appauvries de la tradition, dans le cadre d'une société bouleversée par la modernisation capitaliste, dans le travail aussi bien que sur le terrain de la reproduction sociale, dans les cultures aussi bien que dans l'affirmation de l'appartenance, dans les lieux de socialisation et de communication aussi bien que dans les villes. Par conséquent la réalité du parti est marquée par une scission entre, d'une part, la richesse des apports des femmes et des hommes du parti lors des fêtes de notre journal, des manifestations de masse, des mobilisations aussi bien politiques générales que plus spécifiques, y compris sur les thèmes les plus inédits, ce qui fait apparaître un parti largement présent dans l'Italie des luttes et de la participation, et, d'autre part, son côté obscur, renfermé dans une autoreproduction réfractaire à cette réalité où pourtant il est plongé. Il apparaît ainsi comme un parti verticaliste, monosexué, fermé à l'expérimentation, réfractaire à l'articulation, allant jusqu'au paradoxe de nourrir des propensions bureaucratiques dans un parti presque dépourvu de bureaucratie ou de stimuler des très fortes tendances à l'institutionnalisation dans un parti qui souvent tend même à nier toute valeur à une présence dans les institutions. Si tout cela était nuisible, mais politiquement supportable, jusqu'à hier, cela ne l'est plus aujourd'hui, au moment où nous sommes entrés dans une nouvelle phase de mouvement et où l'ouverture et l'innovation deviennent une nécessité stricte.

(...) Nous estimons que dans cette phase aussi le parti, en tant qu'organisation permanente de femmes et d'hommes qui choisissent de se constituer en communauté politique dans le but de contribuer à réaliser un projet de société, est indispensable pour exprimer un projet unitaire de lutte qui soit présent dans la société, dans l'économie, dans l'organisation étatique, nationale et supranationale. Il continue non seulement de représenter une instance de participation, mais aussi une possibilité d'entrée des masses dans l'arène de la politique. C'est surtout une dimension internationale que le parti doit reconquérir à l'heure de la mondialisation.

(...) On peut mieux constater maintenant

que nous n'avons pas opposé à l'innovation du centre-gauche la conservation de l'histoire du mouvement ouvrier, mais une innovation de signe opposé, celle du communisme de la libération (...). Nous devons être capables de réaliser l'ouverture aux mouvements, aux expériences de lutte, aux différentes cultures critiques dans le sens aussi bien d'introduire une réciprocité de rapports que de nous permettre, par ce parcours, de dépasser définitivement toute attitude avant-gardiste du parti. Il est nécessaire de poursuivre son enracinement dans les lieux de travail, dans la production culturelle, dans la société, un enracinement fondé sur l'échange et l'accord sur un projet ou, au moins, sur une approximation féconde, susceptible d'engendrer les premiers éléments d'un autre monde possible.

Cette ouverture à la société, à ses mouvements, à ses expériences et aux connaissances critiques doit être liée à une ouverture définitive du parti. Il ne suffit pas que le désaccord soit accepté et reconnu, comme c'est déjà le cas. Il faut faire avancer notre capacité d'organiser une discussion vraiment libre. Ceux qui nous regardent du dehors avec intérêt doivent pouvoir comprendre pour être en condition d'intervenir de manière efficace. Cela vaut encore plus pour les membres du parti, femmes et hommes qui doivent être en condition de participer à ses élaborations et à ses décisions. Personne ne doit rien craindre s'il défend une position minoritaire, mais en même temps il faut démanteler résolument le vieux mécanisme d'autoprotection du « oui, mais... », visant à dissimuler un désaccord qu'on considère dangereux (sinon pour des personnes au moins pour leurs thèses politiques). L'ouverture implique une transparence tout à fait claire du débat politique, l'expression claire des positions (soit sur le ton « oui, oui », soit sur le ton « non, non »).

Il ne s'agit pas que d'une question d'éthique politique, question pourtant décisive pour la démocratie du parti. Il s'agit de l'idée de la société qu'on veut proposer et encore plus de la compréhension ou non de la nouvelle phase politique et des problèmes qu'elle pose. Les mouvements actuels ne se développent pas en continuité avec de grandes et solides constructions idéologiques et de grandes, parfois terribles, idées de primauté d'un parti-guide sur les mouvements : ils se développent ailleurs. C'est une telle prise de conscience qui a amené le PRC à choisir de vivre sa propre autonomie et en même temps d'être présent dans le mouvement comme l'une de ses composantes et qui est à l'origine de notre succès. ■

**Contre le terrorisme  
et la guerre qui nous menace**  
*extraits du rapport de Fausto Bertinotti  
devant le Comité politique national du PRC*



**Document**

Nous avons dit qu'après Gênes rien ne serait plus comme avant. Maintenant, après les faits terribles de New York et Washington, nous devons affirmer à nouveau, mais dans un sens opposé, que rien ne sera plus comme avant. C'est une nouvelle, dramatique difficulté qui frappe les protagonistes du mouvement. Gênes et New York nous envoient des signaux opposés qui marquent un nouveau cycle.. De Gênes nous avons reçu le message qu'un autre monde était possible, puisque de nouveaux protagonistes existent et une nouvelle génération est sur le terrain.. De New York nous recevons un message réactionnaire, un avertissement terrible, selon lequel la nuit de la barbarie pourrait être commencée. La scène est la même : la mondialisation capitaliste, mais les deux événements vont dans des directions opposées. Sont opposées non seulement les directions mais également les issues.

La mondialisation est une modernisation contre la modernité. Gênes a contesté la modernisation au nom d'une modernité libérée de la primauté des forces capitalistes. (...) Par contre, les événements tragiques de New York sont contre la modernisation et la modernité. Le terrorisme est l'œuvre d'une extrême minorité obscure, une minorité qui s'exprime uniquement sur le terrain de la destruction. Ces deux événements opposés nous parlent de deux évolutions possibles et différentes. C'est justement pourquoi nous ne pouvons pas nous laisser enfermer dans une angoissante perspective de guerre. Nous ne pouvons absolument pas sous-estimer le caractère tragique de cet événement du fait que ce sont les États-Unis qui ont été visés : ce délit est dirigé contre l'humanité toute entière. L'indifférence pour la vie va jusqu'à négliger sa propre vie : toute technologie, y compris la plus sophistiquée, peut être mise au service de cultures anciennes et utilisée comme réaction contre ceux qui l'ont produite.

Rien ne saurait justifier le terrorisme. Aucune cause, fut elle vraie en tant que telle, ne saurait être avancée comme justification. Notre aversion du terrorisme doit être irréductible. Aucune lutte pour la justice sociale, fut-elle la plus vigoureuse, ne peut être menée par ce moyen. En fait, nous assistons à une issue du processus de globalisation qu'on pouvait craindre : l'affrontement de deux fondamentalismes. Le fondamentalisme du marché et le fondamentalisme religieux, selon lequel l'Occident c'est le Démon. Il est difficile de briser cette tenaille, mais il est absolument nécessaire de le faire, si l'on veut reprendre le chemin qui a conduit de Seattle à Gênes.

Le terrorisme opère dans la sphère de l'autonomie de la politique et finalement nie la politique elle-même. Il opère donc sur le terrain de la métapolitique, c'est-à-dire du conflit de civilisations. Il est nécessaire d'en

saisir les causes, je veux dire les causes sociales. Mais cela ne doit pas nous empêcher de comprendre que le terrorisme est un phénomène politique. Il faut tenir compte de ces deux aspects, sinon notre politique sera muette.

(...) Cet acte de terrorisme est-il dirigé contre une civilisation particulière ? Beaucoup de gens se posent la question, mais c'est justement cette question et sa réponse affirmative qui nourrissent un esprit de guerre : car, derrière cette question, il y a l'idée d'une hiérarchie des civilisations. Ce dérapage culturel a ses racines dans l'hégémonie du point de vue capitaliste, selon lequel ce qui existe aux États-Unis représente la condition la plus élevée pour le développement de la révolution capitaliste : seule, elle constitue le salut pour l'humanité.

Une variante de cette façon de penser est religieuse. Nous devons rejeter l'idée selon laquelle l'Islam en tant que tel représente une conception réactionnaire dans son ensemble, sur le terrain politique et social.

En même temps nous devons combattre ouvertement l'idée selon laquelle il faudrait sauvegarder un Occident capitaliste chrétien. En opposition à toute appréciation hiérarchique à propos des civilisations nous devons nous battre pour la tolérance, pour le multiculturalisme, pour la contamination réciproque des cultures et des traditions. Voilà notre bataille culturelle.

Nous devons établir des rapports avec les forces non intégristes, avec celles qui se battent pour la paix, partout. Nous devons aller au-delà de la critique des États-Unis non pas pour la nier, mais pour combattre en elle-même l'idée qu'il soit possible de mener un conflit et une guerre de civilisation. Notre critique du modèle social et politique des États-Unis doit vivre dans la politique, mais elle ne peut pas être une discriminante prédominante. Nous devons nous unir — non seulement en Italie — avec ceux qui considèrent comme ennemis la guerre et la violence. Je pense même à des forces, qui, tout en étant conservatrices, réfléchissent dans un sens critique sur le recours à la guerre, aussi bien pour les risques qu'elle comporte que pour son inefficacité.

(...) Dans cette bataille difficile le recours fondamental doit être le mouvement des mouvements. Eux et nous, nous risquons ensemble d'être écrasés. C'est justement ce mouvement qui constitue le levier principal, bien que non exclusif, contre la guerre dont il pourrait être la première victime. Il va de soi qu'il est nécessaire d'élargir le mouvement, ce qui est aujourd'hui plus difficile qu'auparavant, mais non impossible. A l'agression réactionnaire nous devons riposter par une bataille que nous ne pouvons pas mener seuls. L'alternative ancienne entre socialisme et barbarie devient à nouveau aiguë et actuelle. ■



# Comment a chuté la « Pologne d'Août 1980 »

Par  
Zbigniew Kowalewski\*

Les résultats des élections parlementaires du 23 septembre dernier restructurent profondément le champ politique polonais. Il s'agit — et c'est une opinion généralisée chez les observateurs polonais — d'un vrai tremblement de terre, même s'il est limité, et cela à trois regards. Le premier, c'est l'écrasante défaite — la perte des représentations parlementaires — des principales forces politiques se présentant comme issues de *Solidarnosc* (1). Le deuxième c'est la victoire éclatante de la social-démocratie issue du parti qui avait été au pouvoir sous l'ancien régime bureaucratique : le Parti ouvrier unifié polonais (POUP). Et le troisième c'est le score élevé inattendu de Samoobrona (Autodéfense), un mouvement jusqu'à maintenant extraparlémentaire, de protestation sociale et d'action directe.

## 1993 : Premier tremblement

Observons tout d'abord, pour éviter des malentendus, que le changement est relatif à deux égards. Premièrement, les sociaux-

démocrates dits « *post-communistes* » étaient déjà revenus une fois au pouvoir dans les années 1993-1997. Il s'agissait alors aussi d'un tremblement de terre, plus fort que l'actuel : revenir aux rênes du pouvoir à peine quatre ans après la chute du prétendu « *socialisme réel* » représentait un véritable exploit politique et un signe très fort de la perte de légitimité croissante des « *fossoyeurs du communisme* » et restaurateurs du capitalisme. Les partis de droite profitant alors du soutien du syndicat *Solidarnosc* furent, pour la première fois, chassés complètement du parlement.

Il s'agissait de l'ensemble des partis de la droite conservatrice, nationaliste, cléricale et extrême, en général petits mais dont la force résidait dans leurs appuis au sein de l'appareil syndical de *Solidarnosc*. Incapables de mener une politique plus ou moins unitaire, ils se présentèrent aux élections de 1993 en ordre dispersé, ce qui leur a valu de disparaître du parlement. Par contre, une autre force, celle-ci issue de l'ancienne « *opposition démocratique* » (le Comité de défense des ouvriers, KOR, agissant entre 1976 et 1981), à savoir l'Union démocratique (UD) rebaptisée l'Union de la liberté (UW), s'était

maintenue au parlement. Représentant, du côté de l'opposition, les principaux bénéficiaires de l'accord de la « *table ronde* » avec le régime en 1989 qui avait permis la transmission du pouvoir, elle était devenue le parti de la droite libérale et de la thérapie de choc néolibérale dite « *plan Balcerowicz* » (2).

Ce fut la réaction populaire aux effets sociaux désastreux de ce plan et, en général, à la restauration du capitalisme qui porta au pouvoir l'Alliance de la Gauche démocratique (SLD) en coalition avec le Parti paysan/populaire polonais (PSL) (3). Comme la SLD, le PSL est issu d'un parti de l'ancien régime, mais plongeant ses racines dans la tradition, spécifique pour la Pologne et pour certains autres pays d'Europe orientale, des partis paysans de masse.

Pour la droite, il s'agissait d'une récurrence ou d'une revanche « *communiste* », d'autant plus que lors de l'élection présidentielle de 1995, le président sortant, Lech Walesa, l'homme aimant dire qu'il « *avait défait le communisme à l'échelle mondiale* », perdit contre Aleksander Kwasniewski, dirigeant de la SLD. Désespérée devant sa chute, la droite, avec Walesa à sa tête,

\* Zbigniew Kowalewski, dirigeant de *Solidarnosc* dans la région de Lodz en 1981, exilé en France de 1981 à 1990, est journaliste. Il anime en particulier une revue théorique-politique consacrée à l'histoire du mouvement ouvrier, *Rewolucja* (Révolution) dont le n°1 vient de paraître. Il a publié, entre autres, *Rendez-nous nos usines !* (La Brèche, Paris 1985).

1. Le syndicat indépendant autogéré Solidarité (*NSZZ Solidarnosc*) fut fondé en septembre 1980 à l'issue d'une réunion nationale des comités régionaux de grève élus au cours des grèves qui s'étaient généralisées en août 1980. Légalisé en novembre 1980, comptant dix millions de membres (sur 13 millions de salariés), il adopta lors de son congrès en septembre-octobre 1981 le programme de la « *République autogérée* », « *un nouvel ordre socio-économique qui liera le plan, l'autogestion et le mar-*

*ché* » fondé sur « *la socialisation de la planification* ». La répression bureaucratique à la suite du coup d'État du général Jaruzelski a repoussé cet immense mouvement de masse dans la clandestinité, isolant la direction clandestine de sa base ouvrière. Face à un nouveau mouvement de grèves se généralisant en 1988, la direction Jaruzelski négocia avec la direction clandestine un compromis, lui concédant des élections parlementaires au cours desquelles les candidats présentés par l'opposition pouvaient espérer conquérir jusqu'à 261 sièges sur 560 de la Diète (les autres étant réservés aux candidats de la bureaucratie) et tous les 100 sièges du Sénat. En juin 1989 les candidats de la direction de Solidarité obtenaient ainsi tous les sièges en jeu à la Diète et 99 % des sièges au Sénat — ce qui conduisit en septembre 1989 à la formation d'un gouvernement de coalition diri-

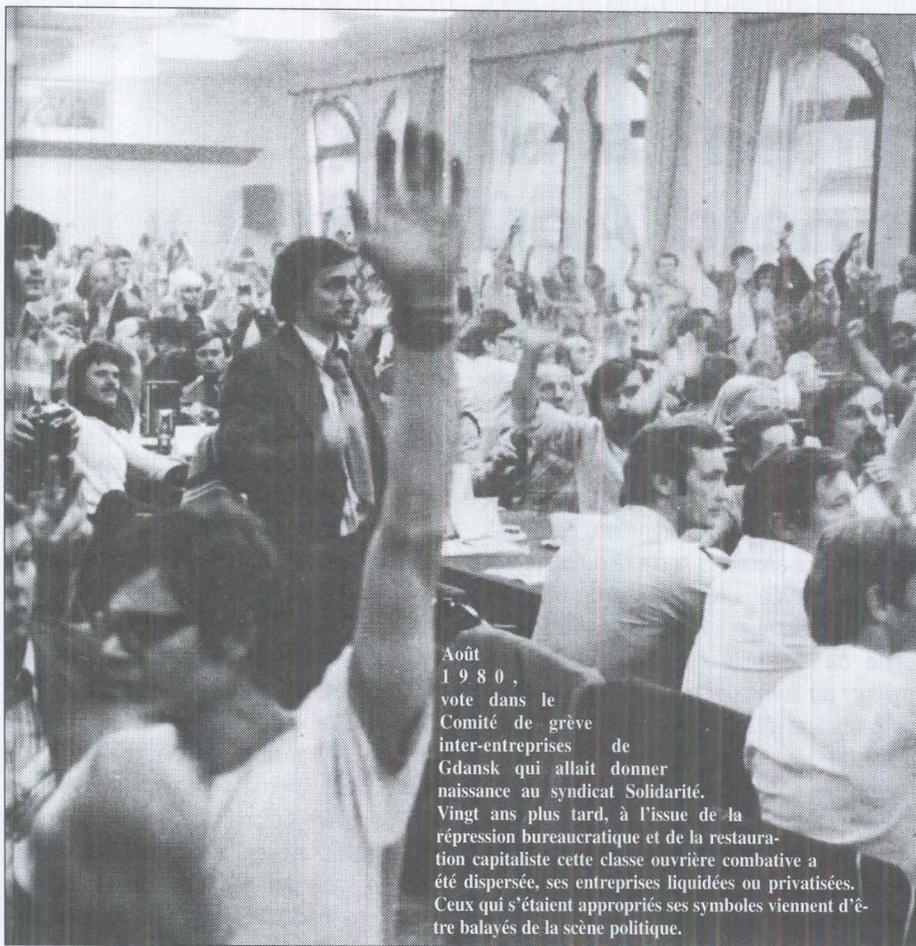
gé par Tadeusz Mazowiecki, un expert de Solidarité, qui s'attela à la restauration capitaliste. Les effets sociaux de cette politique menée à marche forcée sous la houlette du FMI n'ont pas permis au syndicat Solidarité, rélégalisé, de retrouver sa force de 1980-81. Dès 1991 c'est le syndicat OPZZ (Entente nationale des syndicats), créé sous la dictature du général Jaruzelski et au sein duquel certaines équipes syndicales de Solidarité clandestin ont tenté de poursuivre une activité « *légal* » aux côtés de l'appareil bureaucratique, qui devint la première force syndicale du pays (cf. Jan Malewski, « *Solidarnosc* » 15 ans plus tard, *Inprecor* n°399 de février 1996).

2. Leszek Balcerowicz avait fait partie, à l'automne 1981, des experts économiques qui négociaient la formulation de la loi sur l'autogestion. L'adoption du compromis avec la bureaucratie sous la pression de ces

experts, entre les deux tours du congrès de *Solidarnosc*, avait conduit ce dernier à les désavouer. Après le coup d'État du général Jaruzelski (13 décembre 1981) et la mise au ban du syndicat *Solidarnosc*, Balcerowicz fit partie des experts qui, en lien avec l'administration américaine, ont poussé la direction clandestine à modifier le projet économique de *Solidarnosc* dans une direction plus « *marchande* » et moins « *autogestionnaire* ». Devenu ministre des finances en septembre 1989 il a fait adopter une nouvelle politique économique monétariste imposée par le FMI, connue sous le nom de « *Plan Balcerowicz* ».

3. « *Paysan/populaire* » parce que le mot polonais « *ludowe* » veut dire les deux choses ; traditionnellement paysan, ce parti joue maintenant sur l'ambiguïté de son nom pour se présenter en tant que « *parti du peuple* » à base rurale et urbaine.

## Pologne



août  
1980,  
vote dans le  
Comité de grève  
inter-entreprises  
de  
Gdansk qui allait donner  
naissance au syndicat Solidarité.  
Vingt ans plus tard, à l'issue de la  
répression bureaucratique et de la restaura-  
tion capitaliste cette classe ouvrière combative a  
été dispersée, ses entreprises liquidées ou privatisées.  
Ceux qui s'étaient appropriés ses symboles viennent d'être  
balayés de la scène politique.

monta alors un sale coup pour déstabiliser et renverser le gouvernement « *post-communiste* » : elle accusa le premier ministre social-démocrate Jozef Oleksy d'avoir été, dans le passé, un agent de l'espionnage soviétique. L'affaire, comme il s'est avéré finalement, avait été montée de toute pièce et constituait une grossière provocation des services secrets.

Le gouvernement SLD-PSL n'était pas, bien évidemment, une récidive quelconque de l'ancien régime. Partisans déclarés de la restauration du capitalisme et de l'alliance atlantique, ils assurèrent la continuité de la politique de la droite, y compris les privatisations et les restructurations néolibérales. Ils tentèrent au mieux de mitiger leurs effets sociaux de plus en plus dangereux, en particulier, de réduire d'une façon significative le chômage de masse dévastant des régions entières du pays. Le PSL, modérément antilibéral, freinait sur certains terrains les penchants néolibéraux de la SLD. Cette coalition limita également la pression idéologique réactionnaire, cléricale, nationaliste et agressivement anticommuniste, qui étouffait depuis 1989 la vie de la société polonaise.

### 1997 : Retour de la droite

Mais en 1997, d'une façon inattendue, la SLD perdit les élections. Trois facteurs

étaient à l'origine de cette défaite.. Premièrement, son électorat diminua, découragé et désillusionné par la continuation du cours néolibéral. Deuxièmement, la SLD, sûre de sa nouvelle victoire, ne mena pas de campagne électorale et démobilisa de cette façon une partie de son électorat « *dur* ». Troisièmement, les partis de droite chassés précédemment du parlement, unifièrent cette fois-ci leurs forces dans l'Alliance électorale *Solidarnosc* (AWS). C'est la bureaucratie syndicale de *Solidarnosc* qui leur imposa cette unité. Et c'est l'AWS qui gagna les élections. L'exploit était digne de celui de la SLD en 1993.

L'AWS forma un gouvernement de coalition avec son frère ennemi l'UW, cédant à ce parti et à son président en personne, Leszek Balcerowicz, la politique économique et financière. C'était le retour en force d'un néolibéralisme orthodoxe frappant de plein fouet la classe ouvrière, les couches populaires, les femmes, les vieux et les jeunes. Accusant le gouvernement précédent d'avoir freiné les « *réformes les plus indispensables et urgentes* », la coalition AWS-UW les força à grande vitesse. D'un seul coup, elle changea radicalement la structure administrative du pays, réforma de façon néolibérale le service de santé, la sécurité sociale et l'éducation nationale. En même temps, la restructuration néolibérale de l'économie

reprit sa marche forcenée, avec l'accroissement rapide des inégalités sociales, de la pauvreté et du chômage (réduit à 8 % de la population active par la coalition SLD-PSL, il dépasse les 16 % en 2001).

La politique de la coalition AWS-UW était aventurière et politiquement suicidaire. L'AWS commença à subir une succession de crises, d'éclatements et de recompositions chaque fois plus difficiles. Des pans entiers de ce bloc hétéroclite désertaient la politique néolibérale et, pour cette raison, de plus en plus souvent la coalition gouvernementale perdait la majorité au parlement. L'Entente nationale des syndicats (OPZZ), centrale syndicale majoritaire liée à la SLD, forma une coordination avec tous les syndicats ouvriers et paysans (à l'exception de *Solidarnosc*) mobilisant pour descendre dans la rue et protester contre la politique du gouvernement.

Le syndicat paysan *Samoobrona* (Autodéfense) sous la direction d'Andrzej Lepper, entraînant derrière lui les autres syndicats paysans, organisait des actions massives coordonnées à l'échelle nationale de blocage des autoroutes, se transformant en combats acharnés des paysans avec la police. Les ouvriers de l'industrie de l'armement en crise descendaient à Varsovie et s'affrontaient durement, eux aussi, avec la police. Dans tout le pays les infirmières se lancèrent à deux reprises dans des luttes formidablement organisées et coordonnées, montrant une surprenante capacité d'inventer des formes d'action nouvelles. S'inspirant des paysans, elles aussi procédaient à des blocages spectaculaires des autoroutes et des passages frontaliers. Les sondages révélaient un soutien très majoritaire de la société aux luttes des paysans comme à celles des infirmières.

### 2000 : Kwasniewski réélu

À l'été 2000, face à un discrédit impressionnant du gouvernement, l'UW le quitta prétendant de cette façon sauver sa peau, et élimina Balcerowicz de la présidence du parti. Le gouvernement, soutenu seulement par l'AWS en décomposition, devient minoritaire au parlement. En octobre 2000 les élections présidentielles confirmèrent avec éclat que la SLD avait le vent en poupe : Kwasniewski gagna au premier tour (54 %), devant un libéral indépendant, Andrzej Olechowski (18 %) et le leader de l'AWS (et du syndicat *Solidarnosc*) Marian Krzaklewski (15 %). Sur la base de ces résultats, la SLD commença une marche triomphale vers le pouvoir — d'autant plus triomphale que l'Union du travail (UP), petit parti social-

démocrate parallèle, issu en partie, comme la SLD, du POUP, et en partie de la gauche modérée de *Solidarnosc*, décida de s'allier avec elle. Olechowski organisa autour de lui, avec des transfuges de l'UW et de l'AWS, une nouvelle force libérale dite Plate-forme citoyenne (PO). L'AWS, elle, éclata et se reconstitua en tant qu'Action électorale Solidarité de droite (AWSP), se débarrassant de Krzaklewski devenu un leader très encombrant. De cette façon le successeur de Walesa à la tête de Solidarité entra, comme son prédécesseur, dans le néant politique (aux présidentielles Walesa avait reçu à peine 3% de voix).

La lourde défaite de l'AWSP et de l'UW étant assurée, la droite procéda à des recompositions importantes. Outre la PO d'Olechowski, regroupant les libéraux les plus durs qui désertèrent l'UW et les conservateurs les plus mous qui désertèrent l'AWS, deux autres forces de droite se formèrent. La première est Droit et Justice (PiS) des frères Jaroslaw et Lech Kaczynski, anciens dirigeants de moindre importance de *Solidarnosc*, une formation conservatrice avec un discours radicalement sécuritaire, suivant la ligne de Rudolph Giuliani et de sa « tolérance zéro » pour la délinquance. L'autre formation est la Ligue des familles polonaises (LRP), un ramassis des groupes de la droite radicale et extrême, nationaliste et cléricale, hostile à l'adhésion à l'Union européenne mais partisane de liens privilégiés avec... l'Alliance du libre échange nord-américaine (ALENA). Son leader principal est Antoni Macierewicz, l'un des fondateurs du KOR, qui a évolué de la gauche à l'extrême-droite. La LRP a obtenu un très précieux soutien de la part de Radio-Marie, une puissante radio contrôlée par le courant fondamentaliste au sein de l'Église catholique.

## 2001 : Deuxième tremblement

Au cours des semaines précédant les élections parlementaires, la société polonaise fut surprise par la nouvelle qui tomba comme un éclair dans un ciel serein — non seulement il s'avéra que l'économie entrait en récession, mais que, de surcroît, dans le budget existait un trou énorme d'environ 90 milliards de zlotys ; il aurait pu s'agir d'un clou sur le cercueil de l'AWSP, si ce cercueil n'avait pas été déjà définitivement clos. Les sondages des intentions de vote donnant systématiquement entre 47 % et 50 % de voix à la SLD-UP, la coalition social-démocrate était absolument sûre d'obtenir la majorité absolue au parlement et de gouverner seule. Mais deux jours avant les élections, deux bombes éclatèrent. La première : l'an-

nonce par le futur ministre des finances, Marek Belka (considéré à cause de sa fidélité aux dogmes néolibéraux comme un « *Balcerowicz social-démocrate* »), de son plan pour remplir le trou budgétaire suscita une vive inquiétude dans les couches populaires. La deuxième : après s'être situées, pendant des mois, au niveau de 3 %, les intentions de vote en faveur de l'Autodéfense arrivèrent, d'un seul coup, à 8-9 %.

Les résultats des élections constituèrent une grande surprise pour la SLD-UP plongée dans le triomphalisme : elle avait obtenu entre 6 % et 9 % de voix en dessous de ses attentes, c'est-à-dire, seulement une majorité relative au parlement la condamnant à former soit un gouvernement minoritaire, soit un gouvernement de coalition. De mouvement extraparlamentaire, considéré par toute l'élite politique, les médias et la hiérarchie de l'Église catholique comme un ramassis de voyous, avec un leader harcelé de façon permanente par la justice, l'Autodéfense s'éleva à la position de troisième force parlementaire devançant globalement le PSL. Même si dans les campagnes le score du PSL fut un peu plus élevé que celui de l'Autodéfense, c'est dans les villes qu'elle gagna face au PSL ramassant les « voix de protestation sociale » parmi les ouvriers non qualifiés, les chômeurs, les pauvres.

L'Autodéfense est farouchement antilibérale, crache sur toute la « classe politique », se dit « *ni de droite, ni de gauche, mais polonaise* » et se présente comme défenseur intransigeant des intérêts des paysans et des pauvres des villes. Le leitmotiv du discours de Lepper est le suivant : « *ou on change rapidement et radicalement toute la politique économique et sociale en renonçant au néolibéralisme et en favorisant les couches populaires, ou dans un an on aura dans le pays un soulèvement de masse* ». C'est un homme imprévisible : méprisé par les dirigeants de la SLD qui le stigmatisaient comme voyou et même comme une possible incarnation polonaise de Haider (une asso-

ciation sans fondement), il annonça la disposition de l'Autodéfense à soutenir sous conditions le gouvernement SLD-UP et exerça une forte pression sur la SLD-UP et le PSL pour qu'ils forment un gouvernement de coalition. Du jour au lendemain, les sociaux-démocrates étaient obligés de le traiter avec respect, de négocier avec lui et même de dire qu'il était tout à fait capable de devenir... « *un homme d'État* ».

Ce sont exclusivement les nouvelles formations de la droite — la PO, PiS et la LRP — qui entrent au nouveau parlement. Avec l'élimination du jeu parlementaire de l'AWSP et de l'UW c'est la prétendue « *Pologne d'Août 1980* » qui chute et avec elle se défait tout un mythe historique, douze ans à peine après son triomphe. C'est le prix que l'une comme l'autre payent pour avoir trahi honteusement les aspirations du grand soulèvement de masse de 1980-1981 et les intérêts de la classe ouvrière dont les combats contre le régime bureaucratique leur avaient ouvert le chemin vers le pouvoir.

Sur le champ politique le rapport des forces issu de ces élections se présente de la façon suivante : la social-démocratie et les partis antilibéraux à base paysanne reçurent au total plus de 60 % des voix, tandis que l'ensemble des formations de droite — moins de 40 %.

Avec hésitations et réticences, la SLD-UP a choisi la formation d'un gouvernement de coalition avec le seul partenaire possible : le PSL, l'Autodéfense se déclarant prête à l'appuyer. Ce « *mariage de raison* » sera sûrement difficile à consommer : comment, à l'heure des vaches plus que maigres, pourra-t-on concilier le soutien de la SLD à la mondialisation néolibérale et la poursuite de la restructuration néolibérale de l'économie, de la société et de l'État avec les tendances soit modérément, soit radicalement antilibérales de tous ses alliés, proches ou lointains - l'UP, le PSL et l'Autodéfense ? ■

### Les résultats des élections du 23 septembre à la Diète

● SLD- UP (Alliance de la Gauche démocratique et Union du travail, sociaux-démocrates)	41,0 %	216 sièges
● PO (Plate-forme citoyenne, libéraux)	12,7 %	65 sièges
● Samoobrona (Autodéfense, paysans radicaux)	10,2 %	53 sièges
● PiS (Droit et Justice, conservateurs)	9,5 %	44 sièges
● PSL (Parti paysan/populaire polonais, paysans modérés)	9,0 %	42 sièges
● LRP (Ligue des familles polonaises, extrême-droite)	7,9 %	38 sièges
● AWSP (Action électorale Solidarité de droite, conservateurs)	5,6 %	0 siège
● UW (Union pour la liberté, libéraux)	3,1 %	0 siège
● PPS (Parti socialiste polonais, à gauche de la SLD)	0,1 %	0 siège

# Un nouveau paysage politique prend forme

Par  
Anders Ekeland\*

Les élections du 10 septembre ont changé le paysage politique norvégien. En comparaison avec les élections de 1997, le Parti travailliste a perdu plus de 10 %. N'obtenant que 24,7 % des suffrages exprimés, il réalise le moins bon score depuis quatre-vingt ans ! Sinistre ironie : en 1997 le premier ministre travailliste avait annoncé que si son parti obtenait moins de 36,9 % des voix — son résultat en 1993 — il présenterait sa démission. Et le gouvernement travailliste a effectivement démissionné, car les travaillistes n'obtinrent alors "que" 35 %. Deux ans durant c'est un gou-

vernement de coalition du "centre" : le Parti populaire chrétien (1), le Parti du centre (2) et le Parti libéral (Venstre) — qui a pris la relève. Le Parti travailliste a plongé dans les sondages d'opinion. Au bout de deux ans, ce gouvernement a été renversé par une alliance entre les travaillistes, le Parti conservateur et le "Parti du progrès" (3), une organisation populiste d'extrême droite. Cette alliance, contrairement au gouvernement du centre, était favorable à la construction de centrales électriques alimentées par le gaz naturel, dont le défaut était d'émettre dans l'atmosphère trop d'oxyde de carbone. Le parti travailliste a ainsi démontré qu'en matière de la protection de l'environnement sa politique était moins "verte" que celle

des partis dits bourgeois.

## Changement qualitatif de la social-démocratie

Le parti travailliste avait été le parti gouvernemental hégémonique depuis la fin de la seconde guerre mondiale, obtenant à plusieurs reprises la majorité absolue au Parlement durant "l'Age d'or" des deux décennies qui l'ont suivie. Il y a eu des intermède lors desquels la droite parvint à former des gouvernements, mais tous les autres partis étaient toujours des petits partis en comparaison avec les travaillistes et incapables de former une coalition gouvernementale stable. Depuis la guerre les travaillistes n'avaient jamais formé de gouvernement de coalition, préférant toujours constituer un gouvernement social-démocrate ou passer la main à l'opposition. A la lumière de cette expérience, un résultat en dessous de 25 % de voix est un désastre. De plus, à Oslo, la capitale, le parti travailliste devait se contenter de 22,5 % — le pire résultat depuis 1900 (mais en 1900 le parti était en voie de reconstruction...).

Au cours des derniers quinze ans la social-démocratie norvégienne a connu la transformation d'un parti réformiste, attaché à l'État-providence, en un parti néolibéral de type blairiste. Mais en Norvège et dans les pays scandinaves la situation est fort différente de celle de la Grande-Bretagne, où le scrutin non-proportionnel (4) et la nature réactionnaire et aristocratique des Tories (parti conservateur) poussent l'électorat populaire à voter travailliste malgré tout tant qu'une alternative crédible n'apparaît pas. Du fait de l'existence du scrutin proportionnel et du caractère plus présentable des partis de droite, les travaillistes norvégiens perdent des électeurs à la fois sur leur droite et sur leur gauche, abandonnant ainsi plus rapidement leur statut hégémonique (5).

L'essence de la social-démocratie a toujours été de lutter en faveur des réformes et d'être prête à recourir à des politiques interventionnistes. Mais ce n'est plus le cas du parti travailliste norvégien. Un parti qui privatise Statoil (6) et la compagnie nationale des télécommunications, qui coupe les crédits aux régions "pauvres", qui ne fait rien pour accroître les salaires de la "classe ouvrière éduquée"

### Résultats électoraux

nom	Score en 2001	comparaison
		1999
Arbeiderpartiet (Parti travailliste)	24,4	-10,6
Sosialistisk Venstreparti (Parti socialiste de gauche)	12,4	+6,4
Rød Valgallianse (Alliance électorale rouge)	1,2	-0,5
Senterpartiet (Parti du centre)	5,6	-1,3
Kristelig folkeparti (Parti populaire chrétien)	12,5	-1,3
Venstre (Parti Libéral)	3,9	-0,6
Høyre (Parti Conservateur)	21,2	+6,9
Fremskrittspartiet (Parti du progrès)	14,7	-0,6
Kystpartiet (Parti du Littoral)	1,7	—

\* Anders Ekeland, sympathisant de la IV<sup>e</sup> Internationale, est un élu municipal de l'Alliance électorale rouge dans la banlieue d'Oslo.

1. Kristelig folkeparti. Contrairement à certains partis chrétiens-démocrates dans d'autres pays, il n'est pas le parti de la grande bourgeoisie norvégienne mais celui de gens ordinaires et de petits propriétaires.  
2. Senterpartiet est un parti agrarien, mais du fait des conditions défavorables pour l'agriculture en Norvège, c'est un parti de petits paysans indépendants.

3. Le nom de ce parti — Fremskrittspartiet — constitue un abus évident, car il s'agit d'un parti réactionnaire et sournoisement raciste qui devrait plutôt faire référence à la décadence et non au progrès.

4. Le mode de scrutin britannique — par circonscription et uninominal à un tour — impose pour pouvoir être élu d'arriver en tête dans la circonscription, ce qui lamine efficacement les minorités.

5. Ce phénomène touche l'ensemble de la social-démocratie scandinave : la social-démocratie danoise s'est déjà stabilisée en dessous de 30 %, la suédoi-

se, avec 38 %, a réalisé son plus mauvais score historique lors des dernières élections et continuera sans doute à dégringoler, car ses électeurs traditionnels s'enfuient à gauche et à droite, ou s'abstiennent. On s'attend donc à un résultat autour de 30 % lors des prochaines élections suédoises.

6. L'État possédait cette compagnie pétrolière et depuis que le pétrole a été découvert en Mer du Nord la droite n'a cessé de revendiquer sa privatisation. La social-démocratie a réalisé le programme que la droite n'arrivait pas à imposer.

(enseignants, infirmières, salariés des municipalités...) n'est plus un parti social-démocrate. Comme l'a formulé Håkon Lie, qui fut secrétaire général du Parti travailliste au cours de son âge d'or, « *entamer une campagne électorale sans être capable de définir une grande cause qui partage clairement la gauche et la droite est complètement désespérant* » (7). Ce changement qualitatif de la social-démocratie norvégienne a duré évidemment plus de dix ans, mais en fin de compte il a abouti à ce que les travailleurs ne ressentent plus le besoin d'un tel parti alors que les classes moyennes préfèrent les conservateurs norvégiens, plus libéraux dans tous les sens du terme. Comme l'a dit un ancien député travailliste, « *la défaite n'est pas surprenante, ce qui l'est c'est que nous ne l'ayons pas subie plus tôt* » (8)

## Croissance et suicide de la droite populiste

L'absence de projet et plus concrètement l'absence de réformes majeures dont les gens ordinaires seraient les bénéficiaires, le manque de volonté d'employer l'énorme rente pétrolière pour financer les réparations des écoles, augmenter les salaires "féminins" des enseignants (en majorité des enseignantes) et des infirmières, soutenir le développement régional, etc., a ouvert la porte à la croissance de la droite populiste. Selon les sondages, il y a un an la droite populiste (le Parti progressiste, sic!) arrivait presque à égalité avec les travaillistes, obtenant entre 25 et 30 % des intentions de vote. De plus en Norvège septentrionale — un bastion travailliste depuis la guerre — les populistes ont réalisé une véritable percée. Ils disaient « *Nous ne pouvons pas comprendre pourquoi la Norvège ne peut employer une minuscule fraction du revenu pétrolier pour l'éducation et la santé* », alors qu'en même temps le parti travailliste poursuivait une politique d'austérité, particulièrement injustifiable dans le contexte norvégien. Les slogans électoraux des deux partis résumaient tout : « *Si l'État-providence est important* » clamaient les affiches travaillistes, auxquelles les affiches populistes répondaient « *L'État-providence est important* »... Si les élections avaient eu lieu il y a un an, la droite populiste serait aujourd'hui au gouvernement. Mais une série de scandales concernant les abus sexuels (9) et la "grande terreur" contre toute opposition (réelle ou imaginaire) déclenchée par "Le Chef du Parti" (en lettres capitales !) n'ont pas permis à des gens ordinaires de voter pour ce parti et leurs votes se sont portés sur les conservateurs. En un an les populistes ont perdu 10 à 15 points dans les sondages, mais leur résultat reste important, seulement 0,5 points en dessous de leur succès de 1997 ! Leur échec n'est donc fonction que du potentiel qui leur était prêté.

Ce potentiel de la droite populiste est illus-

tré par la croissance d'un nouveau parti régional, le Kystpartiet (Parti du Littoral). Ce parti avait obtenu un député en 1997 et deux députés cette fois-ci. A l'échelle nationale c'est un petit parti — 1,7 % des votes — mais ses résultats dans le Nord dépassent 10 % des voix.

Pour la gauche — tant le Parti socialiste de gauche (SV, Sosialistisk Venstreparti) que l'Alliance électorale rouge (RV, Rød Valgallianse) — il est donc important de présenter une alternative à la droite populiste, mais cela ne sera possible que si la gauche s'unit et met en avant un véritable programme. Cela ne sera pas facile : en ce qui concerne RV, le problème est qu'elle est opposée à toute coopération avec le SV ; en ce qui concerne le SV, il devrait relever le défi consistant à trouver une orientation de mobilisation au lieu de chercher des compromis avec les travaillistes.

## Record de l'abstention

Le faible taux de participation est un autre aspect du changement historique. Alors que dans les circonscriptions où votent les classes moyennes, la démocratie est florissante et le taux de participation atteint ou même dépasse les 80 % d'inscrits, dans les circonscriptions ouvrières la participation est beaucoup plus faible. Cela témoigne que les travailleurs ne voient aucun intérêt dans le fait de voter et que de leur point de vue — lorsqu'ils ne se sentent pas encore prêts à voter pour le Parti socialiste de gauche (pour ne même pas mentionner l'Alliance électorale rouge) et qu'il ne veulent pas voter pour la droite populiste qui est à la fois sexiste, raciste et, pourrait-on dire, "stalinienne" dans son comportement — il est plus rationnel de s'abstenir que de voter pour les travaillistes qui leur ont tourné le dos. Cela va de pair avec la mobilité des votes : jamais auparavant, à en croire les enquêtes d'opinion, autant d'électeurs n'avaient changé leur vote d'une élection à l'autre.

## Succès du Parti socialiste de gauche

Le Parti socialiste de gauche (SV) réalise un saut qualitatif. Il avait obtenu 6 % des voix lors des élections de 1997 et il obtient cette fois 12,4 %. Il est bien sûr clair que nombre d'électeurs traditionnellement travaillistes se sont cette fois portés plus à gauche. On ne peut pourtant pas dire que le SV a tenté de se différencier particulièrement des travaillistes. Au

contraire, la direction de ce parti s'est employée à convaincre les travaillistes de l'accepter dans un gouvernement de coalition formé avec le soutien du Parti du centre. Elle ne semble pas comprendre le défi que lui impose le recul du parti travailliste. En tout cas il faudra suivre de près comment ce parti sera (ou non) capable d'analyser la transformation du travaillisme et comment il envisagera son propre rôle dans cette nouvelle situation.

## Un revers pour l'Alliance électorale rouge (RV)

Avant les élections la majorité de l'Alliance envisageait avec optimisme ses propres résultats. Elle espérait atteindre 2,5 % des voix et faire entrer un ou deux de ses candidat(e)s au Parlement, à Oslo et à Bergen, où l'Alliance dispose d'une réelle implantation et où elle avait déjà obtenu jusqu'à 5-10 % dans les circonscriptions les plus populaires et une moyenne de 3-4 %. Mais comme je l'ai indiqué dans l'analyse des élections municipales de 1999, l'Alliance ne défie pas le SV sur le terrain politique alors que les deux partis concourent pour le même électorat. A l'automne 1999 la position de la direction de SV en faveur des bombardements au Kosovo a conduit un certain nombre de ses électeurs vers un vote sanction qui s'est porté sur les listes de l'Alliance électorale rouge. Cette attitude de la direction de SV a fait apparaître au sein de ce parti, pour la première fois depuis des décennies, une tendance organisée, luttant ouvertement contre les évolutions les plus clairement droitières. Lors du dernier congrès du SV, en mars 2001, cette tendance est parvenue à tirer le parti vers la gauche, débarrassant sa direction des personnalités les plus droitières. Ce faisant le SV s'est consolidé. Son organisation de jeunesse, qui avait tourné à gauche jusqu'à se présenter comme une organisation révolutionnaire il y a deux ans, s'est cette fois-ci engagée à fond dans la campagne électorale du parti et parvint à faire élire deux de ses dirigeants au Parlement. Cela contraste avec l'attitude des Jeunesses du SV lors des élections précédentes, lorsque ses membres prenaient leurs distances avec le parti adulte, voire inclinaient pour un vote en faveur de l'Alliance. Mais la majorité de l'Alliance a choisi d'ignorer ces développements au sein du Parti socialiste de gauche.

Pourquoi donc la RV s'abstient-elle de débattre de manière offensive avec le SV ?

7. Håkon Lie, âgé aujourd'hui de 96 ans, membre du Arbeiderpartiet (Parti travailliste) depuis que celui-ci était section de l'Internationale communiste dans les années 1920, a été son secrétaire général au cours des deux décennies qui ont suivi la Seconde guerre mondiale.

8. Les dernières élections municipales avaient pourtant été un premier avertissement : les travaillistes n'ont alors obtenu que 31 % des voix à l'échelle nationale, un résultat qui serait considéré aujourd'hui... comme un succès.

9. Deux cas de viol — dont le viol d'une fille âgée de 16 ans lors du congrès de l'organisation des jeunesses par le vice-président de ce parti — et les tentatives pour étouffer l'affaire ont fini par être dénoncés par la presse.

Fondamentalement il y a deux raisons à cela. Premièrement, si la RV montrait du doigt les évolutions droitières du SV de manière trop agressive, le SV pourrait immédiatement rétorquer en montrant du doigt le caractère toujours inachevé de la déstalinisation de l'Alliance. Il y a toujours au sein de RV des courants mao-staliniens "doux" et la direction de l'Alliance ne veut pas de discussion publique sur ce sujet. Deuxièmement, de nombreux militants de l'Alliance n'ont toujours pas rompu avec l'analyse maoïste traditionnelle du Parti socialiste de gauche, qualifié de "purement réformiste". A Bergen par exemple, où le SV est représenté par le noyau central de son aile la plus gauche, l'Alliance a présenté son candidat sans faire la moindre tentative pour unir la gauche anticapitaliste et... marxiste. De cette façon le candidat, pourtant très populaire, de l'Alliance n'est pas parvenu à entrer au Parlement. La coopération avec l'organisation locale du SV était pourtant possible, mais RV n'a rien fait dans ce sens. Mais même si l'on admettait que le SV n'est qu'un parti social-démocrate de gauche, un parti révolutionnaire ne peut se limiter à l'ignorer. C'est pourtant ce que l'Alliance a fait. Elle n'a rien tenté pour que la gauche du SV ou une partie de son électorat vote pour elle. Et ainsi elle a obtenu seulement le vote de ses seuls sympathisants.

L'attitude passive de la majorité de l'Alliance fut critiquée sans cesse par la Ligue internationaliste (10). Cette dernière exhortait l'Alliance à engager un débat politique public avec le Parti socialiste de gauche et à essayer d'obtenir un accord électoral avec son aile gauche, de façon à isoler son aile droite. Sans résultat. Et l'Alliance, comme il lui fut annoncé, a payé le prix de son abstentionnisme politique. Le Parti socialiste de gauche est en Norvège un défi majeur, à la fois stratégique et tactique, pour quiconque tente de construire un parti révolutionnaire capable d'être entendu par 4-5 % d'électeurs. Cela est évidemment possible pour l'Alliance, à condition de se doter d'une véritable stratégie de regroupement de la gauche radicale.

Il est clair que si la RV continue d'ignorer le SV, elle connaîtra un nouvel échec lors des élections municipales de 2003. La Ligue internationaliste est donc décidée à imposer ce débat à l'ensemble de l'Alliance, car il s'agit d'une question clé pour la construction du parti révolutionnaire au cours des prochaines années. ■

10. Forbundet Internasjonalen est un groupe qui sympathise avec la IV<sup>e</sup> Internationale. Il constitue une tendance organisée au sein de l'Alliance électorale rouge.

# Les problèmes de la recomposition de l'extrême gauche

Par  
OKDE – Spartakos\*

Des changements profonds dans le mouvement ouvrier et dans la conscience de classe sont intervenus ces dix dernières années dans la société grecque. La xénophobie et le racisme se sont développés comme autant de réflexes « naturels » aux grandes vagues migratoires et ce sont le nationalisme et le retour aux vieux principes de la chrétienté grecque orthodoxe qui ont été dominants lors de la mobilisation massive autour du nom de Macédoine déniée au nouvel État issu de la désintégration de la Yougoslavie. De même, le populisme et le fanatisme religieux caractérisent les discours du populaire archevêque d'Athènes Christodoulos. De son côté, le Mouvement Socialiste Grec (PASOK) au pouvoir, avec la suprématie de son aile « modernisatrice » dans le milieu des années 90, a évolué vers la droite en appliquant un programme néolibéral avec toutes ses conséquences sociales désastreuses.

Dans ce climat, le fait que la résistance partielle de la classe ouvrière, concrétisée par les grèves et les mobilisations des marins, des enseignants, des paysans, des employés de banque et des étudiants, ait été étouffée a renforcé la prédominance du programme néolibéral apparaissant ainsi comme « *le seul chemin qui soit réaliste* ». Les partis de la gauche traditionnelle se sont, pendant ce temps, avérés incapables de répondre aux nouveaux problèmes survenus lors de la dernière décennie, d'où leur recul ou leur stagnation électorale.

Pourtant, ce climat politique défavorable s'est inversé au printemps dernier au travers des mobilisations énormes de la classe ouvrière pour la défense du système des retraites et de la sécurité sociale. Le gouvernement "socialiste" du PASOK a été forcé de retirer son projet, ce qui était une première depuis qu'il applique son programme néolibéral sous le leadership de Kostas Simitis, et malgré la loi proposée par le parlement. Ceci a entraîné des frictions et des réactions en chaîne au sein du parti, la bureaucratie syndicale a exercé des pressions et finalement l'aile gauche du "vieux parti" est réapparue. Par ailleurs, la Bourse connaît

\* OKDE - Spartakos est la section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans *Inprecor* n°459/460 de juin-juillet 2001 nous avons publié un article de Georges Mitralias présentant la constitution en Grèce de l'*Espace de dialogue et d'action commune de la gauche*.

Les camarades de la direction de l'OKDE, section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale, ne partagent pas les appréciations de notre camarade Georges Mitralias, rédacteur de la revue de débats de la gauche radicale grecque *Manifesto*, et membre de la coordination de l'*Espace*.

Nous publions ci-dessous l'article qu'ils nous ont fait parvenir, présentant leur point de vue sur les méandres de la recomposition de la gauche et de l'extrême gauche en Grèce.

[J.M]

depuis deux ans des taux particulièrement bas, ce qui crée un sentiment de désappointement dans de larges parties des classes moyennes qui avaient "investi" leur argent et leurs espoirs dans la croissance économique et la Bourse. En même temps, tous les sondages sur les résultats électoraux du PASOK sont au plus bas. Dans cette situation très difficile, Kostas Simitis a décidé de réunir un congrès extraordinaire du PASOK pour cet automne. Mais cette décision brusquée provoque une instabilité et l'incertitude politique.

Le parti de la droite traditionnelle, la Nouvelle Démocratie (ND), a suivi une ligne populiste pas même déguisée, et ce malgré les sentiments néolibéraux de ses cadres. Son opposition au gouvernement se caractérise par une dénonciation morale du gouvernement "socialiste" et de son administration incompétente. Cette ligne obtient quelque succès et la ND espère obtenir un plus gros score électoral que le PASOK, ce qui serait une première depuis 10 ans.

Quant aux deux partis traditionnels « officiels » de la gauche grecque, le KKE (Parti Communiste de Grèce) et Synaspismos

(Coalition de la gauche et du progrès, d'origine eurocommuniste), ils ont encore une fois prouvé qu'ils étaient incapables d'exprimer le mécontentement populaire et plus encore d'inspirer une perspective de résistance sociale ou une voie de gauche à la crise économique et sociale.

Une alternative proposée par la gauche réformiste semble donc irréaliste et sans perspective.

### La mort de la gauche « officielle »

Après l'éclatement des régimes d'Europe de l'Est, le Parti Communiste Grec (KKE) s'est enfoncé dans une orientation du plus pur style stalinien. Ce qui le caractérise aujourd'hui, ce sont les rythmes de la survie de sa bureaucratie. C'est le sectarisme qui, au travers de son orientation nationale et de l'emploi systématique d'un discours gauchiste, marque son apparition politique. Ainsi, la direction du KKE a essayé d'organiser des manifestations séparées lors du 1<sup>er</sup> Mai parallèlement à celle organisée par la GSEE (Fédération Générale des syndicats de travailleurs), mais sous la pression des énormes mobilisations, il a été obligé de se joindre à la manifestation centrale organisée par la GSEE.

La direction du parti a développé une attitude hostile envers absolument tout ce qui provenait des pays impérialistes européens... en y englobant le mouvement ouvrier européen et les campagnes internationales ! En dépit de cela et sous la pression de ses relais dans la classe ouvrière, le KKE a été obligé de prendre part aux dernières mobilisations contre la mondialisation capitaliste (Prague, Nice, Gênes), mais il a gardé ses distances politiques et organisationnelles vis-à-vis des autres forces de la gauche grecque en organisant des campagnes totalement séparées. Ainsi, il a dénoncé le slogan central du « comité grec pour Gênes » qui était « *les êtres humains avant les profits* » comme réformiste et l'a remplacé par « *les êtres humains contre les profits* » !

Mais il ne fait pas de doute que le KKE, concentrant la majorité des travailleurs conscients politiquement, continue à être le plus grand parti ouvrier de la gauche grecque (environ 5,6 % aux élections nationales), et il continue de recevoir le soutien des jeunes qui entrent en politique à gauche.

Ainsi, même s'il faut bien considérer qu'un véritable dialogue politique avec la direction du KKE sur la recomposition de la gauche est impossible aujourd'hui, tout dialogue sur « l'unité des forces de gauche » en Grèce doit sans relâche prendre en compte le KKE avec son projet et ses relais dans le mouvement ouvrier.

Rival le plus important du KKE, la direction de Synaspismos combat pour sa survie au parlement depuis que son influence électorale

fluctue autour des 3 %. Cependant les racines ouvrières de ce parti sont relativement faibles alors qu'il connaît un certain succès parmi les classes moyennes intellectuelles. L'origine idéologique et la composition sociale de la direction relègue ce parti dans des options réformistes, ponctuées de zigzags, suivant une ligne européenne et cultivant beaucoup d'illusions sur la perspective des institutions bourgeoises européennes. Malheureusement, la direction du Synaspismos a été l'architecte et le plus vigoureux supporter du gouvernement de coalition droite-gauche en 1989 (gouvernement Tsannetakis) et s'est affirmée en opposition à la vieille direction « socialiste » du PASOK. Au début des années 1990, la direction de Synaspismos participa finalement à la première phase des mobilisations nationalistes en faveur de « *la Macédoine Grecque* ».

Plus tard, sous la pression de sa propre aile favorable à la « modernisation » et après des « clarifications » inspirées par les vues des parties les plus « éclairées » de la classe dirigeante grecque, Synaspismos s'est tourné vers une ligne plus pacifiste et moins nationaliste. Cela fut vrai non seulement pour la question du nom de la Macédoine mais aussi pour les guerres de l'ex-Yougoslavie et les relations gréco-turques. Derrière de tels positionnements s'est dégagé le projet à moyen terme de la direction : sa participation à une coalition gouvernementale de « modernisation réaliste » avec les tendances correspondantes au sein du PASOK.

Il paraît évident que la direction de Synaspismos est ouverte à n'importe quel type de coopération afin de maintenir son existence parlementaire. C'est par rapport à ces perspectives qu'on doit comprendre sa participation aux campagnes contre la mondialisation capitaliste : elles lui offrent l'opportunité de rappeler que Synaspismos avait dans le passé un vrai profil de gauche et de faire appel à la jeunesse radicale sans pour autant se créer aucune obligation sérieuse et immédiate.

Pour toutes ces raisons, il est relativement facile pour n'importe quel groupe d'extrême gauche d'avoir quelques formes de coopération avec le Synaspismos. Cependant, à cause de sa nature réformiste et de son orientation parlementaire, il est tout aussi impossible pour n'importe quel groupe de la gauche radicale d'envisager un accord politique avec le Synaspismos pour la formation d'une alliance stable dans la perspective des prochaines élections nationales.

### Nouvelles perspectives pour l'extrême gauche ?

Deux des plus importantes organisations de l'extrême gauche grecque sont le NAR (Courant de la Nouvelle Gauche) et l'AKOA (Gauche rénovatrice communiste et écolo-

gique). Or, ces deux courants représentent une sorte de projection de la division de la gauche officielle dans l'extrême gauche. Le NAR a été créé par la jeunesse communiste (KNE) en réaction à la participation du KKE au gouvernement Tsannetakis en 1989. Le NAR s'est auto-proclamé la véritable continuité de la vraie tradition léniniste et s'est, depuis le début, construit autour d'un petit « front anti-impérialiste et anticapitaliste ». Ce « front » cherche à défendre une orientation indépendante de classe et une pratique antinationaliste et antimilitariste. Mais la condition nécessaire de la participation à ce « front » est de soutenir les positions anti-européennes du NAR, ce qui met de côté bon nombre d'organisations d'extrême gauche. L'approche sectaire du NAR est de considérer qu'il est toujours préférable d'organiser des meetings et des campagnes séparées du « front ». Il rejette aussi l'unité du mouvement syndical, préférant soutenir la construction de syndicats rouges « *combatifs* » et « *purs* ». Autour de ce petit « front » se trouvent plusieurs vieilles organisations maoïstes et un groupe dogmatique d'origine « *healyste* ». Ce qu'on constate, c'est que sa dynamique et son influence électorale ont constamment décliné pendant ces 10 dernières années. Cependant, l'influence de cette organisation est relativement importante dans le mouvement étudiant.

L'AKOA est une organisation plus petite qui a été créée en réaction au courant des « *refondateurs communistes* » anciennement à l'intérieur du vieux parti eurocommuniste (KKE dit intérieur, dans les années 1970) qui ont accentué leur virage à droite avec la formation du Synaspismos en 1987-88. L'AKOA continue à se réclamer de la tradition eurocommuniste en même temps qu'elle renforce ses liens avec des tendances et des individus au sein du Synaspismos. Ces liens ont été définitivement renforcés quand l'AKOA a soutenu le Synaspismos lors des élections nationales de l'an passé. Par contre, si l'attitude de l'AKOA envers les autres forces d'extrême gauche est relativement ouverte, elle ne trouve aucun intérêt à une politique indépendante d'alliance de la gauche radicale dans une perspective d'indépendance de classe. Il est clair que la persistance de l'AKOA dans cette orientation provient essentiellement de ses origines réformistes. Par ailleurs, l'AKOA a pris la décision avec d'autres plus petits groupes ayant des vues politiques semblables, comme les écologistes, le KEDA et d'autres, de construire une alliance avec le Synaspismos dans un but électoral comme à un niveau politique plus général. Ce qui n'empêche pas l'AKOA de continuer à participer aux mouvements antiracistes, antifascistes, contre la mondialisation capitaliste et aux campagnes de l'extrême gauche. Il ne fait pourtant aucun doute que la récente alliance appelée « *Espace du dialogue et de l'action* »

## Débat Grèce

commune de la gauche» (1) est une tentative pour donner un horizon politique et électoral aux organisations et groupes qui se trouvent dans la mouvance et sous la prédominance du Synaspismos : le Synaspismos semble en effet avoir besoin de ce type de collaboration dans sa compétition avec le KKE en présentant ainsi une image plus à gauche .

Il existe d'autres organisations radicales à gauche ayant un programme plus révolutionnaire, telle une partie de l'organisation Diktyo (Réseau des mouvements pour la défense des droits civiques et politiques) : ce groupe de militants a des activités significatives dans la défense des immigrés et joue un rôle important dans l'organisation du « Festival antiraciste ». Par ailleurs la DEA (Gauche des travailleurs internationalistes) qui a quitté récemment le SEK (Parti socialiste ouvrier, organisation sœur du SWP britannique) vient de décider de participer à « *L'Espace* ».

Le prix à payer pour ce type de collaboration pourrait être élevé car le risque de subordination à la stratégie réformiste du Synaspismos est indéniable. De ce point de vue, il a été très à la mode dans certains cercles de la gauche révolutionnaire grecque de soutenir des alliances du type « *Espace* » de façon peu responsable, et cela afin de « dépasser les divisions entre réformistes et révolutionnaires ». Mais quelle peut être la signification de tout cela, sinon l'abandon de toute tentative de construction d'organisations révolutionnaires indépendantes et distinctes des partis réformistes existants ? (2)

### “Initiative” et autres tentatives

Malheureusement, le NAR et l'AKOA, les deux composantes les plus importantes de l'extrême gauche, ont été incapables de redéfinir leurs orientations durant les dix dernières

années, ce qui les a empêché de créer une véritable organisation implantée dans la classe ouvrière, l'immigration et la jeunesse radicalisée. Leur hostilité mutuelle a rendu impossible toute alliance électorale. En réponse à cette situation difficile, et sur les ruines de la dernière tentative d'unification électorale de l'extrême gauche, « *L'Initiative pour l'unité de la gauche radicale* » a été fondée au lendemain des dernières élections nationales. Le Diktyo, d'autres groupes d'origines très différentes (des groupes staliniens, l'OKDE — section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale — et aussi d'autres groupes indépendants) ont pris part à la création de l'Initiative qui est ouverte à tous les groupes et organisations d'extrême gauche. L'Initiative essaie d'établir des relations stables et un système représentatif interne, ce qui permet de donner un exemple vivant de coexistence politique pour le reste des forces de l'extrême gauche. Le problème central de fonctionnement de l'Initiative en ce moment est la priorité donnée par la plupart des participants au travail local et au travail dans les syndicats. Mais on ne doit pas oublier non plus leur relative indifférence vis-à-vis des questions et des campagnes internationales

Si la tendance générale pour l'extrême gauche ces dix dernières années a été la stagnation, un cas particulier est constitué par le SEK, qui s'est développé de façon complètement séparée du reste de l'extrême gauche, entièrement enfermée dans son propre monde et dans son discours. Mais depuis que certains de ses pronostics sur l'imminence des situations révolutionnaires à l'Est et à l'Ouest se sont révélés totalement erronés, des frictions internes se sont exacerbées. Cette situation a débouché cette année sur une scission qui a donné naissance à une nouvelle organisation, la DEA (Gauche internationaliste ouvrière).. Cette nouvelle organisation a joué un rôle déci-

début : l'un de ses courants voulant intégrer le camps “anti-terroriste”, pour être moderne, et l'autre voulant centrer l'intervention du parti contre la guerre, avec des formulations qui font référence au “droit international” et aux “institutions internationales”. D'autre part les groupes de gauche, notamment DEA, Diktyo et le comité de rédaction de Manifesto ont lancé, avec l'OKDE, le mouvement anti-guerre, en organisant notamment le premier rassemblement central à Athènes. Il semble que Synaspismos commence peu à peu à prendre majoritairement ses distances avec les tendances les plus droitières et pro-impérialistes en son sein, mais il a raté les premières grandes manifestations et il a manipulé au début le sigle « *Espace* », provoquant un déluge de protestations parmi les autres composantes. Après l'échec devant le test de la guerre, personne ne sait si l'Espace va un jour réapparaître publiquement.

sif dans le « *Comité grec pour Gênes* ». On constate que le SEK et la DEA aiment discuter avec le Synaspismos mais cela se fait sans aucune perspective de recomposition de la gauche révolutionnaire.

Au même moment, le tournant droitier du PASOK et sa subordination aux intérêts de la classe dirigeante ont fait sortir du PASOK la vieille organisation trotskiste Xekinima (« *Début* », lié au *Militant* britannique), ce qui l'a fait participer ouvertement aux activités et mobilisations de l'extrême gauche .

Ainsi, l'existence ouverte d'organisations d'une culture différente de celle des partis réformistes incarnée par le SEK, la DEA ou Xekinima, et leur participation directe aux campagnes de l'extrême gauche crée un espoir et de nouvelles perspectives pour la première fois depuis de nombreuses années. L'extrême gauche a été encouragée par la montée du mouvement étudiant en mai-juin 2001 qui faisait suite aux mobilisations de la classe ouvrière d'avril-mai. Ce mouvement s'est exprimé par des manifestations de masse et par des occupations dans de nombreuses universités de Grèce, et la direction du mouvement reposait sur une alliance d'étudiants d'extrême gauche (NAR, Initiative, militants indépendants). Ils ont connu un grand succès dans les grandes assemblées étudiantes en faisant voter des motions majoritaires contre l'avis des organisations traditionnelles (ND, PASOK, KKE, Synaspismos) et en organisant des manifestations de rue. Ces forces radicales très présentes dans les mobilisations étudiantes ont été les plus importantes du mouvement .

### Les questions centrales

Ces derniers mois le climat politique a changé, les développements à l'intérieur de l'extrême gauche se sont accélérés. Le besoin d'unité d'action est maintenant compris par la majorité des militants d'extrême gauche et il est devenu évident qu'il existe une certaine pression sur les leaders afin de mener campagne commune avec les autres partis et organisations de la gauche radicale. Les propositions d'unité de l'extrême gauche viennent de différentes directions mais les véritables intentions et le discours employé ne sont pas toujours très clairs. Il apparaît par exemple que le travail unitaire entre les militants d'origine maoïste ou stalinienne et ceux s'inscrivant dans la tradition de la classe ouvrière européenne est la condition indispensable pour moduler leur attitude qui est fortement « *anti-européenne* » sur des bases loin d'être internationalistes ! Un pas décisif dans cette direction a ainsi été joué par leur participation active aux campagnes internationales contre la mondialisation capitaliste et par leurs contacts directs avec les organisations et les militants des autres pays européens. Après les manifestations de Gênes, l'influence

1. Cf. Georges Mitralias, *Un premier pas vers la recomposition de la gauche, “L'Espace de dialogue et d'action commune de la gauche” vient de naître*, Inprecor n° 459/460 de juin-juillet 2001. Quelques formulations contenues dans cet article doivent être corrigées. Ainsi, il n'est pas vrai que « les camarades grecs de la IV<sup>e</sup> Internationale ont joué un rôle clé dans la préparation de « *L'Espace* » et dans la publication de la revue *Manifesto* comme le dit l'article. La réalité est quelque peu différente, même si quelques militants proches de l'OKDE ont en effet participé à « *L'Espace* » et à l'édition de *Manifesto*.

2. Le pronostic sur « *L'Espace* » est devenu soudainement très aléatoire avec la guerre impérialiste. Celle-ci a fait monter les contradictions beaucoup plus vite qu'on ne le pensait dans cet article, écrit au début septembre. D'une part des différenciations sont apparues au sein de Synaspismos, qui l'ont paralysé — au moins au

# La loi indigène et la guerre au Chiapas

Par  
Maria Dolores Paris\*

Il y a un an à peine, les luttes pour la démocratie et la citoyenneté au Mexique étaient limitées à un petit secteur des classes moyennes et au mouvement syndical indépendant. Dans un pays avec une forte tradition corporatiste et un contrôle politique autoritaire, exercé par un parti d'État pendant plus de soixante-dix ans, les mouvements sociaux étaient rapidement institutionnalisés et les dirigeants populaires souvent cooptés par les gouvernements. Quand, malgré tout, le conflit social persistait, l'État n'hésitait pas à recourir à une répression violente par le biais de ses corps de sécurité.

Cependant, les mouvements sociaux se sont multipliés au cours du dernier quart du vingtième siècle. Sans doute, les courroies de contrôle des appareils corporatistes se sont usées. De plus, les crises économiques et l'épuisement du modèle de développement ont frustré les échanges clientélistes et multiplié les différenciations entre les classes laborieuses. Ainsi, à partir de ce moment-là, de multiples acteurs sociaux ont émergé, qui semblaient jusque là absorbés ou asphyxiés par l'État.

C'est dans ce contexte que le mouvement indigène a vu le jour, en particulier dans le Sud-sud-est du pays. Comme la réforme agraire avait déjà abouti à un énorme et inutile appareil bureaucratique dont les expédients avaient tendance à s'effriter pendant des décennies, les mouvements paysans et indigènes ont d'abord formulé des demandes liées à la tenue des terres. Dans un deuxième temps, les mouvements indigènes ont vécu un processus de redéfinition ethnique : leur lutte s'est mis à se recentrer autour de l'identité culturelle, la langue, la défense du territoire, les systèmes d'élection des autorités et l'auto-gouvernement.

En ce sens, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, les mouvements indigènes ont exercé une pression fondamentale pour la démocratisation des structures de pouvoir et le respect des droits humains. L'oppression ethnique, depuis toujours un élément de stratification à l'intérieur des classes sociales, s'est convertie de nos jours en un puissant facteur de mobilisation qui tend à favoriser la lutte des classes. Les demandes ethniques débordent les

limites institutionnelles de l'État et s'articulent avec des problématiques de nature économique, comme l'augmentation de l'inégalité et l'imposition des politiques néolibérales, ou de nature politique, comme la transformation des structures de pouvoir et la réforme de l'État.

Voilà l'explication des résistances des gouvernements à accepter de négocier avec les mouvements indigènes. On pourrait croire que la reconnaissance des droits culturels n'affecte pas tellement les intérêts des classes dominantes. Cependant, la mobilisation indigène implique généralement une subversion de différentes formes d'oppression, exploitation et domination dans ce domaine. De plus, un sens accru de leur pouvoir chez les minorités ethniques met en péril le contrôle politique et économique sur de grands territoires qui sont considérés aujourd'hui, par le capital transnational, comme des réserves de matières premières, de sources d'énergie et de ressources naturelles. En ce sens, une réforme constitutionnelle sur les droits et la culture indigènes peut être considérée comme une question de sécurité nationale, non seulement pour le gouvernement mexicain, mais aussi pour celui des États-Unis.

## Les avatars de la loi

La loi des Droits et culture indigènes a connu, avant son approbation, une histoire complexe et conflictuelle. Ses mésaventures, entraves et maladroites accompagnent la guerre zapatiste depuis 1996. En janvier de cette année-là les premiers d'une série d'accords sont signés entre le gouvernement fédéral et le commandement de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), dans le cadre du dialogue pour conclure la « paix avec justice et dignité » réalisée à San Andrés Larrainzar. Ces accords étaient le résultat de la première table de négociations, qui a abordé le thème des « Droits et culture indigènes ». Quelque mois plus tard, la Commission de Concorder et Pacification (Cocopa) a présenté un projet de loi qui a repris l'essentiel des accords de San Andrés et qui a tout de suite eu la bénédiction du commandement zapatiste. Le président

\* Maria Dolores Paris enseigne à l'Université autonome métropolitaine Xochimilco, Mexico D.F.

de ce mouvement est désormais sensible dans tous les courants de l'extrême gauche, même ceux qui avaient une approche plus ou moins négative de cette question dans le passé. Ainsi, les discussions et les publications de l'après-Gênes en ont été un révélateur. En outre, la compréhension d'expériences similaires de processus de recomposition de l'extrême gauche dans d'autres pays européens comme en France avec les propositions parfois acceptées de travail unitaire que fait la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) à Lutte ouvrière (LO), en Angleterre avec l'Alliance Socialiste ou encore au Portugal avec le Bloc de Gauche, tout cela a un grand impact dans les discussions. Même les réseaux syndicaux et de jeunesse du KKE sont traversés par ce genre de discussions.

Il serait évidemment souhaitable que les militants d'origine euro-communiste comprennent qu'il est urgent de construire l'unité politique de l'extrême gauche sur une base d'indépendance de classe ! Malheureusement, le regroupement du type « Espace » sous l'hégémonie du Synaspismos plonge les militants et les groupes participant à ce schéma dans un désir abstrait mais profond d'unifier la gauche... mais pas dans une direction favorable aux intérêts de la classe ouvrière ! Pire encore, le projet politique de l'Espace exclut dans le long terme non seulement la majorité de l'extrême gauche mais également la majorité de la gauche grecque dans son ensemble.

Pour nous, il est indubitable que c'est l'Initiative, même si elle est actuellement moins développée que l'Espace, qui va dans le sens de la recomposition de l'extrême gauche, et elle doit être soutenue par toutes les tendances qui se réclament du marxisme révolutionnaire. Une participation plus intense des militants de la tradition marxiste révolutionnaire au sein de l'Initiative enrichira d'autant la discussion et en renforcera la démocratie interne.

Nous considérons également que les campagnes de l'extrême gauche comme les récents et massifs festivals anti-racistes et le Comité grec pour Gênes doivent être ouverts à la participation des organisations et partis réformistes (et bien sûr au Synaspismos).

Ceci est d'ailleurs une question traditionnellement difficile qui provoque toujours des frictions et des « coups de gueule » dans l'extrême gauche grecque. Pour dépasser tout cela et aller de l'avant, la contribution théorique et pratique de tous les militants et organisations marxistes révolutionnaires sera un facteur décisif. ■

## Mexique

Ernesto Zedillo a offert d'analyser la proposition ; cependant, en janvier 1997, il a présenté une contre-proposition qui a éliminé les droits substantiels contenus dans la dite « *Loi Cocopa* » et notamment l'utilisation et l'exploitation collective des ressources naturelles, la propriété collective de la terre et les formes spécifiques par lesquelles le droit à l'autodétermination pouvait s'exercer (par exemple, l'idée même de territoire).

Naturellement, l'EZLN a refusé la contre-proposition de l'exécutif. Le dialogue s'est embourbé. Depuis ce temps-là, une guerre de basse intensité se poursuit dans le Chiapas, marquée par des massacres comme celui d'Acteal, par la militarisation de la zone de conflit, l'offensive et l'impunité des corps paramilitaires.

Pour demander que le gouvernement respecte les accords de San Andrés sur les droits et la culture indigènes, l'EZLN a organisé, en septembre 1997, la marche des mille cent onze zapatistes à Mexico. Cette première marche a rencontré un écho chez les organisations sociales populaires, les syndicats et les universités, mais le gouvernement a refusé de répondre aux demandes des indigènes et de la société civile. En mars 1999, les zapatistes ont organisé une grande Consultation nationale sur les Droits et la culture indigènes, dont les résultats ont confirmé l'appui de la population mexicaine aux accords de San Andrés et à l'initiative de réforme constitutionnelle élaborée par la Cocopa. Cependant, il était clair que l'ancien régime du PRI cherchait par tous les moyens à isoler les zapatistes derrière des cordons militaires, réprimer les mouvements populaires et refuser d'entendre les demandes des indigènes.

Une des grandes promesses de campagne de Vicente Fox, le candidat du Parti d'action nationale (PAN), était d'en finir avec la guerre au Chiapas en 15 minutes. Avec grand enthousiasme, il a promis de réaliser les désirs de tous les participants au conflit. Ainsi, il a affirmé qu'il allait retirer l'armée de la zone de conflit, libérer les zapatistes prisonniers et présenter la loi Cocopa devant le Parlement.

L'arrivée de Fox à la présidence du Mexique l'année passée a mis fin à soixante-quinze longues années de gouvernement du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui avait fonctionné jusque là comme parti institutionnel (à toutes fins utiles comme parti unique), dicté toutes les règles de jeu politique et occupé tout l'appareil d'État. La volonté d'un changement politique dans le pays a poussé de grands secteurs de la gauche à sacrifier leurs idées, leurs principes et leur loyauté de parti pour un vote

en faveur de Fox : ce que les analystes et la classe politique appelaient « *le vote utile* ». Les attentes placées en la supposée transition démocratique se sont heurtées aux grandes contradictions et aux mensonges monumentaux du gouvernement de Fox.

En décembre 2000, Fox a fait passer le projet de loi sur les Droits et culture indigènes élaborée par la Cocopa devant la Chambre des sénateurs. Avec ce projet reprenait le processus législatif, interrompu en 1996.

Pour faire valoir leur point de vue face à la classe politique mexicaine et devant la société civile nationale et internationale, les zapatistes ont entrepris, en février et mars 2001, une longue marche jusqu'au District fédéral, en passant par différents États de la République. Sur le trajet les représentants de l'EZLN ont pris part au troisième congrès national indigène de Nurio, Michoacán, les 2, 3 et 4 mars, qui a accueilli des centaines de représentants indigènes, provenant de plusieurs ethnies. Par un vote unanime, les congressistes se sont entendus pour exiger de l'État « *la reconnaissance constitutionnelle des droits des peuples indigènes, du droit à la libre détermination et à l'au-*



*tonomie, du droit au territoire, entendu comme la totalité du territoire dans lequel ils affirment leur existence matérielle et spirituelle en tant que peuples.* »

De Michoacán, la marche zapatiste a poursuivi son parcours jusqu'au District fédéral où elle a fait une entrée triomphale au Zócalo de la ville de Mexico (la place principale), devant des centaines de milliers de personnes. Entretemps, la classe politique a entrepris un débat long et controversé à des années-lumière des droits indigènes. Il s'agissait de déterminer si on pouvait considérer légale et politiquement

acceptable l'entrée des zapatistes en passe-montagnes au Congrès. Ce débat a occupé les députés pendant plusieurs semaines jusqu'à ce que, enfin, une petite majorité ait approuvé la comparution des commandants zapatistes.

Ainsi, le 28 mars, trois commandants indigènes de l'EZLN (dont une femme, la commandante Ester) et divers représentants du Congrès national indigène ont présenté à la Chambre leurs droits et idées, les fondements de la loi Cocopa et la justification de la marche zapatiste. Après avoir présenté ses propositions fondamentales, la caravane s'est retirée dans la Selva (forêt tropicale).

Un mois après l'intervention zapatiste au Parlement, le Sénat a approuvé à l'unanimité un livre blanc sur la loi des Droits et culture indigènes, présenté par les commissions des questions indigènes et des questions constitutionnelles. La Chambre des députés a voté cette loi à une grande majorité, contre les députés de gauche (Parti de la révolution démocratique et Parti du travail)

Ce rapport officiel était aussi loin de la loi Cocopa que des attentes de toutes les organisations indigènes du pays. Plusieurs des modifications que le Sénat avait apportées à la Loi avaient réduit la portée des droits indigènes, principalement en ce qui a trait aux droits d'autogouvernement et de représentation, de territoire, de ressources naturelles et de tenue des terres. En d'autres termes, la loi votée récemment par le Congrès ressemble beaucoup à celle présentée, il y a trois ans, par Ernesto Zedillo. Cependant, le nouveau président, Vicente Fox, qui avait fait les louanges de la loi Cocopa et l'avait fait passer devant le Parlement, non seulement n'a pas protesté contre la sombre farce et la transformation de sa proposition, mais au contraire, s'est empressé de féliciter les sénateurs pour leur « *excellent travail législatif* ».

Dans un communiqué publié à la fin d'avril, l'EZLN a manifesté son total désaccord avec la nouvelle loi, en affirmant qu'elle ne répondait pas aux demandes des peuples indiens, du Congrès national indigène (CNI), de l'armée zapatiste elle-même ou de la société civile. Elle était d'avis que cette initiative trahissait encore une fois les Accords de San Andrés et que non seulement elle ne reconnaissait pas les droits indigènes, mais entravait leur exercice. De ce fait, l'EZLN a désavoué la réforme constitutionnelle et suspendu ses relations avec le gouvernement fédéral, en affirmant que sa résistance et sa révolte allaient se poursuivre.

Par ailleurs, la nouvelle loi a été catégoriquement rejetée par le Congrès national indigène qui l'a qualifiée de « *profondément régressive* ». Dans un manifeste publié le premier mai, le CNI a affirmé que cette nouvelle initiative « *ne reconnaît pas les droits fondamentaux de nos peuples, inscrits dans la Constitution, comme dans les conventions,*

pactes et traités internationaux dont le Mexique est signataire et qui ont préséance sur notre ordre constitutionnel en vigueur ». En dénonçant l'initiative votée récemment comme une nouvelle escroquerie, le CNI a appelé tous les peuples, communautés et organisations indigènes du pays à s'organiser, se mobiliser et résister face au pouvoir politique et à défendre l'initiative de la Cocopa.

Face au rejet évident et généralisé de la loi de la part de la société civile et des protagonistes de la guerre au Chiapas, une question s'impose : « Pourquoi les sénateurs du PRD ont-ils voté en sa faveur ? » En raison des protestations émises peu après par plusieurs membres de ce parti, on pourrait croire que les sénateurs se sont trompés, qu'ils n'ont pas bien analysé le contenu de la loi ou qu'ils l'ont approuvée à toute vitesse. Cependant, elle a passé un temps suffisant dans les commissions et son approbation a constitué, sans le moindre doute, un point fondamental de l'agenda politique dans le pays. La possibilité de rétablir le dialogue avec les zapatistes et de leur donner une place sur la scène politique du pays en dépendait. Les représentants du PRD au Sénat de la République auraient pu consulter les « experts » sur la question à ce moment-là, les anciens membres de la Cocopa et du CNI. Ils disposaient également de l'occasion de dénoncer le contenu du rapport officiel qui était sur le point d'être voté.

Pour expliquer le comportement de la gauche au Sénat, avançons deux hypothèses : une profonde confusion dans les rangs du PRD ou une orientation claire du parti vers la classe politique dirigeante (en tournant le dos aux intérêts de classe qu'il prétend représenter). Probablement, les deux hypothèses jouent un rôle. Ce qui a prévalu était une absence totale de vision politique, mais aussi une solidarité avec la classe politique mexicaine, profondément coupée de la société civile, préoccupée par ses intérêts personnels à court terme, soucieuse d'assurer son devenir dans l'appareil sclérosé de l'État. Les sénateurs du PRD étaient autant préoccupés que ceux du PRI par l'entrée des zapatistes dans le système politique...

La proposition de la Cocopa était, à vrai dire, relativement modérée en comparaison avec d'autres réformes constitutionnelles et légales en Amérique latine, y compris avec la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail, dont le gouvernement mexicain avait été l'un des premiers signataires. Les obstacles et les réserves de la classe politique à voter cette loi peuvent sembler surprenants, vu qu'elle aurait pu rouvrir les portes du dialogue et résoudre l'une des revendications fondamentales des peuples indiens du pays, en pacifiant des zones qui, pour le moment, sont des territoires minés par les intérêts des grandes transnationales. Cependant, au-delà de l'absence de volonté du gouvernement mexicain et



de sa classe politique, la loi avortée démontre les intérêts puissants en jeu dans le Sud-est du Mexique.

## Les modifications à la loi Cocopa

Il est très difficile de reconnaître la loi de la Cocopa après son passage par les commissions du Sénat. Les modifications à la Constitution se retrouvent dans des articles différents et ont tendance par conséquent à avoir un impact législatif et juridique totalement différent de ce qu'on espérait. La Loi Cocopa avait proposé une transformation de l'article 4 — qui a trait au caractère multiculturel et multiethnique de la nation — et l'article 115 — qui régit la division territoriale et politique de la Fédération et l'autonomie des villes. Au contraire, le rapport officiel approuvé par le Sénat concentre la plupart des changements à l'article 2 de la Constitution, qui auparavant interdisait l'esclavage (à partir de maintenant, cette interdiction passe à l'article 1).

À la rédaction de la nouvelle loi, ont participé fondamentalement les sénateurs Carlos Rojas et Manuel Bartlett, pour le PRI, et Fernández de Ceballos pour le PAN. C'est important de se rappeler que Carlos Rojas a été le grand artisan du Programme national de solidarité (Pronasol) pendant le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari. Depuis, il a assumé, pendant plus de six ans, le Secrétariat du développement social, continuation institutionnelle du Pronasol. Étrangement, la nouvelle loi partage avec l'ancien Pronasol une perspective de développement social focalisé. Plutôt qu'une garantie de droits collectifs, c'est un projet politique d'assistance avec des caractéristiques similaires aux plans de lutte contre la pauvreté soutenus par la Banque mondiale. Son objectif principal est la conversion des « pauvres » et

surtout des « extrêmement pauvres » en prestataires individuels ou familiaux de certains programmes qui permettent une survie temporaire et évitent l'éclatement de forts conflits socio-politiques. Ainsi, on assure l'atomisation des secteurs les plus défavorisés et la légitimation des ressources insuffisantes distribuées par les programmes d'assistance (1).

Bien que le Sénat n'élimine pas les termes de « libre détermination des peuples et des communautés indigènes », tout comme la loi de Zedillo, il n'ouvre aucune possibilité juridique pour l'exercice effectif de ce droit. C'est-à-dire qu'il le réduit à une déclaration démagogique. En effet, il ne garantit aucune des dispositions contenues dans la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail, comme l'utilisation collective des terres, l'usufruit des ressources naturelles et des territoires, l'élection libre des autorités indigènes selon les us et coutumes. Il n'accepte pas non plus les pratiques juridiques et culturelles dans les jugements prononcés en territoire indigène.

Pendant que la proposition de la Cocopa, dans ses modifications à l'article 115, garantissait « la libre détermination des peuples indigènes dans chacun des domaines et niveaux où ils exercent leur autonomie, qui peut comprendre un ou plusieurs peuples indigènes, en accord avec les circonstances particulières et spécifiques de chaque entité fédérative », la loi présentée par les sénateurs ne propose que la

1. Par exemple, les bourses d'études pour étudiants à bas revenus étaient un des projets les plus importants du Pronasol, mais aussi du premier gouvernement de Fox. En général, on distribue un nombre limité de ces bourses à des écoles situées dans des zones marginales, en fonction des besoins économiques et du rendement scolaire. Naturellement, dans beaucoup de communautés, ces bourses deviennent des pomes de discorde.

## Mexique

libre association et la coordination des « *comunautés indigènes* ». Ainsi, elle élimine l'un des apports les plus riches de la discussion autour de l'autonomie tenue à San Andrés Larrainzar, c'est-à-dire la possibilité de former des régions autonomes pluriethniques. En effet, à cause des multiples déplacements (souvent forcés) de la population indigène au cours de l'histoire, plusieurs territoires avec une majorité indigène sont partagés entre plusieurs ethnies (2). D'autre part, les territoires indigènes dépassent largement le cadre des municipalités.

Quant à la représentation des peuples amérindiens dans les institutions politiques locales, régionales et nationales, la nouvelle loi se borne à mentionner la possibilité d'élire des représentants indigènes devant les municipalités. Ainsi, les indigènes ne deviennent qu'un groupe de pression dans leurs propres territoires.

Dans une modification proposée par la Cocopa, on propose d'établir des démarcations territoriales des districts uninominaux, en tenant compte de l'emplacement des peuples indiens. Cette modification apparaît dans le rapport officiel du Sénat, dans un article transitoire (avec une vigueur temporaire et qui pourrait ne pas être appliqué) qui en plus prend la précaution extrême d'ajouter l'expression « *cuando se sera factible* ». Et l'on ne parle pas non plus de la représentation des indigènes sur le plan national, sinon seulement de « *favorecer su participación política* ».

Le texte récemment approuvé par le Congrès de l'Union a éliminé, du projet de loi Cocopa, tous les paragraphes relatifs à la propriété collective de la terre et au droit « *d'accéder de manière collective à l'utilisation et la jouissance des ressources naturelles de leurs terres et territoires, compris comme la totalité de l'habitat qu'utilisent et occupent les peuples indigènes, sauf ceux dont le territoire relève de la Nation* ». L'argument invoqué par les législateurs du PAN et du PRI, pour éliminer cette partie évidemment fondamentale de la loi, se rapporte au fait qu'elle aurait pu provoquer des affrontements entre les communautés indigènes. En réalité, il est évident que le danger était l'atteinte à la propriété privée. Les intérêts des propriétaires terriens, des éleveurs et des gran-

des sociétés transnationales ont prévalu.

Les étranges « *oublis* » en matière de ressources naturelles et développement durable rappellent, inévitablement, les énormes richesses naturelles qui se trouvent dans la région sud-sud-est du pays, où habite la grande majorité de la population indigène. Au lieu de garantir l'utilisation et la jouissance collective des territoires, la loi du Sénat détermine que les peuples indiens « *devront conserver et améliorer l'habitat et préserver l'intégrité de leurs terres* ». Bien entendu, c'est une obligation pour l'ensemble des habitants du Mexique et du monde entier. Pourquoi l'introduire alors dans une loi sur les Droits et la culture indigènes ?

Le rapport des commissions, approuvé par le Congrès de l'Union, ajoute à l'alinéa B et l'article 2 de la Constitution un grand programme de politique sociale et d'assistance envers les peuples indiens. Bien sûr, c'est tout à fait inédit dans une réforme constitutionnelle. En effet, cet alinéa ne stipule aucune valeur, droit ou principe juridique, mais uniquement un ensemble d'actions que doivent réaliser les institutions de l'État. Dans ce grand plan de développement social, on propose encore une fois des actions très semblables à celles, depuis longtemps déjà réalisées par les institutions indigénistes au Mexique, qui consistent principalement en une assimilation culturelle, économique et territoriale à la nation mexicaine (3).

Comme les anciennes politiques populistes, la nouvelle loi de Droits indigènes ne reconnaît pas les communautés comme sujets de droit public, comme une personnalité juridique propre et avec un droit d'agir, c'est-à-dire, comme des sujets émancipés. Elle ne propose pas d'offrir un espace de participation et de décision aux peuples indigènes en ce qui concerne leur développement. Elle se limite à proposer que les communautés soient consultées pour la mise en œuvre de politiques municipales et qu'elles puissent administrer certaines ressources destinées à des fins spécifiques. Ainsi, on répète la vision paternaliste du gouvernement qui considère les indigènes comme des enfants mineurs, qu'on peut mener vers le chemin du progrès avec une tutelle adéquate.

Derrière la loi de Droits et culture indigènes récemment votée, apparaît inévitablement un modèle de développement basé sur le saccage

des ressources naturelles au profit du capital transnational. « *Intégrer les indigènes* » signifie non seulement les hispaniser (comme les institutions indigénistes l'affirment) mais avant tout les pacifier et les transformer en travailleurs à bon marché pour les maquilas et les zones de développement touristique. Ouvrir des voies de communication et créer la possibilité d'exploiter des territoires relativement vierges, dans une recherche désespérée de sources d'énergie et de matières premières.

### Droits indigènes et modèle de développement

En ce sens, la loi des Droits et culture indigènes a une parenté évidente avec le Plan Puebla Panamá (PPP), un projet de développement particulièrement mis en avant par Fox depuis sa campagne présidentielle. Le PPP prétend réunir, dans un même projet de développement et de libre-échange, les huit Etats qui composent le Sud-est du Mexique et les sept pays d'Amérique centrale. Il se présente comme un plan de pacification, de développement et de création d'emplois. En réalité, il n'est rien de plus que la continuation du projet de mondialisation et développement néolibéral mis en avant par le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari, avec l'aval et le financement du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale (BM) et de la Banque inter-américaine de développement (BID).

Dans l'exposé des motifs pour l'action du PPP, les gouvernants voient le Sud-est comme une terre promise, plein de richesses naturelles et de possibilités d'investissement pour le capital transnational. Ils le perçoivent aussi comme une région géostratégique, une grande et splendide ceinture géographique entre les deux Amériques, qui permet la communication, côtière et terrestre, entre le Golfe du Mexique, la Mer des Caraïbes et l'Océan Pacifique. Les objectifs à court terme seraient de créer de grands corridors routiers et ferroviaires, d'aménager les ports et aéroports du Sud-est, d'installer des gazoducs et des entreprises d'assemblage pour générer des « *chaînes de production* ».

En réalité, le PPP ne pourra opérer qu'en continuant le processus de privatisation de la terre en marche depuis le début de la décennie passée. Dans ce dessein, il cache une nouvelle contre-réforme agraire, pour aliéner les terres qui maintenant sont sous le régime communautaire ou communal. Le PPP et les Etats-Unis voient cette zone comme une « *bague au doigt* » : en effet, elle pourrait constituer un cheval de Troie pour un des rêves chéris du président Bush, la mise en marche de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Le sous-commandant Marcos lui-même a souvent lancé l'alarme, avant et pendant la marche zapatiste, sur les implications poli-

2. C'est le cas, par exemple, des Cañadas de la forêt Laconada, dans la zone du conflit. Cette région a été peuplée depuis le milieu du XXe siècle à partir de politiques délibérées de colonisation et de répartition agraire par les gouvernements post-révolutionnaires, avec l'intention de diminuer la pression sur la terre qu'on trouve dans d'autres parties du Chiapas. Ainsi, dans la forêt Lacandona il y a une très grande population Tzeltal, mais aussi des Tzotiles, Tojolabales, Mixes. Il y a aussi une population considérable de Kanjobals originaires du Guatemala.

3. L'indigénisme était une politique conçue par les

élites blanches métisses pour répondre au dit « problème indigène » qui constituait, selon ses auteurs, une entrave au développement et à la mexicanisation du territoire : les peuples indiens étaient considérés comme des manifestations du retard de certaines régions. L'Institut national indigéniste, créé par le gouvernement mexicain, il y a plus qu'un demi-siècle, a entrepris des programmes d'enseignement bilingues, des projets productifs et commerciaux qui avaient pour principe fondamental l'incorporation des indigènes au marché interne, en les hispanisant, en éliminant leurs coutumes et en les subordonnant au modèle de développement impulsé par l'Etat.



tiques et économiques de ce plan dans les régions indigènes et sur les liens étroits avec la loi des Droits et culture indigènes. Peu avant le début de la marche, il a assuré par exemple que le PPP constituait non seulement « *un instrument de contre-insurrection* » mais même une arme des États-Unis pour intervenir directement dans la région de l'Isthme et pour s'emparer de ses très riches ressources naturelles en renonçant à promouvoir son développement intégral. Dans une entrevue réalisée en janvier de cette année, le sous-commandant a affirmé : « *Les États-Unis sont en train de renoncer à la mainmise sur les conflits de cette partie du continent. Ils reconnaissent que ce n'est pas possible de battre les indigènes du Sud-est, ou plutôt, reconnaissent que leurs habilités ne peuvent pas les incorporer au libre marché et ainsi on les laisse à l'Amérique centrale.* » (4)

Dans une sorte de réajustement territorial, la mondialisation économique dessine ainsi, selon Marcos, une nouvelle carte du monde qui n'est pas, comme on l'a prétendu il y a quelques années, un « *village global* » : il comporte une multiplicité de territoires morcelés avec des fonctions très différenciées pour l'économie mondiale. Certains de ces territoires figureront sur la carte comme centres du pouvoir financier, politique et militaire. D'autres auront la fonction de fournir les réserves d'énergie et les ressources naturelles pour les sociétés transnationales. La ceinture des Amériques sera aussi, grâce à sa position géostratégique, une zone de passage pour le commerce entre les deux océans. Dans les zones moins secouées par les mouvements sociaux, le riche héritage culturel des Mayas permettra d'établir de grands corridors touristiques, pour tirer profit du trésor archéologique des cités Mayas et de la beauté exceptionnelle des régions côtières et sauvages.

Cependant, pour réaliser tout cela il est essentiel d'assurer le développement régional,

et surtout de construire des voies de communication. Il va sans dire que celles-ci jouent un rôle économique. En outre, elles permettent d'assurer le contrôle militaire des régions les plus marquées par des conflits. Ce n'est pas par hasard que, parmi les programmes du gouvernement mis en oeuvre dans la zone de conflit, les plus coûteux sur le plan économique et social concernent les ouvertures de routes au milieu de la Selva, réalisées le plus souvent par l'armée elle-même.

Le problème d'infrastructure de communications est stratégique. Pour le pouvoir mexicain, l'éventuelle perte de contrôle sur les moyens de transport et les communications de la région est inacceptable. Ainsi, une des modifications les plus importantes à la loi Cocopa touche à ces moyens. Dans le cadre de l'autonomie et de la libre détermination, la loi présentée il y a cinq ans par la commission législative garantissait que les peuples indigènes pourraient acquérir, réaliser et administrer leurs propres moyens de communication et de transport. Dans le rapport officiel du Sénat, on mentionne seulement que « *l'Etat sera obligé d'établir les conditions pour que les peuples et communautés acquièrent, réalisent et administrent des moyens de communication* ». Cette modification, qui pourrait paraître subtile, remplace en réalité le droit par une relation sous la tutelle de l'Etat. Il évite ainsi d'accorder aux indigènes un nouveau pouvoir et garantit à l'entreprise privée, ou à l'Etat lui-même, le contrôle sur l'infrastructure.

Il y a quelques années, Thomas Benjamin a publié un livre sur l'histoire régionale avec le titre : « *Chiapas : terre riche, peuple pauvre* ». Ce titre pourrait décrire l'ensemble de la région du sud – sud-est du Mexique. La moitié de la population y vit dans la pauvreté et 8 millions dans un état de pauvreté extrême, pendant que les ressources naturelles constituent un aimant puissant pour les sociétés transnationales.

Face au modèle de développement offert par le PPP et garanti, en quelque sorte, par la loi de Droits et culture indigènes, la seule possibilité qui reste pour les peuples indiens du Sud – Sud-est est la résistance organisée. Celle-ci demande sans le moindre doute le soutien de la gauche pour la construction d'une alternative politique. L'acceptation d'une citoyenneté indigène implique, en ce sens, une incidence effective des zapatistes dans la politique nationale. Si la loi Cocopa était apparemment modérée et inoffensive pour le système politique mexicain, en réalité elle a ouvert une brèche pour la subversion du modèle de développement en marche dans le pays. Les élites politiques nationales ne sont pas disposées à construire des espaces de discussion et de dialogue sur le projet de nation.

La préoccupation principale du gouvernement est d'augmenter l'efficacité économique et d'approuver lesdits avantages comparatifs, en particulier la biodiversité, les ressources naturelles et la main-d'œuvre à bon marché. Son objectif politique est d'augmenter le contrôle (ou gouvernabilité) de la mobilisation populaire, si nécessaire avec l'appui des militaires. Le nouveau modèle de développement dépend, en grande partie, de la rupture avec la participation. Pour cela, la stratégie hégémonique consiste en l'affaiblissement des réseaux organisés formels qui jusqu'à une date récente ont favorisé des politiques de redistribution et un élargissement de la base sociale de l'État.

Face à ce modèle de domination, les possibilités de résistance dépendent évidemment des projets politiques alternatifs. En ce sens, Marcos a affirmé, peu avant la marche zapatiste : « *Le processus de mondialisation et ce projet économique [le Plan Puebla Panama] provoquent en même temps un réveil populaire. Nous disons : nous pouvons offrir une meilleure résistance, plus organisée, et en plus, nous pouvons contribuer à la construction d'une alternative. C'est pour cela qu'ils [les autorités] ne veulent pas nous laisser sortir [de la Selva] ; non qu'ils soient jaloux de notre popularité, mais ils craignent que nous allions pouvoir faire de la politique [en sortant de la Selva]. Nous le savons, c'est pour cela que nous voulons sortir. Nous allons pouvoir faire de la politique de diverses manières, ce que nous ne pouvons pas faire pour le moment, parce qu'ici nous portons des passe-montagnes et des armes. Ils ont peur que la population ne s'organise et rompe avec ce projet [le Plan Puebla Panama].* » (5) ■

4. Interview réalisée par Aurelio Fernández F., "La globalización no tira fronteras, las crea", La Jornada du 2 février 2001.

5. *ibid.*

**L'**horrible meurtre de masse résultant des attentats-suicides du 11 septembre ne saurait en rien justifier le bombardement abominable de l'un des pays les plus pauvres et les plus exsangues du monde, par le pays le plus riche et ses complices.

trant ainsi qu'ils n'ont cure des principes démocratiques et des intérêts des femmes, que, par pure hypocrisie, ils ne semblent chérir que lorsque leurs propres intérêts stratégiques sont menacés. Belle coalition démocratique que celle de George Bush et de ses alliés de

en tant que passage pétrolier et clé d'accès à l'Asie centrale est bien connu.

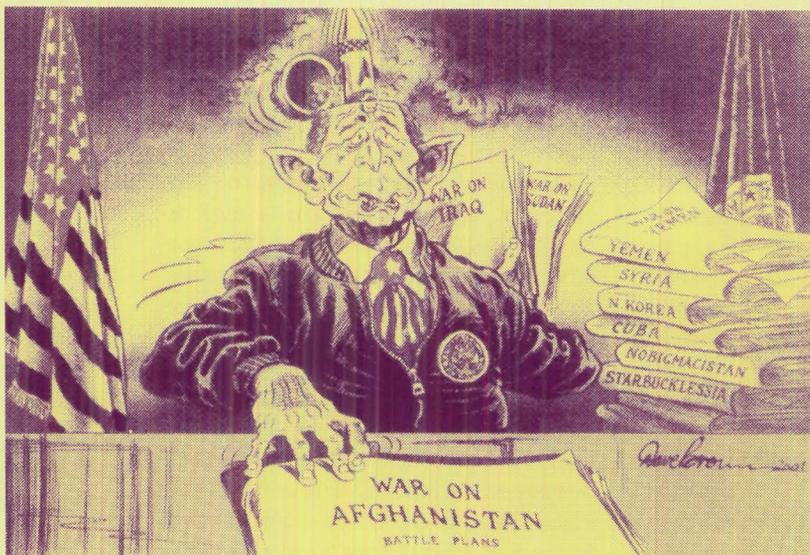
Contre cette nouvelle agression — la troisième guerre impérialiste de grande ampleur en dix ans ! — il est plus urgent que jamais de se mobiliser massivement, afin de mettre un

## Halte à l'agression impérialiste en Afghanistan !

Continuant sur une lancée devenue de plus en plus effrénée depuis dix ans, les USA s'érigent en justiciers planétaires, juges et parties à la fois. En vertu de "preuves de culpabilité" dont la connaissance même a été réservée à

quelques-uns de leurs alliés les plus proches, les USA, avec la participation et l'appui de ces derniers, ont déclenché le 7 octobre une agression de grande ampleur contre l'Afghanistan, qui ne manquera pas d'aggraver l'énorme saignée qu'a connu ce pays depuis l'invasion soviétique de 1979.

Encore une fois, les USA, qui ont contribué à la mainmise des Talibans sur le pouvoir à Kaboul, s'allient contre des intégristes à d'autres intégristes, ceux de l'Alliance du Nord, démon-



l'OTAN avec le royaume saoudien et les massacreurs russes du peuple tchéchène !

Contrairement à la guerre du Golfe de 1991, l'offensive actuelle vise au renversement du régime des Talibans, au-delà de la liquidation du réseau de Ben Laden. En Irak, les USA avaient opté pour le maintien du régime de Saddam Hussein, de peur de "déstabiliser" la région. En Afghanistan, l'objectif principal est l'installation à Kaboul d'un régime docile, pour un pays dont l'intérêt

terme au cours de plus en plus agressif des États les plus puissants. Il faut s'opposer en même temps aux atteintes aux droits démocratiques et aux acquis sociaux qui accompagnent l'offensive en cours.

Ce comportement impérialiste ne peut qu'augmenter les tendances au terrorisme aveugle dont seront victimes les populations civiles des pays agresseurs. On ne mettra fin au "terrorisme" qu'en supprimant sa cause profonde : l'injustice qui règne dans le monde, et dont le gouvernement des USA est le principal responsable.

Le 8 octobre 2001  
Bureau  
du Secrétariat unifié  
de la IV<sup>e</sup> Internationale